

**CONFERENCE NATIONALE SUR DES
PROBLEMES DU DEVELOPPEMENT DE
L'ECONOMIE ALBANAISE AU COURS DU
7^e PLAN QUINQUENNAL**

11-12 avril 1983

**INSTITUT DES ETUDES MARXISTES-LENINISTES PRES LE COMITE CENTRAL
DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE**



Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publiée en 1983 aux Editions « 8 NËNTORI », Tirana.

WWW.MARXISME.FR

Du 11 au 12 avril 1983 s'est tenue à Tirana la Conférence nationale sur des problèmes du développement de l'économie albanaise au cours du 7^e plan quinquennal, organisée par l'Institut des Etudes marxistes-léninistes près le Comité central du PTA, la Commission du plan d'Etat, l'Institut des études économiques et la Faculté d'Economie de l'Université de Tirana en collaboration avec des organes du pouvoir et des organismes économiques de la capitale et des districts.

Aux travaux de cette conférence ont assisté des cadres dirigeants du Parti, du pouvoir et de l'économie, des chercheurs du domaine des sciences économiques et sociales, des travailleurs de la production, etc.

Les documents de cette conférence ont été présentés au cours des séances plénières et dans trois sections.

Cet ouvrage à l'intention du lecteur étranger comprend le discours de clôture du camarade Ramiz Alia, secrétaire du CC du PTA et président du Présidium de l'Assemblée populaire de la RPS d'Albanie, le discours d'ouverture de la camarade Nexhmije Hoxha, directrice de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes près le CC du PTA, les rapports «A propos de l'exécution des directives du VIII^e Congrès du PTA sur le développement des forces productives et les principaux problèmes qu'elles posent», «La lutte pour la mise en œuvre des directives du VIII^e Congrès du Parti dans le domaine des rapports de production socialistes et les principaux problèmes posés», «L'intensification plus poussée de l'agriculture, facteur principal et permanent de l'expansion de la production agricole» et «L'efficacité accrue de notre économie, facteur primordial de la réalisation des tâches du plan et de la bonne marche des processus économiques», ainsi qu'un certain nombre des communications présentées dans les sections.



Le présidium de la séance plénière de la Conférence. La camarade Nexhmije Hoxha, membre du CC du PTA et directrice de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes près le CC du PTA, prononçant le discours d'ouverture.

Sommaire :

Discours du camarade Ramiz Alia (p. 4)

Discours d'ouverture de la camarade Nexhmije Hoxha (p. 11)

Rapports

Petro Dode, Premier secrétaire du Comité du Parti du District de Shkodër, professeur Hasan Banja — A propos de l'exécution des directives du VIII^e Congrès du PTA sur le développement des forces productives et les principaux problèmes qu'elles posent (p. 12)

Harilla Papajorgji, docteur en sciences économiques, Abdyl Backa, maître de recherches — La lutte pour la mise en œuvre des directives du VIII^e Congrès du Parti dans le domaine des rapports de production socialistes et les principaux problèmes posés (p. 25)

Themie Thomai, ministre de l'Agriculture, Lutter Xhuvëli, maître de conférences — L'intensification plus poussée de l'agriculture, facteur principal et permanent de l'expansion de la production agricole (p. 38)

Professeur Hekuran Mara, Niko Gjyzari, vice-ministre des Finances — L'efficacité accrue de notre économie, facteur primordial de la réalisation des tâches du plan et de la bonne marche des processus économiques (p. 49)

Communications

Koço Skënderi, Ylli Vejsiu, maître de recherches — L'évolution des processus démographiques et les problèmes économiques et sociaux afférents (p. 58)

Thanas Dede, Tomor Cerova, maître de conférences — Problèmes de l'extension de la base de nos matières premières minières et de leur exploitation diversifiée (p. 62)

Agron Çuedari, Veli Mullaraj, maître de conférences — Problèmes du développement de la base énergétique et de son emploi rationnel (p. 65)

Kiço Milo, Llambi Leka — Le développement prioritaire des transports ferroviaires et l'intensification de leur activité (p. 69)

Priamo Bollano, docteur en sciences économiques, Fari Dari — La transformation des coopératives de type supérieur en entreprises agricoles et les problèmes qu'elle pose (p. 72)

Nexhmedin Luari, maître de recherches, Irakli Vero — Considérations générales et problèmes relatifs aux mesures prises pour la mise en troupeau du bétail des lopins personnels (p. 76)

Andréa Nako, Sabah Hilmia, docteur en sciences économiques — Problèmes du perfectionnement continu de l'instrument des prix dans les rapports de l'Etat avec les coopératives agricoles (p. 79)

Besim Bardhoshi, docteur en sciences économiques, Sokrat Proka — Problèmes du perfectionnement de la méthodologie de la planification (p. 83)

Gani Qemo, Edmond Luçi, maître de conférences — L'amélioration de la planification pour la répartition territoriale des forces productives et les problèmes qui se posent en ce domaine (p. 86)

Kujtim Brovina, Fejo Babaramo — Rehausser le rôle des organes financiers pour assurer les sources d'accumulation et les utiliser avec une efficacité élevée (p. 89)

Genc Shkodra, Mehdi Xhomo — La réalisation des objectifs visant au mieux-être du peuple au cours du septième plan quinquennal (p. 93)

Professeur Deko Rusi, Genc Xhuvani — La crise économique dans le monde capitaliste-révisionniste et la lutte que mène notre pays pour affronter ses conséquences (p. 96)

DISCOURS DU CAMARADE RAMIZ ALIA

Camarades,

La Conférence nationale sur des problèmes du développement de notre économie au cours du 7^e plan quinquennal a terminé ses travaux avec succès. Elle constitue une contribution de valeur à la lutte et au travail menés avec abnégation par notre classe ouvrière et notre paysannerie coopérée, par nos cadres et nos spécialistes pour mettre en œuvre les grandes tâches historiques que le VIII^e Congrès du Parti a fixées pour le développement de notre économie et de notre culture socialistes.

Les travaux de la Conférence ont été fondamentalement animés par un esprit sain et un sentiment de responsabilité élevé dictés par l'exécution des directives du Parti et émanant des idées et des enseignements du camarade Enver Hoxha, énoncés surtout dans son ouvrage «A propos du 7^e plan quinquennal».

Nous sommes engagés dans la troisième année du 7^e plan quinquennal. Les résultats obtenus au cours des deux premières années de ce quinquennat (1981-1982) dans l'accroissement du produit social et du revenu national sont des plus considérables enregistrés au cours de cette dernière décennie. En avançant dans cette voie, notre économie raffermi toujours plus ses traits distinctifs en tant qu'économie véritablement socialiste, son développement à des rythmes relativement élevés, sans crises ni inflation, ses grands avantages pour accroître la production sociale, assurer et élever le bien-être du peuple, sa stabilité en vue de garantir l'indépendance et la défense de la patrie. C'est là une grande expérience historique qui atteste la vitalité des enseignements du marxisme-léninisme et le bien-fondé de la ligne élaborée et de la politique suivie par notre Parti. **Elle montre de la meilleure façon que notre économie a toutes les possibilités d'aller de l'avant sans discontinuité et à des rythmes relativement rapides, en comptant exclusivement sur ses propres forces, sans recevoir de crédits de l'étranger ni tendre la main à personne.**

Notre réalité prend une signification profonde et un accent particulier sur les plans politico-idéologique et économique-social, surtout quand on la confronte à la situation dans le monde capitaliste, bourgeois et révisionniste, avec les crises de toutes sortes, le marasme et à la dégradation générale qui marquent chaque domaine de la vie dans ce monde-là, si on la confronte aussi à l'échec subi par les «réformes économiques» appliquées en Union soviétique et dans les autres pays révisionnistes, à la profonde crise qui tenaille la Pologne, ainsi qu'à la faillite totale, mise entièrement à nu, du système d'autogestion ouvrière des titistes. Ces échecs et ces faillites ne peuvent plus être dissimulés par aucune démagogie sociale, si raffinée soit-elle, par aucun accommodage de n'importe quelle nature, par aucune manipulation de chiffres ni des promesses de «temps meilleurs».

L'analyse de la marche des tâches fixées par le plan pour les deux premières années du présent quinquennat, à laquelle a procédé le 6^e plénum du Comité central et les tâches assignées par ce plénum, nous convainquent toujours plus que les objectifs fixés par le VIII^e Congrès du Parti pour le développement de notre économie et de notre culture pour le 7^e plan quinquennal seront réalisés avec un plein succès.

En témoignent la mobilisation sans précédent et l'esprit des mouvements révolutionnaires qui se sont emparés des collectifs de travailleurs de nos villes et de nos campagnes. Dans chaque district de notre pays et dans chaque domaine d'activité, notre classe ouvrière, notre paysannerie travailleuse et notre intelligentsia populaire, sous la direction de notre Parti avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, luttent plus que jamais pour réaliser et dépasser les objectifs fixés par le plan.

Un autre témoignage montrant que toutes les conditions sont réunies pour que les tâches fixées par le VIII^e Congrès soient accomplies avec succès nous a également été apporté par la tenue de cette importante conférence scientifique où est apparue clairement la force de la pensée créatrice de nos économistes et de nos chercheurs. Dans leurs rapports, leurs communications et leurs interventions, les camarades qui ont pris la parole ont montré les nombreuses voies et possibilités qui s'offrent à nous pour accomplir les tâches auxquelles nous sommes confrontés, ils ont attiré l'attention sur les grandes réserves que renferme notre économie dont la judicieuse mise en valeur garantit à un plus haut degré la

parfaite réalisation de tous les objectifs fixés par le VIII^e Congrès du Parti. A cette conférence, de nombreuses idées et propositions valables ont été avancées concernant également des problèmes relatifs à l'essor des forces productives, au perfectionnement des rapports de production et à l'accroissement de l'efficacité de notre économie à plus long terme.

Qu'il me soit permis à cette occasion, de féliciter et de remercier, au nom du CC du Parti et de notre dirigeant bien-aimé le camarade Enver Hoxha, tous les camarades participants pour la contribution qu'ils ont apportée, pour leurs intéressantes propositions et suggestions. Le Comité central du Parti veillera à ce que les organisations du Parti, ainsi que les organes de l'Etat et les organismes économiques, examinent avec l'attention requise toutes vos suggestions et prennent les mesures organisationnelles, techniques et financières nécessaires pour les traduire dans les faits.

Camarades,

Le Parti a décidé de faire entreprendre dès maintenant dans tout le pays et à tous les niveaux le travail préparatoire en vue de l'élaboration du projet du 8^e plan quinquennal (1986-1990) pour le développement de l'économie et de la culture. Se fondant sur les directives du VIII^e Congrès du Parti et sur l'ouvrage du camarade Enver Hoxha «A propos du 7^e plan quinquennal», le Comité central du Parti a défini aussi les orientations générales des études à entreprendre à ce sujet. Les travailleurs d'avant-garde, cadres et spécialistes, ainsi que les chercheurs de tous les domaines ont donc à affronter de nouvelles tâches importantes.

L'expérience accumulée à ce jour et surtout celle que nous avons acquise lors de l'élaboration du 7^e plan quinquennal, nous ont convaincus qu'il est absolument nécessaire de nous atteler à la tâche au plus tôt si nous voulons clarifier et élaborer comme il se doit les principaux objectifs économiques et sociaux du nouveau quinquennat. Chaque quinquennat, en marquant un nouveau pas en avant, soulève des problèmes et pose des tâches plus considérables et plus complexes, qu'il importe d'étudier, d'analyser et de peser sous tous les aspects. Ce processus exige nécessairement un travail préparatoire très attentif. Faute de quoi, on risque de résoudre les problèmes à la hâte, de définir les objectifs du plan de façon empirique et subjectiviste et non pas sur de solides bases scientifiques, comme le demandent le Parti et le camarade Enver Hoxha.

A ce stade de notre travail, l'essor d'une pensée scientifique économique et sociale, financière, technique et technologique, vaste et qualifiée, apparaît comme une nécessité impérieuse, une appréciation et une application plus justes de ses résultats dans la production sont également exigées. Dans chaque branche de notre économie et dans chaque secteur de l'activité sociale dans notre pays, nous sommes confrontés à des tâches et à des problèmes dont on ne peut concevoir une heureuse solution sans un travail de recherche scientifique approfondi dans tous les domaines sur la base de notre expérience et des résultats obtenus par les sciences contemporaines. Ce n'est qu'en avançant plus vite et avec plus de persévérance dans cette voie que nous traduirons dans les faits l'orientation donnée par le camarade Enver Hoxha au VIII^e Congrès du Parti, soulignant que notre science, en même temps qu'elle doit soutenir notre 7^e plan quinquennal pour en assurer la pleine réalisation, **«a pour devoir et pour objectif important d'entreprendre dès maintenant des recherches pour le prochain plan quinquennal.»**

Il convient de dire qu'une série d'importants succès ont été obtenus en ce qui concerne l'essor de la pensée technique et scientifique. Nos scientifiques et nos techniciens, nos ouvriers novateurs et d'avant-garde, ont étudié, projeté et commencé à réaliser par leurs propres forces un bon nombre des unités industrielles du 7^e quinquennat en cours de construction ou qui seront construites dans les années à venir. Des pas en avant ont été faits dans la solution des problèmes posés par le progrès et la modernisation de la technique et de la technologie de la production. Dans l'agriculture, de nombreuses études et recherches expérimentales de valeur ont été entreprises pour accroître la production agricole, les rendements des cultures des champs et la productivité de l'élevage, et appliquer de nouvelles technologies. D'autre part, nos sciences sociales, économiques, historiques, linguistiques et autres ont, elles aussi, obtenu des résultats importants. La révolution scientifique et technique est allée s'approfondissant dans tous les domaines et elle a mis en mouvement d'importantes masses humaines.

La participation active de nos hommes d'avant-garde et de nos spécialistes aux efforts déployés pour trouver les voies les plus efficaces en vue du développement et du renforcement de l'économie, de la

culture et de la défense du pays, l'essor inouï de la pensée créatrice et innovatrice que l'on observe partout, sont **un trait de l'époque, résultant des nouvelles conditions politiques, économiques et sociales, des nouvelles proportions de notre production sociale, de la puissante base matérielle et technique dont elle est dotée.** C'est là le résultat du grand travail que notre Parti n'a cessé de mener pour former nos gens et politiquement et scientifiquement, le résultat de la vaste démocratie agissante de notre ordre social qui a donné aux travailleurs de chez nous toutes les possibilités de dire partout leur mot, d'assumer des tâches de responsabilité et de les réaliser pratiquement, dans l'intérêt de la société et au profit de l'édification du socialisme et de la défense de la patrie.

La voie suivie par le développement de notre économie, conformément à la ligne marxiste-léniniste de notre Parti, a été juste. Elle nous a amenés à créer une structure économique diversifiée faite tout à la fois de l'industrie, de l'agriculture, de la construction et des transports complexes, et fondée sur une puissante base matérielle et technique. En même temps que l'indépendance politique, cela a raffermi l'indépendance économique du pays et a créé des conditions pour élever constamment le niveau de vie des masses travailleuses. **Dans l'avenir aussi, nous poursuivrons fermement dans cette voie, en approfondissant et développant plus avant les succès obtenus à ce jour et cela conformément au nouveau stade de développement et aux nouvelles conditions économiques et sociales.**

Evoquant les orientations générales des études qui doivent précéder l'élaboration du plan, le camarade Enver Hoxha a souligné: «Le 8^e plan quinquennal reposera sur la réalisation du 7^e plan, sur les possibilités réelles que crée ce dernier, sur l'expérience acquise ainsi que sur le calcul scientifique des niveaux possibles que nous devons atteindre dans les cinq années à venir». Une connaissance scientifique très approfondie de ces possibilités et des perspectives d'avenir, dont parle le camarade Enver Hoxha, nous permettra de définir aussi avec précision et justesse le cadre des nouvelles transformations, quantitatives et qualitatives, que nous réaliserons dans la structure de notre économie au cours du futur plan quinquennal.

Les études qui seront entreprises s'étendront sur des domaines, secteurs et branches des plus divers de l'économie, de la culture, et de la défense du pays. Sous tous ces aspects, il est des problèmes qui attendent une solution qualifiée.

Nous pouvons, sans qu'il nous soit pour autant nécessaire, de nous arrêter à tous les domaines, souligner **l'intérêt particulier que présentent les études à entreprendre pour le développement de l'industrie, en particulier de l'industrie énergétique et des industries d'extraction et de transformation.** Nous avons désormais mis sur pied un système énergétique puissant et indépendant, doté d'une structure de ressources énergétique capable de satisfaire les besoins du pays et de créer des excédents destinés à l'exportation. Dans le prochain quinquennat également, le Parti continuera d'attacher une importance particulière à l'industrie énergétique, avec toutes ses branches, l'extraction de pétrole, de gaz, de houille et la production d'énergie électrique, surtout à partir de centrales hydroélectriques. Le travail de recherche dans ce domaine doit tendre à apporter une solution aux problèmes concernant la consolidation de la base énergétique et son utilisation toujours plus efficiente. Ces deux questions doivent être considérées, ainsi qu'elles se présentent dans la réalité, comme deux aspects indissociables dans la poursuite d'un seul et même but d'importance capitale et stratégique, la garantie d'un développement indépendant et de l'intensification continue de notre économie socialiste.

Les proportions qu'a prises chez nous l'industrie d'extraction et de transformation des minerais utiles au cours du 7^e quinquennat requièrent l'élaboration d'un bilan plus complet de nos richesses minières. Dans le même temps, tout le travail préparatoire qui sera mené dans ce domaine doit être nécessairement précédé d'études approfondies pour trouver les voies les plus avantageuses permettant d'accroître les réserves industrielles et géologiques en prévision du futur, ainsi que d'établir entre elles des proportions des plus judicieuses, en quantité comme en qualité. C'est seulement ainsi que nous réussirons à garantir une extraction accrue de minerais au cours du 8^e quinquennat et, dans la période qui suivra, leur prospection encore plus efficiente, ainsi qu'à prévoir avec précision les possibilités d'un développement plus poussé de l'industrie d'extraction et de transformation.

En poursuivant dans cette juste voie, nous verrons se consolider encore la vaste perspective ouverte à notre métallurgie en général et à notre sidérurgie en particulier, pour un traitement à cycle complet plus approfondi de nos principaux minerais et le renforcement plus marqué de l'indépendance de notre

économie. Appliquant sa juste ligne marxiste-léniniste et les enseignements du camarade Enver Hoxha, notre Parti a préparé cette perspective progressivement, avec patience, mais aussi avec persévérance. Et maintenant il nous incombe de faire un grand pas en avant pour en tirer des fruits encore plus consistants, au service de la construction intégrale de la base matérielle et technique du socialisme.

Le stade que nous avons atteint et les perspectives de développement de la métallurgie font apparaître la nécessité d'études approfondies dans **l'industrie mécanique afin que celle-ci avance dans la large voie de la production d'équipements et de machines-outils**. Cela est indispensable et déterminant pour le développement et l'intensification de toutes les branches de notre économie, pour l'application de nouvelles technologies et l'élévation de la productivité du travail. Afin que cette tâche historique soit menée à bien, le Parti demande qu'un tournant radical soit effectué dans cette branche clé de notre économie au cours du 8^e plan quinquennal. «La conception artisanale héritée dans cette industrie, indique le camarade Enver Hoxha, les méthodes périmées qu'elle continue d'utiliser et l'organisation qui y laisse beaucoup à désirer, doivent changer de fond en comble. Les études à mener dans cette industrie, nous recommande-t-il, doivent porter précisément sur ces questions et sur sa préparation générale pour l'accomplissement des tâches qu'elle assumera.»

Dans le grand travail préparatoire à mener pour l'élaboration, du 8^e plan quinquennal, une attention particulière doit être portée à l'étude **des questions relatives aux changements à apporter à la structure de la production agricole et à l'intensification plus poussée de toute notre agriculture, dans les plaines, sur les collines et les montagnes**. Notre Parti et le camarade Enver Hoxha nous ont bien éclairé les objectifs stratégiques que cette branche doit atteindre dans le cadre de la construction intégrale du socialisme dans nos campagnes. Ces objectifs visent à maintenir sur pied et à améliorer constamment, à partir de critères scientifiques modernes, la structure de l'alimentation de la population urbaine et rurale, à satisfaire les besoins de l'industrie en matières premières, à accroître nos exportations de produits végétaux et animaux finis, ainsi qu'à augmenter sensiblement la rentabilité des dépenses engagées dans la production agricole. Les études menées dans l'agriculture doivent apporter une solution aux problèmes susmentionnés. D'autre part, elles doivent être conduites plus à fond pour garantir la solution des problèmes les plus importants qu'a soulevés le VIII^e Congrès du Parti en vue d'élargir la zone d'intensification prioritaire, sans diminuer nullement l'attention portée au développement de l'agriculture dans les autres zones.

L'essor de notre économie a toujours eu pour principale fonction sociale **d'assurer et d'élever le bien-être de la population, de satisfaire les besoins matériels et culturels croissants de tous les travailleurs**. En ce qui concerne les questions relatives au bien-être, il est nécessaire de multiplier les recherches et les solutions touchant l'évolution des processus démographiques et le plein emploi dans un travail utile des nouvelles forces actives, les revenus réels et les voies menant à leur accroissement, la production de biens de consommation courante de haute qualité et l'amélioration de la structure de l'alimentation de la population, la réduction des disparités essentielles entre les campagnes et les villes.

Des études particulières sont également nécessaires en ce qui concerne les problèmes relatifs au développement de l'industrie légère et de la construction, à l'enseignement et à la culture, à la défense de la santé du peuple et au système de la sécurité sociale, au logement, aux services municipaux et aux loisirs cultivés des travailleurs, ainsi que sur d'autres problèmes propres à notre vie socialiste dans les villes comme dans les campagnes.

Le développement des branches et des secteurs de notre économie et de notre culture, ainsi que le renforcement de la défense du pays demandent, à côté de recherches particulières, des études complexes préalables. C'est là une exigence dictée par l'élargissement et la multiplication des liens économiques, par l'intégration la plus complète des branches et des zones dans toute l'économie nationale, par les liens organiques entre les diverses sciences et les objectifs économiques et sociaux que nous voulons atteindre dans la voie de la construction intégrale de la société socialiste. Dans ce cadre, je tiens à m'arrêter sur certains problèmes cardinaux qui ont trait aux nouveaux changements quantitatifs et qualitatifs visés dans l'économie, la culture, la science, la technique et la technologie, dans le perfectionnement des rapports économiques socialistes et d'autres domaines.

Le développement de la production sociale à des rythmes relativement élevés et stables demeure notre objectif principal. C'est là une question capitale pour les destinées de notre peuple, pour l'essor de toutes les branches de notre économie et le développement parallèle de toutes les régions du pays. La satisfaction des besoins toujours croissants de toute notre société, nous enseigne le camarade Enver Hoxha, dépend des taux de croissance de la production. L'accroissement de la population et l'emploi des nouvelles forces actives, le besoin de sources d'accumulation en vue d'assurer la production socialiste élargie, l'augmentation des revenus réels et la réduction des disparités essentielles entre les campagnes et les villes, l'essor de renseignement et de la culture, la défense de la santé du peuple, la consolidation des réserves et de la capacité de défense du pays, requièrent des rythmes élevés de la production.

Le maintien de taux d'expansion relativement élevés, alors que notre production socialiste a atteint des proportions considérables, exige que l'on procède à des recherches et à des études approfondies concernant surtout les voies à suivre pour assurer précisément le maintien de ces taux. Ces voies, nous devons les chercher et les trouver dans notre expérience acquise jusqu'à ce jour ainsi que dans les nouvelles possibilités que nous offre le développement planifié des forces productives et du progrès technique et scientifique. Il s'agit donc de rechercher les variantes les plus appropriées de l'harmonisation des facteurs et des voies assurant l'essor de la production comme le sont l'exploitation en profondeur de la base matérielle et technique établie, ainsi que de nouveaux investissements; l'accroissement rapide de la productivité du travail et aussi l'augmentation des nouvelles forces actives; l'expansion des ressources naturelles et énergétiques et leur exploitation plus complète et intensive; l'accroissement du fonds d'accumulation et son utilisation plus rentable, et ainsi de suite pour d'autres problèmes analogues. Ces questions, qui se rattachent aux rythmes d'expansion, doivent se trouver reflétées de la façon la plus complète dans les recherches qui seront entreprises dans les divers secteurs et branches de notre économie, pour assurer une augmentation de nos exportations et une réduction relative de nos importations, l'essor de notre science et de notre enseignement, la formation de cadres et la promotion de notre culture socialiste.

Tous les raisonnements et les arguments, théoriques et pratiques, nous conduisent à la conclusion qu'il faut entreprendre des études et des recherches particulières pour accroître toujours plus l'efficacité de notre économie. A cette fin, toute étude entreprise doit viser au premier chef à découvrir et à suivre de nouvelles voies pour réduire systématiquement les frais de production et accroître la rentabilité de chaque entreprise, coopérative, branche et secteur de l'économie, ainsi que pour augmenter le revenu financier à l'échelle nationale. Les problèmes du prix de revient des fonds circulants et des investissements dans l'industrie, l'agriculture et d'autres domaines, demandent une attention à tous les niveaux.

De nombreux investissements ont été faits et continueront de l'être dans le cadre du développement de l'industrie lourde. C'est là une ligne juste que notre Parti n'a cessé de suivre et qu'il suivra constamment à l'avenir également. C'est ce que lui dictent les principes marxistes-léninistes de l'industrialisation du pays et de la construction intégrale de la base matérielle et technique du socialisme, les intérêts du développement de notre économie, le degré toujours plus élevé de son indépendance et le renforcement de la défense de la patrie. Il s'agit donc pour nous, et c'est là une nécessité impérieuse, d'accroître toujours plus la rentabilité de l'industrie lourde afin qu'elle soit en mesure de satisfaire toujours mieux les besoins de sa croissance et de son renforcement, et d'aider davantage à l'essor des autres branches de notre économie.

Dans l'agriculture, en ce qui concerne surtout les coopératives, on a parfois fait des investissements aux perspectives pas très claires et qui n'ont pas été suivis de mesures complexes. Cela s'est produit aussi bien pour les investissements effectués avec des crédits bancaires ou avec la participation de l'Etat, que pour ceux réalisés à travers d'autres mesures en faveur des coopératives agricoles. Afin d'en assurer l'efficacité requise, le Parti demande que, désormais, tout nouveau investissement fait dans l'agriculture soit obligatoirement suivi d'une augmentation de la production et d'une réduction des dépenses par unité de produit. Sinon, on verra s'accroître artificiellement le pouvoir d'achat des populations rurales qu'il faudra couvrir par une quantité correspondante de marchandises.

On sait que, pour diverses raisons, il y a chez nous, dans certains secteurs et branches de notre économie, des productions et des activités à perte et à subventions. Il est nécessaire de prendre toutes les mesures (par des investissements et d'autres voies) afin de réunir effectivement les conditions requises, pour un travail et une production rentables dans ce domaine également. Faute de quoi, notre économie sera chaque année grevée par une charge de dépenses superflues. Aussi convient-il ici aussi de faire des prévisions et de mener des recherches de manière organisée et avec des objectifs précis en vue de tirer le maximum d'avantages des investissements que nous avons faits et ferons.

Le camarade Enver Hoxha a souligné que l'ensemble de notre système financier et bancaire avec les organismes afférents doit jouer un plus grand rôle dans toutes les questions et tous les problèmes que pose l'accroissement de l'efficacité de notre économie, en pénétrant mieux les problèmes de la production, de la répartition et des investissements, ainsi qu'en raffermissant à cette fin le contrôle actif et préventif à, travers tous les leviers de notre mécanisme économique et financier. Pour cela, il est demandé que les organismes de contrôle, surtout à la base, fonctionnent et soient dirigés de façon à être réellement en mesure de barrer la voie aux intérêts étroits dans chaque domaine de l'activité économique et productive et d'exercer une action plus positive sur le développement et la gestion de la propriété socialiste. La recherche de nouvelles voies et possibilités pour accroître la production et son efficacité ne peut être dissociée des efforts à fournir pour moderniser les technologies existantes et introduire des méthodes de production des plus avancées. C'est là aussi un des problèmes les plus importants auxquels sont confrontées toutes les branches de l'économie, de l'enseignement et de la culture, et à propos desquels novateurs, scientifiques et spécialistes ont leur mot à dire. **«Nous devons, nous enseignons le camarade Enver Hoxha, améliorer la technologie de tout ce que nous produisons, nous devons adapter tout ce que nous créons à la technologie nouvelle».**

La technologie moderne se présente aujourd'hui comme une synthèse des réalisations accomplies par les sciences appliquées, techniques, naturelles et économiques, ainsi que par l'expérience avancée de la production. Aussi la connaissance, l'assimilation et l'application de cette technologie ne sont-elles possibles qu'à travers la coordination et la coopération entre les diverses sciences, entre les spécialistes, les technologues et les ouvriers de tous les secteurs et de toutes les branches de notre économie, lesquelles se conditionnent mutuellement. Par conséquent, toutes les recherches dans le sens du progrès technique et scientifique doivent être menées sous des formes et suivant des voies plus appropriées, en lutte contre toute conception surannée et incomplète de l'organisation de la production, de l'élaboration et de l'exploitation des richesses naturelles, etc.

L'extraction de minerais utiles a mis à l'ordre du jour le problème de la modernisation de la technologie dans la prospection, la découverte, l'extraction, le traitement et l'utilisation de ces richesses. C'est là que réside une de nos plus grandes potentialités latentes que nous ne devons jamais négliger. C'est pourquoi l'objectif principal des études à entreprendre dans ce sens sera d'apporter une solution aux problèmes qui sont déterminants pour assurer une exploitation aussi complète et complexe que possible des réserves de minerais. Dans ce cadre, **il est particulièrement important de définir les nouvelles technologies dans la recherche, l'exploitation et le traitement du pétrole.**

L'application de nouvelles technologies avancées demande aussi des formes correspondantes d'organisation de la production. Revenons encore à **l'industrie mécanique**. Il est de fait, et cela est inadmissible, qu'elle est plutôt considérée comme une industrie morcelée, à l'image des ateliers épars de jadis, et bien moins comme un ensemble au service de notre économie nationale tout entière. Il est évident que l'ancienne mentalité est en opposition avec le grand rôle irremplaçable que l'industrie mécanique doit assumer au stade actuel et va à rencontre des tâches qu'elle doit assumer pour assurer le développement dynamique de notre économie, en ampleur et en profondeur.

La voie à suivre pour résoudre cette contradiction est bien connue. Elle demande absolument que l'on brise et surmonte les divers obstacles organisationnels et bureaucratiques qui surgissent du fait des intérêts étroits des départements centraux, elle demande aussi **que soient approfondies la spécialisation et la coopération scientifique dans une perspective claire et à long terme de la production**. Sans avancer avec fermeté et conviction sur cette juste voie que nous montrent le Parti et le camarade Enver Hoxha, nous ne pourrions pas obtenir, même dans les conditions de notre petit pays, des séries de production relativement importantes ni assurer un coût aussi bas que possible dans

l'industrie mécanique. C'est pourquoi les études portant sur ces questions présentent un intérêt particulier, au même titre d'ailleurs que l'étude de l'organisation et du renforcement du travail spécialisé d'élaboration des projets afin d'assurer, au plus haut point, la coordination et l'harmonisation complexe de la pensée technique et technologique avec la pensée économique et financière.

Au VIII^e Congrès du Parti le camarade Enver Hoxha a souligné en la qualifiant de tâche primordiale la nécessité de l'intensification de notre agriculture. A cet égard, la connaissance et l'application des nouvelles technologies contemporaines à introduire chez nous pour accroître notablement les rendements des cultures agricoles et la productivité de l'élevage, doivent jouer un rôle essentiel, aujourd'hui comme à l'avenir. Les études effectuées dans ces domaines nous conduiront sûrement à utiliser et à appliquer des méthodes plus complexes et plus intensives dans toutes les cultures des champs afin d'en augmenter les rendements, et pour toutes les espèces de bétail en appliquant de nouvelles technologies dans leur alimentation et leur entretien.

Un autre problème général, qui concerne tous les secteurs et toutes les branches de l'économie et de la culture, et qui doit **occuper une place importante dans les études sur le futur plan quinquennal, est celui du perfectionnement des rapports de production socialistes.** Les problèmes relatifs au renforcement du système coopératif, au lopin personnel du coopérateur, à la transformation de la propriété de groupe en propriété du peuple tout entier, à la conversion graduelle de certaines coopératives agricoles en entreprises d'Etat, ou encore les traits nouveaux que la propriété du peuple tout entier revêtira au cours de son développement, sont autant de problèmes complexes à la juste solution desquels doivent œuvrer non seulement nos organes de l'agriculture, mais aussi ceux de l'industrie, du commerce, de la construction, des finances, de la culture, de l'enseignement, etc. Aussi les problèmes du perfectionnement des rapports de production socialistes doivent-ils devenir un objet d'étude pour toutes les branches et tous les secteurs. Les problèmes relatifs aux rapports d'échange entre les campagnes et les villes, au système des salaires, à l'attestation de la capacité et à la qualification des travailleurs, à la formation et à l'utilisation des cadres etc., sont eux aussi de la même nature. Les problèmes que pose le développement des rapports de production doivent en particulier être étudiés par les Instituts des sciences sociales, mais aussi par les départements ministériels économiques et les districts.

Camarades.

Le grand travail préparatoire qui sera fait pour l'élaboration du 8^e plan quinquennal est une grande action politique, économique, sociale et scientifique d'une très grande portée. Pour la mener à bien **il faudra que tous les organes du Parti, de l'Etat et de l'économie, tous les organismes et les forces créatrices et scientifiques du pays mobilisent leurs forces avec un engagement total et tout le sérieux requis.** Le Comité central du Parti est pleinement convaincu que, sans détourner un instant leur attention de la gestion et du contrôle nécessaires pour accomplir les tâches fixées dans le plan de 1983 et celui du quinquennat dans son ensemble, les cadres dirigeants à tous les niveaux et la grande armée de nos spécialistes, chercheurs et ouvriers d'avant-garde, talentueux et qualifiés, engageront toutes leurs forces et leur savoir pour faire en sorte que les études sur le 8^e plan quinquennal et les autres études prospectives à plus long terme, soient effectuées au plus haut niveau scientifique possible, afin de servir au mieux le développement de notre économie et de notre culture socialistes.

Au moment de clore la Conférence nationale sur certains problèmes posés par l'essor de notre économie, permettez-moi de féliciter, au nom du Comité central du Parti, l'Institut des Etudes marxistes-léninistes, la Commission du Plan d'Etat, l'Université de Tirana et l'Institut des Etudes économiques, de la très bonne organisation de cette conférence si importante, de féliciter une fois de plus les auteurs des rapports et des communications ainsi que tous ceux qui ont contribué à sa bonne marche et à son succès. Que l'expérience et les documents de cette conférence nationale nous servent à lutter avec encore plus de détermination et d'esprit créateur pour la mise en œuvre conséquente des enseignements du Parti et du camarade Enver Hoxha, pour l'heureux accomplissement de toutes les tâches auxquelles nous sommes confrontés. Engageons toutes nos énergies, renouvelées et inépuisables, au profit de l'édification complète du socialisme et de la défense de notre patrie socialiste.

Vivent le Parti du Travail d'Albanie et son Comité central avec le camarade Enver Hoxha à sa tête !

Gloire au marxisme-léninisme !

DISCOURS D'OUVERTURE DE LA CAMARADE NEXHMIJE HOXHA

Camarades,

Aujourd'hui commence ses travaux **la Conférence scientifique nationale sur des problèmes du développement de notre économie au cours du 7^e plan quinquennal**, organisée par l'Institut des Etudes marxistes-léninistes près le CC du PTA, la Commission du plan d'Etat, l'Institut des Etudes économiques et la Faculté d'Economie, en collaboration avec les organes du pouvoir et des organismes économiques de la capitale et des districts.

Qu'il me soit permis, au nom de la Commission organisatrice, de remercier tous les participants à Cette conférence et en particulier les dirigeants du Parti et de l'Etat, dont la présence ici est un grand honneur pour tous les hommes d'étude et les travailleurs qui s'occupent des problèmes de l'essor économique et social de notre pays.

L'élaboration et l'approbation du 7^e plan quinquennal ont constitué un événement marquant pour notre Parti et notre peuple, en ce que ce plan comporte des objectifs, des tâches et des améliorations structurelles de notre économie, qui, par leurs dimensions et leur portée politiques et sociales pour promouvoir la construction du socialisme chez nous, sont plus considérables que ceux de tous les autres plans quinquennaux précédents. Dans le même temps, c'est le premier plan quinquennal que nous avons élaboré et que nous réalisons en nous appuyant exclusivement sur nos propres forces et nos possibilités intérieures, sans recevoir aucune aide ni crédit de l'étranger. Notre conférence tient ses travaux en un temps où les larges masses travailleuses de chez nous, sous la conduite du Parti avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, ont mobilisé toutes leurs forces pour mettre en œuvre les décisions historiques du VIII^e Congrès du Parti. Les deux années qui se sont écoulées depuis le VIII^e Congrès de notre Parti ont eu pour trait la mobilisation croissante de la classe ouvrière, de la paysannerie coopérée et de l'intelligentsia populaire pour réaliser et dépasser les objectifs fixés par le plan. De ce fait, notre économie socialiste va de l'avant à des rythmes relativement rapides, en affrontant et surmontant avec succès les difficultés de la croissance socialiste du pays ainsi que celles qui nous sont créées par nos ennemis étrangers. Notre économie est puissante, dynamique et de plus en plus stable; elle possède de grandes possibilités pour développer et élargir davantage la production sociale, accroître son efficacité dans tous les domaines. Sur cette base solide, notre Parti ne cesse de promouvoir l'essor économique et social du pays dans la voie du socialisme au milieu de l'océan capitaliste et révisionniste et dans une période tourmentée marquée par les crises et les secousses politiques, économiques et sociales de toutes sortes qui se sont abattues sur le monde capitaliste et révisionniste. Ces crises renouvelées rongent dans leurs fondements les structures et les autres éléments du monde du capital, mettant aussi à nu l'échec total des «réformes économiques» appliquées en Union soviétique et dans les autres pays révisionnistes, ainsi que la faillite de la prétendue autogestion ouvrière titiste.

Notre conférence a pour objectif d'analyser la marche des plus importants processus de notre développement économique au cours de ces deux dernières années, d'en tirer des conclusions et de procéder à des synthèses pour aider par là à compléter et à résoudre les problèmes posés par tout le 7^e plan quinquennal, et de soulever des problèmes relatifs au développement à long terme de notre économie. Pour que ces objectifs soient atteints, les documents préparés pour cette conférence s'appuient puissamment sur les directives du VIII^e Congrès du Parti, sur l'analyse faite par le 6^e plénum du Comité central et sur les enseignements du camarade Enver Hoxha formulés surtout dans son ouvrage «A propos du 7^e plan quinquennal».

Les travaux de cette conférence doivent servir à encourager et à animer toujours plus la pensée scientifique économique, financière et technique des spécialistes et des cadres du Parti, du pouvoir et de l'économie, des novateurs et des ouvriers, en vue d'approfondir la révolution scientifique et technique, qui doit toujours tendre à réaliser les objectifs du plan et à accroître l'efficacité de notre économie.

Permettez-moi de déclarer ouverte cette conférence et de souhaiter le plein succès de ses travaux.

RAPPORTS

A PROPOS DE L'EXECUTION DES DIRECTIVES DU VIII^e CONGRES DU PTA SUR LE DEVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES ET LES PRINCIPAUX PROBLEMES QU'ELLES POSENT

Petro Dode, Premier secrétaire du Comité du Parti du district de Shkodër,

Professeur Hasan Banja

Le stade atteint dans le développement économique et social du pays ainsi que l'étape historique de la construction intégrale de la société socialiste ont posé une série de problèmes dans tous les domaines de notre vie. Ils concernent la base économique de la société et sa superstructure, son progrès matériel et spirituel. Dans le cadre de ces problèmes, **le développement général accéléré et soutenu des forces productives constitue un des facteurs principaux du progrès et du renforcement incessant de notre régime.**

Grâce aux conditions politiques, économiques et sociales qui ont été créées sous la conduite du PTA avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, les forces productives se sont développées en ascension constante, conformément aux exigences des lois économiques du socialisme qui se matérialisent dans la politique économique du Parti et se reflètent dans le plan unique et général d'Etat. Elles sont affranchies des contradictions antagonistes, qui entravent et freinent leur progrès, comme cela advient dans la société capitaliste, bourgeoise et révisionniste. La politique économique de notre Parti a été et demeure juste, conforme aux principes et projetée vers l'avenir. Elle a pour but un développement des forces productives, de la science et de la technique, qui s'accorde pleinement avec l'idéologie marxiste-léniniste, avec les intérêts fondamentaux de la population, avec la création des conditions requises pour la construction intégrale de la société socialiste, et plus tard de la société communiste. Le glissement vers la «théorie des forces productives» de même que le traitement du problème des rapports de production consistant à les isoler de leur base matérielle, ont été et restent étrangers à notre Parti. Le développement simultané des deux aspects du mode de production a conduit à la création d'une économie socialiste, complexe et diversifiée, capable de se développer selon le principe marxiste-léniniste de l'appui sur ses propres forces, en tenant tête aux épreuves du temps, à l'encerclement et au blocus impérialistes-révisionnistes. L'objectif fondamental de notre Parti est le rapide progrès économique et social du pays, la satisfaction des besoins toujours croissants de la population, de l'économie et de la défense de la patrie.

Après quelque quatre décennies de pouvoir populaire, un grand bond en avant a été accompli chez nous dans le développement des forces productives. Celles-ci se sont renforcées et renouvelées constamment, permettant ainsi à la reproduction socialiste élargie de s'accomplir dans des proportions toujours plus grandes et de revêtir des traits, une structure et un contenu entièrement nouveaux. Les investissements au titre des fonds fixes, qui constituent la base matérielle des forces productives, se sont accrus et leur structure a été améliorée. Rien que dans la période 1975-1981, ils ont augmenté d'environ 54 pour cent. La plus grande réussite dans le cadre du développement des forces productives est notre homme nouveau, éduqué et trempé par le Parti, d'un niveau de formation idéologique, culturelle et technique toujours plus élevé, capable de promouvoir la production et la révolution technique et scientifique. En 1981, le nombre de travailleurs dotés d'une instruction professionnelle supérieure et moyenne avait respectivement augmenté de 12 et de 14 fois par rapport à 1960, cependant que le nombre des ouvriers dans le secteur socialiste d'Etat avait environ triplé. Ces progrès ont rendu possible, au cours de cette même période, **une croissance du produit social d'environ quatre fois, et cela en regard d'un accroissement de la population de 1,7 fois.** Un tel essor des forces productives a soutenu et assuré la croissance dynamique de la population, le plein emploi socialement utile des forces actives, l'intégration des ressources naturelles dans la circulation économique, l'élévation incessante du bien-être du peuple, le renforcement de la dictature du prolétariat et de la capacité de défense du pays.

Le développement des forces productives dans notre pays ne connaît ni anarchie ni concurrence, il n'est pas interrompu par les crises économiques et n'est pas dirigé par les lois de l'économie de marché et du profit capitaliste. En revanche, par les «réformes économiques» qu'ils ont conçues et appliquées, les révisionnistes modernes en Union soviétique et dans les autres pays anciennement socialistes, ont frayé largement la voie à l'action des lois économiques du mode de production capitaliste. Dans ces conditions, le but de la production et la physionomie de l'économie dans ces pays ont changé fondamentalement; les forces productives sont dans un état de stagnation ou ne croissent qu'à des rythmes des plus bas; leur économie est entrée dans une crise profonde et générale. Cette crise a secoué aussi dans ses fondements l'économie yougoslave, ce qui traduit l'échec complet du système capitaliste «autogestionnaire» titiste.

Les dimensions et la structure de notre économie nationale, et les proportions qu'elle a atteintes constituent, comme cela a été indiqué au VIII^e Congrès du PTA, le fondement solide sur lequel s'appuie le développement des forces productives prévu par le 7^e plan quinquennal. Le camarade Enver Hoxha, dans l'analyse, la généralisation et la synthèse scientifique qu'il a faites des principaux problèmes du développement des forces productives, a indiqué que «notre économie socialiste entame le nouveau quinquennat de son développement, dans une situation de stabilité, pleine de dynamisme et de grandes possibilités pour accroître et élargir encore la production sociale, pour élever son efficacité sous tous les aspects». (Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, éd. fr., p. 11, Tirana, 1981.) Le taux d'accroissement annuel du produit social prévu pour ce quinquennat est de 6,4 pour cent, contre 4,6 pour cent pour la même période précédente.

La réalisation des tâches que pose le développement économique du pays au cours du 7^e quinquennat, ainsi que la découverte de perspectives nouvelles requièrent une connaissance plus approfondie et une solution toujours juste des problèmes qui apparaissent dans le domaine du développement des forces productives, une plus complète mise en valeur des conditions et des facteurs matériels et techniques, humains et financiers que notre société possède et qu'elle ne cesse de créer dans la voie du développement socialiste continu.

L'analyse et le traitement de ces problèmes se rattachent à la mise en œuvre des directives du VIII^e Congrès du PTA, des idées et des enseignements du camarade Enver Hoxha, exposés en particulier dans son ouvrage «A propos du 7^e plan quinquennal». En analysant le cours des processus les plus importants du développement de notre économie au cours des deux dernières années, il nous appartiendra de tirer des conclusions et des leçons de caractère général en vue de la solution des problèmes de notre 7^e plan quinquennal dans son ensemble et d'en poser certains autres concernant le développement à long terme de notre économie.

I

La pleine mise en valeur des capacités productives, leur extension et leur modernisation constituent un problème fondamental à résoudre pour le développement des forces productives au cours du 7^e plan quinquennal et dans l'avenir. L'accroissement du produit social dans notre pays s'est fondé et se fonde puissamment sur l'accroissement des investissements et des constructions de base, sur l'extension des branches existantes et la création de nouvelles branches dans l'industrie, sur l'élargissement des fronts de travail dans les villes et les campagnes, en donnant la priorité à la sphère de la production matérielle. L'adoption de cette voie a été et reste juste et naturelle. Elle a été conditionnée et dictée par la nécessité historique de rattraper dans un laps de temps relativement bref le retard séculaire dont nous souffrions, de développer sans discontinuité et à des rythmes élevés les forces productives, de les porter au plus haut niveau technique et d'achever la construction de la base matérielle et technique du socialisme. Cependant, cette voie, que l'on continue de suivre, **doit à tout prix, comme nous l'enseigne le Parti, être harmonisée avec la voie du développement intensif, celui-ci étant un trait distinctif et une exigence de notre économie socialiste.** Dans les conditions actuelles, et à plus forte raison dans l'avenir, cette question surgit au premier plan, et elle est elle-même conditionnée par une série de facteurs.

1. Le VIII^e Congrès du Parti a fixé pour tâche, et c'est là une tâche complexe, d'accroître le produit social, le revenu national et d'élever l'efficacité de l'économie à travers une **meilleure harmonisation de la voie extensive et de la voie intensive de développement, en donnant la priorité à cette**

dernière. Cette exigence apparaît également dans le fait que près de la moitié de l'augmentation du produit social total et du revenu national et plus des 4/5 de l'accroissement du volume de la production industrielle seront assurés par l'élévation de la productivité sociale du travail et par une plus complète mise en valeur des capacités productives existantes. De même, 90 pour cent de l'augmentation de la production agricole et pastorale seront obtenus par l'élévation des rendements des plantes agricoles et de la productivité de l'élevage. La marche en avant dans cette voie accentuera la part du développement par la voie intensive dans l'ensemble des indices qui caractérisent notre économie.

2. La priorité qu'a prise la voie intensive de développement est également soutenue par la **situation technique généralement nouvelle des fonds fixes**, dans toutes les branches de notre économie, par leur structure qui tend à s'améliorer constamment. La majeure partie des fonds fixes de l'industrie est constituée par la partie active, que Marx a qualifiée de système osseux et musculaire des moyens de production. Pour près d'un tiers ils sont d'un âge allant de un à cinq ans, alors que le taux moyen d'amortissement ne représente pas plus d'un tiers de leur valeur totale.

3. Finalement, nous ne pouvons pas ne pas mentionner que les capacités productives projetées et mises en exploitation **ne sont pas des grandeurs** immuables. L'expérience révèle qu'elles se modifient constamment en tendant à s'accroître, de pair avec le progrès technique et scientifique, avec l'extension et l'approfondissement du savoir scientifique et des aptitudes des travailleurs, avec l'élévation du niveau de gestion et la mise en œuvre de formes plus efficaces d'organisation de la production et du travail social. D'autre part, l'expérience enseigne également que dans des cas particuliers et pour des raisons diverses (une planification inférieure aux possibilités réelles du volume de la production, des manquements dans la gestion et l'organisation des entreprises, dans les fournitures matérielles et techniques, etc.), le potentiel productif, technique et scientifique, matériel et humain que notre société a créé, qu'elle multiplie et perfectionne constamment, n'est pas encore mis entièrement au service de notre économie.

Le développement prioritaire de l'industrie énergétique, des mines, de la métallurgie ferreuse et non ferreuse, de l'industrie chimique organique et inorganique, de l'élaboration primaire et approfondie du pétrole, ainsi que l'essor de l'industrie mécanique, présentent une importance vitale pour le développement plus poussé des forces productives, pour la construction du socialisme et le renforcement continu de l'indépendance économique du pays.

Les capacités productives sont exploitées de la manière la plus complète et avec une haute efficacité lorsqu'elles sont envisagées et traitées dans le cadre national afin de servir toute l'économie et pas seulement un secteur. Notre pays dispose d'une industrie mécanique puissante, capable de produire des machines et des équipements complets, des pièces de rechange ainsi que de les remettre en état, et de maintenir en pleine efficacité l'appareil productif dans toutes les branches de l'économie. En dépit des succès obtenus, cette branche de notre industrie ne s'acquitte pas comme il convient des tâches que lui assignent le stade actuel et les perspectives de développement de notre économie. A cette fin, il est exigé d'elle qu'elle travaille à un régime plus intense; qu'elle améliore notablement la qualité de la production; qu'elle établisse sur des bases plus solides le travail d'étude et de préparation des projets, en utilisant mieux les capacités des cadres d'ingénieurs et de techniciens ainsi que des ouvriers qualifiés; qu'elle intensifie la spécialisation et la coopération dans la production de manière planifiée et à l'échelle nationale, tout en maintenant la spécialisation des entreprises; qu'elle assure la remise en état des pièces de rechange de manière mieux organisée et avec une technologie supérieure, cette voie étant la plus fructueuse pour faire face aux besoins croissants de notre économie avec moins de travail social.

Alors que notre industrie mécanique est concentrée dans des combinats et dans de grandes usines, mais aussi administrativement dispersée dans les différents départements ministériels et districts, il est l'heure de porter sa direction et son organisation à un niveau supérieur.

La voie principale permettant d'assurer plus à fond l'intensification de l'économie est celle du réaménagement technique des usines, des fabriques, des ateliers et des chaînes de fabrication existantes. C'est là une voie très avantageuse qui assure directement une économie de temps et de travail social, un accroissement de la production, une amélioration de la qualité et une élévation du niveau technique et de la technologie de la production avec moins d'investissements fondamentaux et

de main d'oeuvre. Le camarade Enver Hoxha a souligné au VIII^e Congrès du PTA que «C'est là une voie avantageuse qui permet d'épargner des fonds importants pour les travaux de construction et de hâter l'extension des capacités productives sur une base technique et technologique plus avancée». (Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, éd. fr., p. 48, Tirana, 1981.) Pendant le plan quinquennal en cours, 40 pour cent des investissements dans l'industrie et les autres branches de l'économie seront utilisés pour élargir et moderniser les capacités productives existantes. Dans le futur quinquennat cette voie sera la plus importante que suivra le développement de l'industrie et des autres branches de notre économie. Son avantage économique nous apparaît clairement dans le travail en cours pour la restructuration de nombre d'entreprises de l'industrie lourde d'élaboration, des industries légère et alimentaire, dans le réaménagement des ouvrages d'irrigation et de drainage dans l'agriculture, etc.

Les restructurations des établissements existants de même que ceux nouvellement construits, donnent les résultats requis lorsque ce travail tend non seulement à l'augmentation de leurs capacités productives, mais, surtout à **leur modernisation afin d'en élever le niveau technique et technologique et la rentabilité économique**. Cette façon de concevoir le problème permettra de dépasser les formes de travail que l'on applique parfois et qui consistent à emprunter les techniques et la technologie connues et le plus facilement applicables, sans considérer comme il convient les indices qualitatifs et ceux de l'efficacité économique. Au cours de ce processus nous devons également avoir soin de nous fonder sur le niveau le plus avancé de la base matérielle et technique créée et sur les capacités techniques et professionnelles des travailleurs sans viser prématurément à des techniques et technologies dépassant nos possibilités actuelles, à tous égards.

Il est nécessaire et possible de faire en sorte que **l'exigence d'une planification scientifique conduite à l'utilisation bien calculée des critères, des normes et de l'expérience avancée dans l'exploitation des capacités productives des entreprises ayant pour vocation une production identique ou similaire**. L'élaboration de méthodes de calcul des capacités productives dans des branches particulières de l'économie, l'étude et l'approbation des délais fixés comme normes pour la durée de la prise en charge des ouvrages en cours de construction et mis en exploitation, la fixation, la planification et le contrôle des indices techniques et économiques relatifs à l'utilisation des moyens de travail constitueraient une aide fructueuse à cette fin.

II

Le trait distinctif du développement des forces productives du pays, de la puissance et de la vitalité de notre système économique socialiste est **l'augmentation continue du volume des investissements et des constructions de base et l'amélioration de leur structure**. D'un plan quinquennal à l'autre, on a vu s'accroître la capacité d'investissement de notre société pour assurer la croissance et le perfectionnement continus des forces productives ainsi que le développement des secteurs socio-culturels, l'hébergement de la population ainsi que dans d'autres domaines. L'immense majorité des investissements est concentrée dans la sphère de la production. Près des 2/3 des investissements de l'Etat faits durant les trente années (1951-1980) ont été utilisés pour le développement de l'industrie et de l'agriculture, en tant que branches clés de l'économie.

Le 7^e plan quinquennal marque un grand bond en avant dans le domaine des investissements. Leur volume prévu doit atteindre des milliards de leks, soit un montant égal au volume total des investissements réalisés dans notre pays dans la période de vingt ans allant de 1951 à 1970. Le premier problème qui surgit ici est la réalisation du plan des recettes financières totales de l'Etat, la création de l'accumulation financière permettant de faire face au volume accru des investissements fondamentaux qui seront effectués au cours de ce plan quinquennal dans l'économie et dans les secteurs socio-culturels.

C'est là une tâche essentielle qu'a posée le VIII^e Congrès du PTA dans ce domaine. Sa réalisation a exigé et exige une attention particulière de la part de chaque maillon et cellule de notre économie. La pratique a montré que les objectifs fixés dans ce domaine sont atteints lorsque les tâches du plan de la production, de la productivité du travail et des coûts sont menées de front et à une cadence régulière, lorsque le régime d'économie est renforcé continûment. C'est cette voie que suivra notre économie pour augmenter l'accumulation socialiste, en tant que seule source de financement des investissements

fondamentaux dans une mesure sans cesse accrue. Dans le cas contraire, la société ne disposera pas de fonds monétaires suffisants pour financer en tout temps le développement ultérieur de l'économie et des secteurs socio-culturels aux niveaux et dans les directions prévus par le plan. L'autre aspect du problème de l'accumulation, également très important du point de vue du contenu, consiste en ce que celle-ci doit reposer sur une base matérielle et technique correspondante, que **l'accumulation financière doit se convertir en accumulation réelle, productive**. Cela s'obtient à travers la réalisation des constructions, des machines-outils et des équipements techniques nécessaires, en quantité, en qualité et en temps voulu, en les produisant toujours plus dans le pays même, et à la fois en échangeant sur le marché international une partie de notre produit social.

Les proportions prises par le produit social nécessitent impérieusement l'établissement et le maintien de rapports aussi justes que possible entre la sphère productive et la sphère non productive, entre les subdivisions, les branches et toutes les cellules de notre économie non seulement dans la planification, mais aussi dans l'accomplissement des plans. Au cours de ce processus, le Parti, les organes de l'Etat et ceux de l'économie doivent concentrer essentiellement leur attention sur le développement prioritaire de la sphère productive, car la production est la sphère principale de l'activité des hommes, le pilier de tout le développement économique et social. C'est la production qui détermine le volume et la variété des rapports de répartition et d'échange, c'est elle qui influe directement sur la satisfaction des besoins de la société et de la population, sur l'élévation du bien-être matériel et du niveau culturel des travailleurs. Or, dans bien des cas, on observe un certain détachement des organes du pouvoir et de l'économie dans le travail de direction, surtout dans certains secteurs et districts. Ils agissent comme il se doit lorsqu'ils s'intéressent aux établissements économiques vitaux touchant l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, mais leur intérêt n'est pas toujours aussi entier et effectif lorsqu'il s'agit de problèmes de la construction, de la mise en exploitation et de la prise en charge des établissements nouveaux ou de ceux qui sont agrandis, modernisés et assurent le développement ultérieur de la production.

Le volume accru des investissements et des constructions de base affectés au développement des forces productives, aux secteurs socio-culturels et au renforcement de la capacité de défense du pays, exige un développement approprié de l'industrie mécanique ainsi que de l'industrie des matériaux de construction. Cela revêt une importance décisive pour la réalisation du plan d'investissements de ce plan quinquennal, ainsi que pour l'accomplissement de nouveaux pas en avant, pour l'extension et la modernisation de la base matérielle et technique de notre économie par nos propres forces. En dépit des progrès accomplis, la part de la production des moyens de travail dans le cadre des moyens de production est encore insuffisante et tourne autour de 15 pour cent de la production, ce qui atteste la nécessité d'un important développement de l'industrie mécanique. D'autre part, l'accélération des cadences de construction et la baisse du prix de revient dans ce secteur exigent des efforts redoublés pour augmenter les sortes de matériaux de construction, pour améliorer leur qualité, étendre la production d'objets et d'éléments préfabriqués, élever le degré de mécanisation des travaux, transformer les chantiers de construction en chantiers de montage, etc.

L'élaboration du 7^e plan quinquennal des investissements et des constructions de base a été fondée sur nos études et nos projets dans une mesure bien plus grande que tout autre plan quinquennal. Mais au cours de l'accomplissement de ce plan ont surgi certains problèmes qui demandent une solution. Aujourd'hui il est exigé que le processus de réalisation du plan soit toujours précédé, pour tous les ouvrages, par les projets de constructions et cela surtout en matière de projets technologiques et mécaniques. Le camarade Enver Hoxha a fixé aux projeteurs la tâche de «... viser à réaliser le plus judicieusement possible et au coût le plus bas les aspects fonctionnels et technologiques des ouvrages qu'ils projettent, en fixant aussi une limite raisonnable à la valeur des fonds affectés à la construction». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 470.) Cette tâche est maintenant devenue assez ardue, car il va nous falloir, au cours de ce plan quinquennal, et dans la seule industrie, soutenir par nos seules forces un travail d'étude et de projet équivalant au triple de celui que nous avons accompli au cours du quinquennat précédent. Cette tâche comporte maintenant non seulement la construction d'ouvrages nouveaux, mais aussi l'agrandissement et la modernisation des établissements existants grâce à des travaux de réaménagement. C'est donc là un travail considérable et diversifié qui

requiert l'assimilation et la diffusion massive des sciences, l'élévation de la productivité du travail des instituts scientifiques et des bureaux de projets, technologiques et mécaniques.

Aujourd'hui plus que jamais, il est demandé que le progrès technique et scientifique conduise à l'écourtement du cycle qui commence par l'étude, les expérimentations, les expériences de laboratoire et semi-industrielles, par l'élaboration de projets et de devis et qui se termine par la phase de la production des moyens de travail et des opérations de construction et de montage.

Il en découle donc qu'il convient d'accélérer aussi le travail d'élaboration et d'approbation des coefficients et des délais de rentabilité économique des investissements et des constructions de base, afin que les programmes et les ébauches des principaux établissements du 8^e plan quinquennal (1986-1990), soient préparés et approuvés à temps.

Le problème des investissements fondamentaux dans notre économie socialiste a été et demeure toujours capital. C'est un élément de la politique économique du Parti pour le développement incessant des forces productives, des secteurs socio-culturels et le renforcement de la capacité de défense du pays, un élément de notre économie qui a pour trait un développement planifié, proportionné et harmonieux sur tout le territoire du pays. Au moyen d'investissements incessants notre société consolide ses fondations économiques, résout dans la juste voie maints problèmes sociaux et ouvre de nouvelles perspectives d'avenir.

Ces tâches ne peuvent être menées à bien si l'on ne porte pas à un plus haut niveau **le travail d'organisation et de direction dans l'économie**. Cela exige, en même temps que l'amélioration du travail de construction proprement dite des établissements, l'élévation du rôle et de la responsabilité des investisseurs, des organes financiers et de la Banque d'Etat pour l'accomplissement des tâches qui se posent dans le domaine des études et des projets, du financement et du contrôle monétaire comptable, de la surveillance et du contrôle de l'exécution du plan d'investissements et de leur rentabilité, indépendamment de la planification selon les rubriques consacrées et du mode d'exécution des travaux (calculés en journées-travail ou à forfait).

Le développement des forces productives et de la production sociale à travers de nouveaux investissements et constructions de base assigne pour tâche aux organes de planification et aux investisseurs de redoubler d'efforts pour **combiner la grande production avec la petite et la moyenne production**, mettre sur pied de grandes et de moyennes entreprises, mais aussi installer des ateliers et des chaînes technologiques complètes. De même, de plus gros efforts sont exigés dès la phase de l'étude et de l'élaboration technologique des projets afin de régler judicieusement aussi l'harmonisation des dépenses immédiates d'investissements avec les dépenses annuelles lorsqu'une nouvelle usine, une nouvelle ligne ou un nouvel atelier seront mis en exploitation.

III

Le développement des forces productives dépend étroitement du renforcement incessant et de l'utilisation toujours plus efficiente de nos ressources énergétiques et de matières premières.

Dans notre pays a été créée une puissante base de matières premières et de ressources énergétiques qui va s'élargissant et se perfectionnant sans cesse. Aujourd'hui on extrait du sous-sol et l'on traite plus de quarante sortes de matières premières principales, d'hydrocarbures et de minéraux utiles, dont plus des 4/5 sont complètement ou partiellement exploités. D'autre part, l'industrialisation socialiste et l'intensification de l'agriculture ont eu pour effet d'accroître la part des dépenses matérielles dans le produit social. Elles en représentent maintenant quelque 60 pour cent, 68-70 pour cent dans l'industrie et la construction et 45 pour cent dans l'agriculture. L'utilisation la plus efficiente de cette base dans le processus de production et dans les autres activités sociales constitue un des facteurs essentiels de la réalisation des tâches du 7^e plan quinquennal, de l'accroissement du revenu national à des cadences plus rapides que celui du produit social, de l'augmentation de nos exportations et de la réduction relative de nos importations.

a) Le premier problème qui se pose dans ce domaine est **d'améliorer nos réserves de minerais, de découvrir des gisements et des minéraux nouveaux, d'assurer l'extension et une complexité accrue des travaux géologiques, en en élevant la rentabilité économique**. Afin de rehausser le rôle d'avant-garde et la contribution de la géologie dans l'intensification de l'industrialisation socialiste du

pays, il apparaît utile d'établir des proportions plus harmonieuses entre les besoins de la reproduction élargie et des exportations en matières premières minérales et les réserves géologiques, particulièrement les réserves industrielles qui entrent en ligne de compte dans la planification de la production. Le but visé doit être de faire en sorte que les réserves géologiques non seulement soient assurées prioritairement aux réserves industrielles, mais que, dans un bref laps de temps, elles atteignent le double de ces dernières. De même, l'établissement d'une proportion aussi judicieuse que possible entre les mines en exploitation et les réserves minières, ainsi que l'accumulation de ces dernières, en sorte que les mines soient pourvues de réserves accessibles et prêtes à l'exploitation, sont indispensables pour garantir l'avenir et la marche normale et soutenue de la production. Cela requiert des études de la part des secteurs concernés avec la participation active des instituts scientifiques du pétrole et du gaz, de la géologie et des mines, de manière que s'accroissent le rôle et la part de la géologie dans les études prospectives, si nécessaires pour le développement des forces productives dans les directions souhaitées.

Notre activité scientifique dans le domaine de la géologie, de la technique et de l'économie doit s'étendre encore dans le domaine de la prospection et de la découverte de minéraux nouveaux, dans la recherche des voies à suivre pour assurer l'enrichissement et l'élaboration industrielle des minerais pauvres. Il nous faut revoir les conditions établies pour chaque minéral, de manière à accroître l'avantage tiré de leur intégration dans la circulation économique dans l'immédiat comme pour l'avenir. Une appréciation plus complète du contenu utile des minéraux présente un grand intérêt économique, technique et technologique, car souvent bon nombre de minéraux, surtout les roches polymétallifères, sont jugés pauvres et, en conséquence, ne sont pas compris dans les réserves industrielles ou encore beaucoup d'entre eux sont traités comme des résidus ordinaires. L'expérience des derniers plans quinquennaux dans le domaine de l'étude et des projets d'enrichissement des minerais atteste que nous avons les possibilités de mener ce travail scientifique considérable et qualifié sur un large front et par nos propres forces.

b) Le VIII^e Congrès du PTA, dans les directives qu'il a approuvées concernant le 7^e plan quinquennal, **a fixé des rythmes élevés pour le développement ultérieur de la base énergétique.** Notre pays possède depuis des années une balance énergétique active, il fait face à ses besoins croissants et exporte les surplus de ses ressources en ce domaine. Ce succès est encore plus net si l'on a en vue que beaucoup de pays d'Europe, notamment l'Italie, la Yougoslavie, la Bulgarie et la Tchécoslovaquie, pourvoient à 45 à 90 pour cent de leurs besoins en énergie par leurs importations.

En dépit de l'augmentation, dans les dernières années, de la part du charbon et de l'énergie hydraulique dans la structure de nos principales ressources d'énergie, le pétrole et le gaz conservent la première place dans cette structure. Aussi le développement accéléré de cette branche de notre industrie énergétique demeure-t-elle une tâche d'importance stratégique pour le présent et l'avenir de notre développement économique. La découverte et la mise en exploitation de nouveaux gisements de pétrole et de gaz attestent clairement la justesse de la politique économique du Parti, l'essor de cette branche de notre industrie, et cela en dépit des efforts de nos ennemis intérieurs et extérieurs pour la saboter. L'expérience de longues années de notre travail dans l'industrie du pétrole et du gaz naturel témoigne que la découverte de nouvelles structures pétrolifères et gazifères ainsi que leur mise en état préliminaire à des fins d'exploitation requièrent une extension, une diversification et un perfectionnement des études permettant d'acquérir une vision plus exacte et plus complète de l'âge des formations, des gisements et de leurs contours, de la quantité et de la qualité du pétrole et du gaz dans une couche donnée.

Des problèmes surgissent aussi dans l'extraction du pétrole, afin qu'il soit obtenu de chaque puits le maximum possible de produit, grâce à la préservation et à l'amélioration des paramètres qui assurent l'exploitation optimale de l'énergie naturelle de la couche elle-même. Mais, comme l'a recommandé le VIII^e Congrès du PTA, il convient d'utiliser à une plus grande échelle les méthodes intensives et secondaires en vue d'élever le coefficient d'extraction du pétrole. La recherche scientifique, économique et technique a pour tâche d'étudier les rapports les plus judicieux à établir dans l'extraction du pétrole par des méthodes primaires, ainsi que par des méthodes intensifiées et secondaires, le degré d'efficacité, l'ordre et les voies à suivre pour l'application de chacune d'entre elles.

Une solution juste et bien étudiée des problèmes de ces branches clés de notre économie exige que le pétrole et le gaz soient toujours au centre de l'attention des organes concernés de notre économie, du pouvoir et des institutions scientifiques, elle exige un sentiment plus élevé de responsabilité et de discipline dans le travail, car la moindre négligence coûte cher à notre économie.

L'amélioration future de notre balance énergétique fondée sur l'exploitation de nos ressources naturelles les plus connues, les plus prêtes à être utilisées et les moins coûteuses, confère à l'énergie hydraulique une des toutes premières places dans l'immédiat comme pour l'avenir. Ainsi qu'en témoigne notre expérience de longues années, la politique du Parti en ce qui concerne la production d'énergie électrique par les centrales hydrauliques a été et demeure juste et elle a garanti une haute rentabilité des investissements au titre des fonds fixes. C'est là une source avantageuse d'énergie pour l'avenir également, alors que les besoins de notre pays en énergie électrique s'accroissent à des rythmes deux ou trois fois plus élevés que ceux de bon nombre de pays développés dans le monde. Notre pays, en tant que pays montagneux et sillonné de cours d'eau, est des plus riches en sources hydro-énergétiques, traduites en indices respectifs. Bien qu'un travail soutenu et en croissance constante sous tous les aspects ait été accompli pour la mise en exploitation de nos ressources hydriques nous n'avons exploité jusqu'ici que moins d'un tiers de la quantité globale d'énergie annuelle qu'elles sont en mesure de fournir. Aussi, en ce domaine, est-il nécessaire de pousser plus avant le travail d'étude pour obtenir des résultats qui contribueront au développement de cette branche importante de notre économie au cours du 8^e plan quinquennal et à plus long terme.

L'exploitation des ressources hydriques, des fleuves à moins gros débit, des affluents, des bassins et des canaux d'irrigation présente de grands avantages pour la production d'énergie électrique à partir de petites centrales hydro-électriques, et cela conformément à la recommandation du camarade Enver Hoxha. Les études effectuées dans ce domaine pour certains districts du pays témoignent que la construction de petites centrales permet d'obtenir une quantité d'énergie considérable et dans les conditions économiques avantageuses.

Le charbon, dont les réserves géologiques sont importantes et les indices économiques d'exploitation économiquement rentables, a un rôle important à jouer dans le renforcement de la base énergétique du pays. Dans cette branche de notre économie, le Parti a réduit à néant les menées hostiles d'A. Këllezi, K. Theodhosi, qui, poussés et soutenus par l'agent multiple Mehmet Shehu, cherchèrent à sous-estimer les charbons et à boucher la perspective à leur extraction et à leur utilisation massive pour des besoins industriels, communaux, etc. Des mesures importantes ont été prises pour rattraper le temps perdu. La production du charbon a été accrue et il tend à remplacer les combustibles liquides et gazeux, ce qui renforce l'esprit d'économie. Mais, comme l'a recommandé le camarade Enver Hoxha, il importe d'intensifier ce travail afin que «... personne ne pense que nous nageons dans le pétrole et que nous marchons sur le charbon. Au contraire, que tous se pénètrent d'un rigoureux esprit d'économie pour chaque goutte de pétrole et chaque poignée de charbon». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 29.)

Afin d'accroître la part des charbons dans la balance énergétique du pays, à part le travail à mener dans les bassins connus de Tirana, Memaliaj et Korçe, il convient de faire de plus gros efforts pour découvrir et préparer des bassins houillers dans d'autres zones du pays, ainsi que pour accomplir et dépasser le plan de production, exploiter plus à fond les mines existantes, surtout à Tirana, trouver des charbons à pouvoir calorifique plus élevé et cokéfiabiles, en étendre les procédés d'enrichissement et de briquetage et en accroître aussi l'exportation.

c) L'accroissement de la production sociale est conditionné dans une grande mesure par **l'élargissement de la gamme des minerais extraits, par l'élévation de leur degré d'élaboration et surtout par l'utilisation la plus avantageuse possible des matières premières minérales et de celles provenant de l'agriculture**. Les données accumulées au cours de nombreuses années attestent que, malgré les améliorations enregistrées, les minerais subissent des pertes au cours du processus d'extraction, de transport, d'enrichissement et d'élaboration préliminaire et définitive, pertes qui, dans certains cas, outrepassent les normes permises, sans parler ici de la qualité, qui, en raison de la basse teneur en métal, n'est pas à la hauteur requise.

Les nouveaux progrès qualitatifs en cours d'accomplissement dans le processus d'industrialisation socialiste et dans le rapide renforcement de l'industrie lourde d'extraction et d'élaboration, les tâches posées pour l'accroissement des exportations de produits ouvrés et semi-ouvrés au lieu de matières premières, la meilleure mise en valeur des richesses naturelles exigent l'adoption de mesures sévères en vue d'une exploitation plus complète des minerais, l'introduction de techniques et de technologies avancées qui permettent d'en tirer toutes les composantes utiles, une réduction des pertes et de l'appauvrissement de ces minerais, l'élévation de la productivité sociale du travail.

A l'accroissement de la quantité et de la variété des matières premières doit répondre l'approvisionnement à un rythme soutenu de l'industrie lourde d'élaboration et de l'industrie légère. En même temps, cette croissance doit s'accompagner de la recherche des procédés les plus appropriés d'élaboration prioritaire des matières premières le plus près possible des sources de production massive, surtout dans l'agriculture. Il faudra pour cela veiller à leur conservation et à leur élaboration industrielle plus poussée au moment le plus opportun, en dehors de la saison même de leur production. Il faut aussi s'occuper particulièrement de la conservation des produits agricoles en état d'utilisation, frais ou en conserves, pour les besoins de la consommation productive ou personnelle. Il importe également d'améliorer la qualité de matières premières à travers une meilleure utilisation des leviers économiques, en appliquant des prix différenciés selon le contenu des matières utiles (le métal dans les minerais, les graisses dans les plantes oléagineuses, le sucre dans la betterave, les matières sèches dans les fruits et les légumes, etc.).

Aujourd'hui notre pays assure par sa propre production quelque 90 pour cent des besoins en matières premières de la reproduction du produit social. Il nous appartient donc d'entreprendre de plus vastes études et recherches pour remplacer entièrement ou en partie les matières premières aujourd'hui importées, notamment les phosphorites, les charbons cokéfiabiles, le minerai de fer sans nickel et l'asbeste. Cela doit être fait aussi pour une série d'autres minerais, dont notre pays est pourvu, comme le titanomagnétite, le silicate de nickel, les bauxites, les minerais contenus dans les sédiments marins, les roches poly-métallifères. En fait, pour une partie de ces minerais, des réserves suffisantes ont été découvertes pour permettre d'en entreprendre la mise en valeur. Un soin particulier doit, entre autres, être accordé à la découverte et à la mise au service de notre économie de matières premières légères et solides, de bel aspect et moins chères destinées à l'industrie des matériaux de construction, comme le marbre, le gypse, la marne, les pierres décoratives, dont il existe également des réserves suffisantes pour organiser la production industrielle.

Nos sciences économiques, techniques et naturelles devront se prononcer plus clairement et offrir des solutions justes pour élever le degré de récupération des composantes des minerais et leur éventail technologique, car dans l'état actuel de l'élaboration industrielle, le coefficient de récupération des minerais est encore bas: on n'en tire que l'élément essentiel, alors que les éléments secondaires non exploités, sont souvent d'une valeur supérieure au premier.

L'accroissement des ressources énergétiques, des minerais et de toutes les matières premières, ainsi que leur utilisation la plus rentable, ne peuvent être réalisées sans que soit renforcé partout le régime d'économie. Le camarade Enver Hoxha nous enseigne: «Si un pays est fort et riche, ce n'est pas toujours parce qu'il produit beaucoup, mais parce que, tout en produisant beaucoup et autant qu'il lui est nécessaire, il sait, tout à la fois, faire une parcimonieuse utilisation de ses ressources». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 31.) Pour cela il est essentiel d'étendre la pratique des normes de rendement et surtout des normes techniques dans l'utilisation des matières premières, de perfectionner la méthodologie de la planification, la planification et la surveillance rigoureuse d'un certain nombre d'indices, comme ceux de l'efficacité des travaux et des recherches géologiques en vue d'accroître les réserves de minerais et d'obtenir des minerais de catégorie supérieure, d'élever leurs coefficients d'extraction et d'appauvrissement, le coefficient d'utilisation du métal, du bois et des matières premières et des combustibles dans leur ensemble.

IV

Notre Parti s'en tient à la thèse marxiste-léniniste selon laquelle l'homme travailleur est la première force productive de la société. L'homme, avec sa conscience, son niveau d'instruction, de culture et de formation technique et professionnelle, et son expérience, est le facteur décisif de tout travail, de la

réalisation de n'importe quelle tâche. C'est l'homme qui produit et qui met en mouvement les moyens de travail, qui transforme la nature et les objets de travail, qui accroît les biens matériels. Le camarade Enver Hoxha a indiqué que «les travailleurs, en agissant sur la nature, apprennent à la connaître toujours mieux, découvrent les lois de son développement et de sa transformation continues, les utilisent pour s'approprier ses richesses infinies et produisent des biens matériels avec lesquels ils satisfont les besoins de la consommation individuelle ainsi que ceux de la reproduction élargie». (Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1969-1970*, éd. alb., pp. 45-46.)

Le développement des forces productives est l'œuvre de nos travailleurs, éduqués et préparés par le Parti. De même, le progrès technique du pays a exigé et exige constamment que les travailleurs élèvent leur niveau d'instruction, de culture et de formation professionnelle, qu'ils fassent leur profit de l'expérience avancée et acquièrent de nouvelles capacités au travail.

Au cours des années de pouvoir populaire notre pays a connu un accroissement dynamique de la population. Il s'est ainsi créé une structure où dominent les jeunes âges et une population toujours active et fraîche. Près des 3/5 de la population sont nés, ont été élevés et éduqués au cours de ces 40 années. L'âge moyen de notre population est aujourd'hui de 26 ans environ. Par suite, les groupes d'âges les plus jeunes y représentent une grande proportion. La population d'âge inférieur à 15 ans constitue dans notre pays 37 pour cent du total, alors que dans les autres nations ce taux varie de 21 à 27 pour cent. L'Albanie ne connaît pas le phénomène social de vieillissement de la population que l'on observe dans beaucoup de pays d'Europe.

Aux rythmes actuels d'accroissement de la population, les nouveaux contingents de travail seront eux aussi relativement importants. Dans le même temps, on verra se poursuivre la tendance des investissements à créer des emplois nouveaux, car notre société socialiste exige une productivité du travail plus élevée et marche vers l'extension de la mécanisation et de l'équipement technique du travail. Aussi **le plein emploi des nouvelles forces actives est-il un problème qui requiert une attention particulière à l'échelle nationale comme au niveau de chaque district et même de chaque entreprise et coopérative.**

Dans le domaine des mouvements démographiques, des sources de main-d'œuvre et de leur emploi efficient, surgissent aussi certains problèmes méthodologiques et pratiques comme le sont: les études sur la planification, la prévision et le développement à moyen et à long terme des forces productives; une meilleure concordance, dès la phase de l'élaboration du plan, du développement économique et social au niveau d'une branche économique (qui est et demeure le critère essentiel) avec la planification au niveau régional, l'harmonisation des investissements et des constructions de base avec les nouvelles sources de main-d'œuvre ainsi qu'avec l'élévation de la productivité sociale du travail.

Le rapide essor démographique exige nécessairement aussi que les forces productives et le produit social s'accroissent et se renforcent à des rythmes rapides et stables. Des calculs approximatifs font apparaître que pour garantir et élever graduellement le bien-être de la population, pour créer de nouveaux groupes de travail, pour réduire les différences entre les campagnes et les villes et pour satisfaire aussi les autres besoins indispensables, **il faut que le produit social et le revenu national s'accroissent trois fois plus vite que la population.** Il convient donc de consacrer une plus grande attention aux études prospectives concernant les rythmes et les proportions essentielles de l'essor économique et social du pays.

La réalisation des rythmes de développement économique indispensables, conformément à la ligne et à la politique du Parti, **demande une juste évaluation de la productivité sociale du travail et l'adoption de mesures toujours plus complètes conduisant à l'élévation de cette productivité.** Le VIII^e Congrès du PTA et le 6^e plénum du CC du Parti se sont arrêtés spécialement sur la nécessité d'utiliser avec la plus haute efficacité possible le potentiel technique et humain dont dispose le pays, afin d'assurer l'élévation continue de la productivité du travail. Cela a été et demeure une grande question qui touche en même temps l'économie, la technique, l'organisation, notre école nouvelle et la qualification des travailleurs.

Les tâches que comporte le 7^e plan quinquennal dans ce domaine sont considérables, mais réalistes et réalisables. Elles se fondent avant tout sur le travail conscient, organisé et qualifié des hommes. Et dans notre pays les possibilités à cette fin existent et sont constamment accrues. La classe ouvrière de

notre pays est d'un âge relativement jeune; près de la moitié a moins de trente ans, quelque 70 pour cent ont une ancienneté de travail de plus de six ans et 67 pour cent ont terminé l'école de huit ans ou leurs études secondaires. C'est là une force active et capable, en mesure d'entreprendre et de mener à bien des travaux encore plus importants dans la production sociale, dans la direction et l'organisation de l'économie et dans l'accroissement continu de son efficacité. Aussi les problèmes de la répartition rationnelle de la main-d'œuvre, de la mise en application de formes plus efficaces d'organisation du travail social, du perfectionnement des normes de rendement du travail, surtout des normes techniques, de la réalisation des normes par tous les ouvriers, la rigoureuse application des exigences de l'attestation du niveau culturel et professionnel des travailleurs, l'utilisation du temps de travail, etc., doivent demeurer constamment au centre de l'attention de tous.

Un des facteurs importants de l'élévation de la productivité du travail **est la qualification continue des travailleurs conformément aux exigences de l'institution qu'est devenue l'attestation du niveau de formation culturelle et professionnelle. Chaque année, quelque 10 pour cent des ouvriers et des coopérateurs accèdent à un plus haut degré de qualification.** Cela a atténué la discordance entre le niveau de qualification des ouvriers et les catégories des postes ou des opérations de travail où ils sont engagés. Mais ce qu'il faut, c'est que l'attestation du niveau culturel et professionnel des travailleurs soit mieux lié à la production et serve mieux la réalisation de ses tâches, l'élévation de la productivité du travail, l'amélioration de sa qualité et des services, le renforcement du régime d'économie et la promotion de la révolution scientifique et technique.

En ce domaine, le développement de l'ensemble de notre système d'enseignement en vue de la formation d'ouvriers qualifiés et de spécialistes des différents secteurs, ainsi que l'essor rapide et ininterrompu de la science et de la technique au niveau des réalisations contemporaines, jouent un rôle irremplaçable.

L'amélioration du bien-être des masses travailleuses a été et reste à l'épicentre de la politique économique du PTA pour le développement des forces productives. Le camarade Enver Hoxha nous enseigne que la supériorité de notre société socialiste sur la société capitaliste, bourgeoise et révisionniste, réside dans le fait qu'elle assure des rythmes élevés et stables de la croissance des forces productives, qui s'accompagnent de l'élévation systématique du bien-être matériel et du niveau de formation culturelle de tous les travailleurs des villes et des campagnes.

Au cours de près de quatre décennies de pouvoir populaire, le produit social et le revenu national ont augmenté chez nous de trois à quatre fois plus vite que la population. D'autre part, la production de biens de large consommation dans l'industrie et l'agriculture a permis de satisfaire toujours mieux les besoins croissants de la population. Le bien-être chez nous repose sur l'activité créatrice des travailleurs et l'accroissement du produit social. C'est là un bien-être réalisé grâce au travail, à la peine et à la sueur de notre peuple, et non pas à travers les crédits, les prêts ou les «aides» économiques extérieurs, comme il en va dans les pays capitalistes, bourgeois et révisionnistes. Les crises économiques des années 70 et 80, avec leurs phénomènes typiques du chômage, de l'inflation, de la hausse des prix et du coût de la vie des larges masses travailleuses, ont mis en évidence la fausseté des théories des apologistes de la bourgeoisie sur la prétendue société de consommation et d'abondance sous le capitalisme contemporain.

Notre Parti, se fondant sur le marxisme-léninisme et les conditions concrètes de la construction du socialisme dans notre pays, **a suivi et appliqué constamment une politique scientifique réaliste et clairvoyante pour élever le niveau de vie.** Ici ressort avant tout la liaison étroite entre, d'une part, le niveau de vie, et, d'autre part, le niveau de développement des forces productives, l'étape atteinte dans la construction du socialisme, et la politique sociale du PTA mise en œuvre par l'Etat socialiste, en tant que bien-être pour tous, pour le présent et pour l'avenir, sans permettre de grandes disparités dans les revenus entre les classes et les groupes de travailleurs. Ce bien-être se fonde sur l'accroissement de la production et des revenus en tant que facteurs permanents, et la politique suivie à cette fin assure **le plein emploi des nouvelles forces actives, l'accroissement des revenus, la stabilité des prix de vente de détail et leur baisse conformément au développement économique du pays, ainsi que l'augmentation du fonds de consommation sociale.**

Cette orientation suivie au cours du 7^e plan quinquennal a pour corollaire l'élévation de l'efficacité de la production sociale, la coordination de la production et des revenus, la concordance de la valeur des biens de consommation avec la part du revenu national utilisée pour la consommation individuelle et sociale et pour l'accumulation non productive. Tous ces objectifs à atteindre assignent pour tâche à notre industrie et à notre agriculture d'accroître la production, la variété des produits et d'en améliorer la qualité. La satisfaction intégrale des besoins du pays en objets de consommation par nos propres ressources (à 90 pour cent par la production du pays et à quelque 10 pour cent par le produit de notre import-export, d'une population qui a presque triplé par rapport à 1938 et dont le niveau culturel et la consommation s'est beaucoup élevée, constitue pour notre économie un grand succès qu'il convient cependant de consolider et de porter toujours plus avant.

Notre production sociale pour les 15 à 20 années à venir pourvoira aux besoins croissants d'une population qui atteindra quatre millions environ. Afin de réaliser cet objectif, il est nécessaire de prendre à temps les mesures requises. L'accomplissement des tâches prévues pour le 7^e plan quinquennal joue ici un rôle important. Le fait que dans les deux premières années certains indices de la production prévue dans l'industrie et dans l'agriculture n'ont pas été atteints, nous induit à penser que ces questions doivent être examinées plus soigneusement et avec un plus grand sens des responsabilités, d'autant plus qu'elles sont très délicates et concernent l'existence de la population. Nous avons donc pour devoir d'augmenter surtout les produits agricoles, d'améliorer la structure des produits alimentaires fournis à la population et l'approvisionnement de ces produits. Dans les campagnes, ces problèmes doivent être considérés en concordance avec les nouvelles tâches que fait surgir la mise en troupeau de bétail des lopins personnels des coopérateurs. De grandes tâches se posent également aux industries légère et alimentaire.

L'industrie légère, bien qu'elle se distingue par son type de production massive, doit se **montrer plus souple dans la recherche de la série de produits qui répond le mieux aux besoins de la population.** A cette fin, il est nécessaire que la demande du marché soit sondée à de plus courts intervalles à travers des enquêtes et une information organisées, en ne s'en tenant pas seulement aux délais que prévoit la méthodologie de la planification pour la conclusion des accords ou des contrats entre les entreprises productrices et les entreprises commerciales.

Le **commerce socialiste** a un rôle important à remplir pour renforcer les liens entre la production et la consommation. A travers ce commerce, sous la forme de la circulation des marchandises de détail, sont couverts plus de 82 pour cent de la consommation de la population, avec une tendance à l'accroissement. En 1985, les ventes des plus importants objets de consommation se seront accrues en moyenne de 20 à 40 pour cent par rapport à 1980, alors que la population durant la même période augmentera de 12 pour cent. Dans ces conditions, les problèmes du pouvoir d'achat de la population et de la création du fonds de marchandises correspondant, surtout pour les campagnes, sont au nombre des plus importants qui se posent à notre économie. L'heure est par conséquent venue de mieux les résoudre dans les domaines de la production et de la circulation. Il faut pour cela étudier la demande des consommateurs de manière à orienter à temps la production, **afin qu'au pouvoir croissant de la population réponde une structure correspondante des denrées alimentaires, des produits industriels et des services, de ceux d'usage quotidien, comme de ceux de moyen ou de long usage.**

Le rôle et la part de la production dans l'élévation du bien-être des travailleurs sont connus, mais il faut avoir soin que cela se traduise par l'accroissement des revenus par habitant. Le Parti veille à ce que ces deux aspects du même objectif se concilient et s'harmonisent dans leur progrès, en mettant en action les facteurs qui leur sont communs, comme ceux qui leur sont particuliers pour l'élévation du bien-être dans les villes et les campagnes. Le stade actuel du développement des forces productives, ainsi que l'état et la perspective du développement démographique du pays nous persuadent que **le plein emploi de toutes les forces de travail nouvelles est et demeure la voie essentielle conduisant à l'accroissement des revenus de la population.** Cela tend également à réduire encore les écarts déjà faibles entre les niveaux des revenus par habitant des divers groupes de la population en même temps que la sphère d'action du «droit bourgeois» dans la consommation. C'est précisément pour ces raisons de principes que le 7^e plan quinquennal prévoit que la majeure partie de l'augmentation des revenus réels par habitant sera assurée par l'accroissement de l'emploi.

Cependant, les effets économiques de cette voie ne sont effectifs que lorsque l'ouverture de nouveaux fronts de travail est constamment accompagnée par l'augmentation de la production, par l'élévation de la productivité du travail et de l'accumulation socialiste. Dans ce rapport nous nous sommes arrêtés sur certains problèmes du développement des forces productives à la lumière des directives du VIII^e Congrès du PTA ainsi que de leurs perspectives d'avenir.

La réalisation des objectifs du VIII^e Congrès du PTA pour le développement des forces productives portera plus avant le progrès économique et social du pays et ouvrira des perspectives nouvelles pour l'avenir. Ainsi notre pays avance avec détermination vers la construction intégrale de la société socialiste, dans la voie marxiste-léniniste dans laquelle nous sommes guidés par notre Parti et éclairés par les enseignements du camarade Enver Hoxha.

LA LUTTE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES DIRECTIVES DU VIII^e CONGRES DU PARTI DANS LE DOMAINE DES RAPPORTS DE PRODUCTION SOCIALISTES ET LES PRINCIPAUX PROBLEMES POSES.

Harilla Papajorgji, Docteur es sciences économiques,

Abdyl Backa, Maître de recherches

Le renforcement et le perfectionnement, par la voie révolutionnaire, des rapports de production socialistes a été et demeure une question de grande importance de principe de notre édification socialiste. La pensée théorique du Parti, les enseignements du camarade Enver Hoxha et notre réalité historique, dans ce domaine également, ont apporté une contribution de grande valeur à l'enrichissement de la théorie et de la pratique de la construction du socialisme et de sa défense contre le danger de dégénérescence bourgeoise-révissionniste. Les directives du VIII^e Congrès du Parti constituent aussi un nouveau pas en avant dans le développement de la ligne marxiste-léniniste du Parti, dans le domaine des rapports de production socialiste. Dans ce rapport, nous arrêterons principalement sur certains problèmes relatifs aux liens dialectiques entre les forces productives et les rapports de production au stade actuel, sur l'application conséquente de notre système établi de rapports de production socialistes et sur quelques questions concernant le perfectionnement de certains de leurs aspects particuliers.

I. Pour une meilleure connaissance et une meilleure application pratique du lien dialectique entre les forces productives et les rapports de production socialistes

Au cours de toute la période de la construction socialiste dans notre pays, le Parti a traité dans leur complexité et leur interdépendance les deux aspects du mode de production: les forces productives et les rapports de production. Tout développement des forces productives n'est pas considéré simplement comme un développement de la production et du progrès technique, mais aussi comme une base matérielle indispensable pour la réalisation des objectifs politiques et sociaux visés, pour le renforcement et le perfectionnement des rapports de production socialistes. D'autre part, ces rapports ont servi et servent à atteindre trois objectifs essentiels: le développement dynamique des forces productives, la consolidation du caractère socialiste de notre régime et l'éducation de classe, révolutionnaire, des travailleurs.

Ce processus complexe ne peut se réaliser facilement ni spontanément. **Pour qu'il s'accomplisse, il faut que soient mises à nu et résolues les contradictions, que la lutte de classes soit menée de façon juste.** Aussi, le Parti, comme toujours, nous recommande-t-il de déceler à temps les contradictions qui se manifestent dans le processus de notre croissance et de notre développement, afin de perfectionner les rapports de production et le processus de développement dynamique des forces productives au cours du 7^e plan quinquennal et dans l'avenir. Ces contradictions ne doivent pas être sous-estimées. A plus forte raison, ne peuvent-elles être résolues par une attitude passive. L'expérience de nombreuses années montre que la seule voie juste est celle de l'étude et de la compréhension des causes qui engendrent les contradictions et l'adoption à temps des mesures nécessaires pour les résoudre.

Le VIII^e Congrès du Parti et l'œuvre majeure du camarade Enver Hoxha «A propos du septième plan quinquennal» nous fournissent une analyse, une généralisation et une synthèse scientifiques des principaux problèmes du développement des forces productives et du perfectionnement des rapports de production socialistes auxquels notre économie est et sera rattachée, ainsi que les voies à suivre pour les résoudre et pour les faire avancer. A la base de ces orientations et de ces enseignements réside l'objectif fondamental visant à faire en sorte que «le développement et le renforcement de la base matérielle et technique du pays se réaliseront, comme toujours, en étroite liaison avec le perfectionnement des divers aspects des rapports économiques...» (Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*. éd. fr., p. 17, Tirana, 1981.)

1. Le premier problème qui surgit ici est de faire en sorte qu'aux **rythmes élevés du développement de la production et de son intensification au cours de ce quinquennat, corresponde aussi un plus grand dynamisme dans le perfectionnement des rapports de production socialistes.**

Les forces productives progressent rapidement. La production sociale, avec les dimensions qu'elle a prises et à ses rythmes actuels, double presque chaque décennie. Le revenu national croît plus vite que le produit social. Au cours de ce plan quinquennal, l'extraction des principaux minerais doublera. Dans l'agriculture, cette année, la production, selon les prévisions, doit augmenter de quelque vingt pour cent par rapport à l'année dernière. Il en va de même dans d'autres branches et secteurs de notre économie. L'industrie mécanique, par exemple, s'engage plus largement dans la production de machines. Dans cette branche, la qualité de la production et son efficacité doivent s'élever plus rapidement. Or ces tâches ne peuvent être réalisées sans que soient perfectionnés aussi certains aspects déterminés des rapports dans ce secteur. En cette matière, il est impérieux de réaliser la spécialisation et la coopération scientifiques entre les bases et les usines mécaniques sans égard à leur dépendance administrative, de fixer des contingents de matières premières conformes aux nouvelles structures de la production, de perfectionner le mode de planification, etc. Faute de quoi, toutes les possibilités techniques et productives créées dans cette branche ne sauraient être mises à profit.

C'est de la même manière que se présente aussi le grand travail mené sur un large front pour la concentration et la spécialisation de la production agricole. Mais, comme l'a souligné le Parti, nous avons perdu un temps précieux, du fait des agissements hostiles de Mehmet Shehu, mais aussi à cause de l'incompréhension et du soutien tardif des organes d'Etat aux éléments positifs qui nous sont fournis par l'expérience de la coopérative de Plasa pour la technologie, pour l'organisation et la direction de la production agricole sur des bases scientifiques. [Il s'agit de la coopérative agricole de type supérieur de Plasa du district de Korçe qui a obtenu d'importants résultats dans les productions agricoles grâce à un travail scientifique approfondi, à une étude efficace dans le domaine de la concentration-spécialisation et de la rotation des cultures agricoles, modifiant la structure de ces dernières et utilisant de nouveau choix de semences plus productives appropriées aux conditions concrètes de la coopérative. En 1982, le rendement en blé dans cette coopérative agricole pour toute la superficie ensemencée a été de 63,5 quintaux à l'hectare.]

De tout cela et d'autres développements encore dans la production se dégage la conclusion que les pas qui sont faits pour faire avancer les forces productives doivent s'accompagner et même être précédés d'études, d'observations et de formes nouvelles d'organisation et de direction. Et lorsque nous évoquons cette question, nous avons à l'esprit ces aspects déterminés des rapports de production, qui sont en fait assez concrets. C'est pourquoi ni les sous-estimations que l'on observe dans certains cas dans la pratique, ni le traitement unilatéral que l'on fait des expériences avancées et du développement intensif de la production, lorsqu'elles sont étudiées et considérées exclusivement sous leurs aspects techniques et technologiques, ne sont fondés.

A cet égard, il est nécessaire de mettre mieux à profit aussi notre expérience de longues années, témoignant que les rapports de direction ont un caractère dynamique et renferment de grandes possibilités latentes pour faire bien marcher les choses. Elles peuvent et doivent mieux frayer la voie aux forces productives et au développement dynamique de la production.

2. La dialectique de l'adaptation du développement des forces productives aux rapports de production doit être réalisée de façon continue, tant pour les grands problèmes et le travail des organes centraux de l'Etat et de l'économie, que dans l'organisation et la direction concrète de la production. Ainsi, au stade actuel, le Parti demande de mener une lutte plus résolue contre le caractère artisanal et morcelé de la production. Mais cela doit être réalisé dans chaque entreprise et chaque coopérative agricole, dans chaque district et même à l'échelle du pays. De même, dans l'agriculture, la lutte pour dépasser la conception de la «mosaïque» s'accroît. Mais cette conception de la «mosaïque» doit être dépassée plus rapidement aussi dans d'autres branches et secteurs, comme dans l'industrie mécanique et dans celle du traitement du bois, dans la production des matériaux de construction ainsi que dans les projets, les études, les expérimentations scientifiques et dans le domaine de l'information scientifique, aujourd'hui encore assez morcelée.

La directive que donne le camarade Enver Hoxha dans son ouvrage «A propos du septième plan quinquennal» pour passer graduellement à la création de grands complexes économiques-territoriaux dans de vastes zones de collines pour les cultures fruitières et pour les pâturages cultivés à travers des investissements conjoints de l'Etat et des coopératives, requiert des études concrètes de la part des

organismes des districts et des exploitations agricoles elles-mêmes, afin que les uns et les autres fassent des propositions pour une meilleure mise en valeur des forces de travail, pour l'élargissement du front des investissements dans l'agriculture, etc. C'est là un nouveau domaine où s'entrelacent les rapports entre la propriété d'Etat et la propriété de groupe, afin de porter cette dernière à un stade plus élevé.

Pour assurer le développement des rapports de production, sur un large plan, il apparaît indispensable également de procéder à des expérimentations. Dans la technique et la technologie cette pratique est courante, mais la vie demande que l'expérimentation soit pratiquée pour trouver aussi des formes plus appropriées d'application des rapports économiques existants, ou pour en perfectionner certains aspects. Naturellement, les rapports de production touchent des questions délicates, et les expérimentations doivent donc être très bien calculées, organisées et approuvées, faire apparaître aussi bien les aspects positifs que les aspects négatifs, des questions à l'étude.

Or, sur ces questions et d'autres également, qui concernent les liens dialectiques entre les forces productives et les rapports de production, on constate assez d'hésitations et un certain attentisme, surtout de la part des organes de la base, alors que la gamme des questions qui requièrent des améliorations et ont besoin d'être vivifiées est très large.

3. Le tableau le plus vaste et le plus complet où sont illustrés et concrétisés les rapports économiques, afin de frayer la voie au développement des forces productives, est le plan unique et général d'Etat. C'est pourquoi la lutte et le travail à mener pour élaborer et appliquer des plans mobilisateurs et scientifiquement fondés demeure aussi le front principal d'une juste et parfaite application de ces rapports. «Le plan en soi, nous enseigne le camarade Enver Hoxha, comporte et doit comporter les deux aspects du mode de production: aussi bien les tâches à remplir pour développer les forces productives, que celles qui tendent à parfaire les rapports de production socialistes». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 59.)

Pourquoi le Parti met-il l'accent sur ce principe marxiste-léniniste ? Parce que le plan reflète les exigences des lois économiques objectives, la ligne et la politique économiques du Parti, parce qu'il concrétise les proportions essentielles du développement de la production. Le plan renferme en soi les liens entre la production et la consommation, entre le rendement et le revenu réel, entre la campagne et la ville et ainsi de suite. De même, le plan est élaboré et appliqué à travers des mécanismes, comme ceux du système des normes et des salaires, des prix et du coût de production, de la rentabilité et des rapports avec le budget. C'est pourquoi nous avons élaboré et appliqué des plans des plus judicieux de production et de revenus, établi des normes de travail et des programmes d'études scientifiques, fixé de justes rétributions pour le travail accompli, en nous guidant sur le principe qu'avant de demander à la société il faut lui donner, et que c'est seulement alors que tant les forces productives que les rapports économiques iront de l'avant.

Ces questions fondamentales de notre développement socialiste sont parfois comprises de façon étroite et ne trouvent pas une juste application. Or ici apparaît le danger de voir enfreints des proportions et des principes d'une importance fondamentale pour notre économie, de voir affaibli le contrôle de la société sur la mesure du travail et de la consommation, contrôle toujours salvateur pour notre économie, qui a barré tout accès aux manifestations inflationnistes. Ce sont précisément ces questions et ces principes fondamentaux, entre autres, qui ont été foulés aux pieds dans les pays révisionnistes avec rétablissement des lois du marché et de la spontanéité capitaliste, qui les ont fourrés dans une crise profonde et sans issue, économique, politique et sociale.

Aussi le Parti nous enseigne-t-il de ne jamais nous imaginer faussement que, comme nous possédons un système juste de rapports économiques et que notre économie est planifiée et stable, les faiblesses dans la production, la planification et l'exécution sont sans grandes conséquences. **Au contraire, nous devons nous attacher à traduire dans les faits, les indices, les catégories et les liens inclus dans les plans, les relations économiques qu'ils expriment**, afin de barrer la route à la vision globale de ces notions, à tout esprit unilatéral, à la sous-estimation des aspects sociaux des plans et à une série d'autres attitudes qui alimentent le libéralisme et le bureaucratisme dans l'économie. Le Parti nous enseigne que, pour assurer une organisation et une direction scientifique de l'économie et la marche, dans la juste voie, des processus économiques et sociaux, «... l'élaboration de plans réalistes et

mobilisateurs, fondés sur de vastes études relatives aux problèmes actuels et à long terme, sur des synthèses et des analyses approfondies revêt une particulière importance». (Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, éd. fr., pp. 65-66, Tirana 1981.) C'est parce que notre Parti a exigé cela et qu'il a agi ainsi avec esprit de suite que l'ennemi Mehmet Shehu et sa bande se sont écrasés contre sa juste ligne marxiste-léniniste. Malgré tout le danger qu'ils présentaient, ils ne sont pas arrivés à faire dévier de son axe la ligne et la politique justes de notre Parti du Travail, ils ne sont pas arrivés à entraver notre marche en avant dans la voie du socialisme, de l'indépendance et de la liberté complète.

4. On sait que **le rôle actif des rapports de production à l'égard des forces productives se manifeste à travers le facteur subjectif, les formes et les mesures économiques, organisationnelles et administratives établies et appliquées par les hommes, les organes de l'Etat, et de l'économie.** Le niveau élevé des forces productives et les tâches considérables du plan quinquennal exigent aussi que les cadres, les spécialistes, les divers organismes, c'est-à-dire le facteur subjectif, aient une connaissance scientifique des problèmes, des lois économiques et des aspects techniques, qu'ils comprennent à fond les changements de structure qui se produisent dans notre économie, les priorités et les tendances de développement de ses branches et de ses secteurs particuliers. Il s'agit donc ici de suivre comme il se doit la dynamique de développement de la vie et d'aviser à temps, par des études et des mesures concrètes et efficaces, à ne permettre aucun retard dans le perfectionnement d'aspects particuliers des rapports de production. Ainsi l'action des organes de l'Etat et de l'économie gagne en souplesse, la voie est barrée aux manifestations d'empirisme, de spontanéité et l'on évite d'être dépassé par les situations.

Pour une juste solution de ces problèmes et d'autres encore, il est nécessaire que les travailleurs et les spécialistes soient mieux écoutés par les cadres et les autres dirigeants. Cela, parce que les larges masses travailleuses, sous la conduite du Parti, assument le plus grand poids et jouent aussi un rôle décisif dans la réalisation des rapports économiques. Nos cadres, nos spécialistes et tous les travailleurs s'intéressent et doivent s'intéresser encore davantage à la bonne marche des processus économiques et des rapports de production qui sont reflétés dans les plans. Ainsi leur action sera plus efficace pour consolider ce qui est bon et combattre ce qui est mauvais dans la production et dans la direction; ils apporteront leur contribution irremplaçable à la connaissance et à l'utilisation conscientes des exigences des lois économiques objectives, à la mise en œuvre des objectifs de la politique de notre Parti et de notre Etat socialiste.

5. Le traitement, à partir des positions de la dialectique matérialiste, que fait notre Parti du Travail des liens réciproques entre les forces productives et les rapports de production **nous conduit à certaines conclusions de portée théorique et pratique:** l'essentiel est de ne pas permettre la rupture entre les rapports de production et les forces productives, de ne pas permettre de manifestations subjectivistes visant à la «perfection» sans que les conditions requises aient mûri et en brûlant les étapes; pas davantage les différents aspects des rapports de production n'avancent ni ne s'améliorent tous en bloc. Le développement des forces productives se reflétera dans les rapports de production, mais il faut pour cela que le Parti, l'Etat de dictature du prolétariat et ses courroies de transmission préparent le facteur subjectif, il faut que les travailleurs réalisent leur prise de conscience pour soutenir les mesures qui sont prises dans ce domaine. Il est également très important de choisir le moment approprié pour opérer les changements nécessaires, en les jugeant dans toute leur complexité, sous leurs aspects économiques, politiques et sociaux. Mais dans l'adoption des mesures visant au perfectionnement des rapports économiques, il faut faire preuve de circonspection, car, à côté de nombreux aspects positifs, dans la pratique se font jour des obstacles et des difficultés, des manifestations négatives, qu'il convient de relever, de neutraliser et d'éliminer à temps.

C'est dans cette voie que le Parti a lutté et qu'il veille constamment à ce que le perfectionnement des rapports de production tende à raffermir leur caractère socialiste, barre la route aux manifestations de libéralisme et de bureaucratisme, renforce, dans l'ensemble, notre ordre social dans la voie de l'édification intégrale de la société socialiste. Notre Parti n'a jamais commis l'erreur de considérer le développement des forces productives de façon unilatérale, il n'a jamais non plus porté à l'absolu ni fétichisé leur rôle dans le développement de la société. Il a dénoncé les conceptions et les pratiques bourgeoises et révisionnistes de l'économisme et du technocratisme, qui attribuent à la révolution scientifique et technique une importance déterminante et indépendante dans le développement de la

société, etc., conceptions et pratiques qui cultivent une nouvelle variante du matérialisme vulgaire, de la théorie des forces productives, la négation de la révolution prolétarienne et la spontanéité dans l'évolution sociale.

II. RENFORÇONS ET PERFECTIONNONS LE SYSTEME DES RAPPORTS DE PRODUCTION SOCIALISTES

Et la théorie et la pratique montrent que, du point de vue des traits fondamentaux des rapports de production, la société socialiste conserve la même nature tout au long du processus de sa construction intégrale. Mais cela ne veut pas dire que les rapports de production socialistes, une fois établis comme un système complet avec l'achèvement de la construction de la base économique, ne connaissent pas d'amélioration. Au contraire, tout dans notre pays témoigne de leur développement dans le sens souhaité de la construction du socialisme et de sa défense contre tout danger de dégénérescence bourgeoise-révisionniste.

La politique du Parti et l'action menée dans les faits en vue du renforcement et du perfectionnement des rapports de production englobe tous les aspects de ces rapports, ceux de la propriété et de l'échange, de la répartition et de la direction de l'économie.

1) Le Parti a constamment indiqué **que l'essentiel dans le domaine de la propriété socialiste est le renforcement de l'attitude socialiste à son égard, l'utilisation la plus complète et la plus efficiente des objets de travail.** Il s'agit ici de notre richesse nationale, dont la majeure partie a été créée grâce au travail accumulé durant les années de pouvoir populaire, et qui atteint aujourd'hui des chiffres colossaux, des dizaines de milliards de leks, en tendant à s'accroître sans cesse.

Aussi n'est-il pas juste que l'attitude socialiste envers la propriété, dont parle le Parti soit parfois réduite à la lutte contre les dilapidateurs et les escrocs, ou, sous un autre aspect, au seul bon entretien des constructions, etc. Cela est bien entendu indispensable, mais ce n'est pas l'essentiel. Il s'agit surtout d'utiliser le plus pleinement possible les capacités productives, de mettre à profit les nombreuses possibilités latentes que renferme l'utilisation des machines de travail des métaux et les moyens de transport, d'utiliser les capacités productives dans l'industrie alimentaire, de tirer toutes les composantes utiles des minerais et des autres matières premières, d'exploiter le potentiel du sol et des capacités d'irrigation, la productivité du bétail, et ainsi de suite dans d'autres domaines. Ces tâches mêmes témoignent de la nécessité d'avoir une conception plus large des rapports de propriété.

A cet égard, il convient de veiller davantage à améliorer la structure matérielle de la propriété socialiste, car, dans les années '70, la part des constructions dans les fonds fixes s'est accrue, alors que celle des machines et des équipements qui constituent la part la plus active des fonds productifs tend à baisser. Et ce phénomène négatif a pour corollaire que dans des branches et des districts particuliers les investissements au titre des fonds fixes progressent plus rapidement que la production, alors qu'on souhaiterait précisément voir se produire le contraire.

Dans le domaine des rapports de propriété, ce plan quinquennal **a pour trait distinctif un renforcement accéléré du système coopératif dans la voie du rapprochement de la propriété de groupe de la propriété du peuple tout entier.** Cette tendance s'accentuera à travers l'intensification prioritaire de la production dans les plaines les plus fertiles du pays, à travers le renforcement des coopératives de type supérieur existantes et la création de nouvelles coopératives du même genre dans les plaines, mais aussi dans les zones de collines et de montagnes. De la sorte, les coopératives de type supérieur deviennent un phénomène massif. A la fin du quinquennat, cette forme de coopérative couvrira près de 40 pour cent des terres arables. Parallèlement, certaines coopératives de type supérieur se convertiront en entreprises d'Etat. Une série de mesures économiques et financières seront prises pour le développement et le renforcement des coopératives dans les zones de collines et de montagnes.

Le nouvel élément que le Parti a apporté dans ce domaine **est l'entrelacement progressif des rapports de la propriété de groupe et de la propriété du peuple tout entier.** Le camarade Enver Hoxha nous enseigne que ce processus «... doit être mené de manière que la sphère des rapports de la propriété d'Etat aille s'élargissant et celle des rapports de la propriété coopérative se rétrécissant». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 185.) C'est là une voie de développement

et de progression de la propriété de groupe qui est comprise et acceptée aussi par la paysannerie. Elle concorde avec les intérêts de celle-ci, elle peut être normalement suivie avec les possibilités dont la société dispose et qu'elle crée, et elle ouvre une large voie à l'intensification et à l'accroissement de la production agricole dans l'intérêt de la société tout entière. Dans ce vaste cadre de développement actuel et futur du système coopératif on voit surgir des problèmes relativement importants, et des tâches considérables et multiformes.

Une décennie s'est écoulée depuis la constitution des coopératives de type supérieur. Toutefois, un bon nombre de coopératives de ce type n'ont pas encore réuni les conditions requises pour leur conversion en entreprises agricoles. Sous l'aspect de la base matérielle et des autres facteurs de la production, beaucoup d'entre elles se sont renforcées et rapprochées du niveau des entreprises agricoles d'Etat. Malgré tout, la situation insatisfaisante dans certaines coopératives de type supérieur est imputable **dans une bonne mesure aux faiblesses que l'on relève dans le domaine de l'organisation et de la direction, à la non-utilisation de leurs fonds à des fins d'investissement, ni non plus, dans certains cas, des fonds à participation de l'Etat, et cela simplement à cause d'un attachement trop étroit aux intérêts immédiats de la coopérative et des difficultés rencontrées dans la réalisation des investissements.**

Ces phénomènes suscitent des retards dans la maturation des conditions requises pour la progression de la propriété de groupe, ce qui n'est pas sans conséquences néfastes.

Un autre problème qui se pose dans la progression du système coopératif est celui de l'utilisation plus efficiente de la base matérielle et technique et du travail abstrait afin de parvenir à tout prix à une baisse des coûts des produits végétaux et animaux, et à un accroissement des sources d'accumulation. Faute de quoi, on ne peut atteindre deux des objectifs essentiels que le Parti a fixés dans le domaine des rapports pour la zone d'intensification prioritaire et pour les coopératives de type supérieur: l'élévation du niveau de vie de la paysannerie coopères jusqu'à celui des travailleurs de l'agriculture; la création de plus grandes possibilités matérielles et financières aux mains de l'Etat lui permettant d'effectuer des investissements et de venir davantage en aide aux zones de collines et de montagnes. L'analyse du travail d'une partie des coopératives de plaine révèle que nous avons des rendements encore bas et des coûts élevés pour certains produits, une efficacité insuffisante des investissements, une imparfaite harmonisation des facteurs d'accroissement de la production agricole, etc. De ce fait, actuellement, les possibilités d'accroître le prélèvement de la rente différentielle des zones de plaine, au profit d'autres zones, sont limitées.

Il est important de comprendre aussi **que le processus de rapprochement de la propriété de groupe de la propriété du peuple tout entier est un aspect fondamental de la réduction des différences entre les campagnes et les villes; entre l'agriculture et l'industrie.** L'expérience acquise et les études menées en ce domaine montrent que, tout en s'attachant à réduire les différences essentielles, il faudra augmenter progressivement la part des ressources utilisées pour l'accumulation et la consommation, dans l'agriculture même et les campagnes en général, en regard de l'ensemble du revenu national qui se crée dans l'agriculture.

Cela illustre le caractère impérieux de la tâche énoncée par le 6^e plénum du Comité central du Parti, nous prescrivant de veiller avec un grand soin à ce que les entreprises agricoles, les industries lourde et légère, les constructions, les transports et les services fournissent des sources plus abondantes d'accumulation. L'Etat ne cesse d'effectuer de gros investissements dans ces branches et secteurs, et il attend d'en recueillir davantage, pour mieux satisfaire aux besoins de leur développement, assurer l'élévation du niveau de vie et le renforcement de la défense du pays.

L'adoption de nouvelles mesures qualitatives pour la mise en troupeau du bétail et la réduction du lopin individuel des coopérateurs constitue un des autres facteurs très importants du renforcement du système coopératif et du perfectionnement des rapports socialistes dans les campagnes. «C'est là, a indiqué le camarade Enver Hoxha, un grand pas en avant, de l'importance d'un tournant révolutionnaire, qui a été préparé graduellement pendant les plus de trois décennies de développement du système coopératif, d'élévation de la conscience politique et du niveau de vie de la paysannerie, alors que de plus grandes possibilités dans ce sens, ont aussi été créées par la société». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., pp. 598-599.)

Cette voie est une voie originale issue de l'expérience de la paysannerie et généralisée par le Parti. Elle assure la préservation et l'accroissement du cheptel, qui constitue une grande richesse nationale, la disparition progressive des rapports du lopin individuel et en même temps, de la psychologie petite-bourgeoise qu'il alimente, la croissance de la propriété de groupe et l'amélioration des conditions d'approvisionnement et de vie de la paysannerie. Ainsi le volume de la production et des revenus de la coopérative ira sans cesse croissant et celui des lopins, par contre, ne cessera de décliner.

Il est important de comprendre que c'est là un processus en cours de développement qui a fait surgir des problèmes qu'il faut affronter et suivre attentivement. Il s'agit ici de traiter de la même façon que le bétail de la propriété collective toutes les vaches et le menu bétail mis en troupeau; de préparer les conditions requises pour aller vers la mise en troupeau graduelle des vaches des coopérateurs des zones de collines et de montagnes; d'assurer un meilleur approvisionnement de la paysannerie en produits d'élevage.

2) **Dans le domaine de la répartition** il y a pas mal de problèmes que le Parti a acheminés vers leur solution et mène en avant.

— La prise en compte des trois composantes (quantité, qualité, dépenses matérielles) dans la fixation de la rémunération du travail, est en train de donner ses résultats. Mais ce lien **doit être encore resserré, en définissant et en utilisant, pour les diverses branches et les divers secteurs, des indices qui soient contrôlables et stimulent mieux le travail**, car il subsiste encore une vision globale des problèmes, car on n'élargit toujours pas la gamme des opérations soumises à cette forme de rémunération. Il convient ici de renforcer également le travail d'éducation, car cela stimule la réalisation des tâches du plan, encore que, dans bon nombre de cas, elle encourage aussi les intérêts étroits dans le sens d'une planification inférieure aux possibilités réelles.

— La journée-travail, en tant que mesure intermédiaire de rémunération, est née en même temps que le système coopératif dans l'agriculture. Son application était indispensable, mais désormais, dans l'immense majorité des coopératives, les conditions qui en dictaient le maintien ont été dépassées. C'est pourquoi il est devenu nécessaire de la supprimer graduellement aussi dans un bon nombre des coopératives ordinaires et de passer à une rémunération du travail selon les normes de rendement. En analysant l'expérience de plusieurs années des coopératives de type supérieur, on voit que cette amélioration vise certains objectifs économiques et sociaux: stimuler la participation au travail et la réalisation des normes, mieux garantir les revenus des coopérateurs et renforcer la comptabilité et le contrôle financier dans la coopérative.

— On sait que rétablissement de normes de rendement de travail scientifiquement calculées est absolument indispensable, en tant que régulatrices de la promotion de la production et d'une juste et constante répartition selon le travail. Aujourd'hui toutefois, les normes doivent être rectifiées, surtout du point de vue qualitatif, afin d'étendre encore l'application des normes techniques et d'en réaliser l'unification à l'échelle d'une branche donnée par chaque département central.

Les améliorations qualitatives dans les normes de rendement du travail sont indispensables, **non seulement pour augmenter les rendements, mais aussi pour appliquer correctement le système de rémunération établi**. Il comporte de justes gradations et différenciations, qui sont illustrées dans le système des tarifs, dans la classification des postes de travail en catégorie, etc., ce qui est d'une importance vitale pour l'application de la loi de la répartition selon le travail, et c'est pour cela qu'elles sont fixées de manière centralisée par l'Etat. Or, il existe le risque que ces distinctions, plus que par toute autre chose, soient déformées par des normes mal étudiées et trop basses, mais aussi par les attestations de qualification, qui concernent aujourd'hui près de 50 000 ouvriers et employés par an, car dans certains cas elles sont décernées de façon imméritée. Aussi faut-il améliorer les normes pour tous les travailleurs, mais il est également indispensable de ne décerner des attestations de niveau de qualification que lorsque la personne concernée parvient à donner davantage, à accomplir et à sur-accomplir les normes de rendement, lorsqu'elle sort de ses mains une production de qualité et à coût réduit, lorsqu'elle réalise des améliorations dans l'organisation et dans la production. C'est là aussi tout à la fois la meilleure des épreuves pour la qualification et une manière plus efficace de barrer la route aux manifestations de libéralisme qui s'observent dans ce domaine.

Ces améliorations sont indispensables, mais créer les conditions requises **pour la réalisation des normes par tous les ouvriers, et stimuler leurs efforts pour les dépasser**, exige tout autant de soins. En dépit des améliorations enregistrées dans ce sens, nombre d'ouvriers ne parviennent pas encore à réaliser les normes comme il se doit. Par ailleurs, la révision périodique des normes et, dans certains cas, sans critères scientifiques, a suscité chez quelques ouvriers une psychologie qui freine le dépassement des normes. Or, quand les normes de rendement ne sont pas réalisées comme quand on freine artificiellement les efforts faits pour les dépasser, les conséquences sont très néfastes et d'un double caractère: on constate alors une limitation de l'accroissement de la production et de l'utilisation des capacités productives, mais aussi, comme conséquence, la non-réalisation de la rémunération moyenne planifiée par ouvrier.

Par ailleurs, il serait utile que, en règle générale, l'unification des normes par les départements centraux et leur révision dans les processus de travail massifs se fasse une fois par an (à l'époque de l'élaboration des projets de plan) et, après l'approbation des plans, qu'on y travaille en prévision de l'année suivante. En revanche, quand il s'agit des normes expérimentales ou que l'on apporte dans la technique ou la technologie des changements qui suscitent des bonds dans les rendements, la révision des normes devrait être faite à des intervalles plus courts.

— Durant le développement de la révolution scientifique et technique, il se produit entre autres dans la production deux processus: la division et le morcellement des tâches s'accroissent, et le niveau d'instruction et de culture des ouvriers s'élève et tend à concorder avec leur niveau de qualification. Cela permet **d'aller vers la réduction du nombre de catégories de postes de travail**, de passer, de leur nombre actuel, qui est de 5 ou 6, à un nombre inférieur, en se rapprochant ainsi des niveaux d'attestation des ouvriers. Si nous soulevons ce problème, c'est parce qu'aujourd'hui il y a rupture entre les niveaux d'attestation des ouvriers et les catégories des postes de travail, et aussi pour créer des possibilités d'une plus juste répartition des ouvriers sur les fronts de travail d'après les attestations qu'ils ont acquises. Naturellement, c'est là un processus progressif, qui s'étalera dans le temps, mais qui exige des études et un plus grand soin pour la qualification des travailleurs et le renforcement dans l'ensemble de l'organisation socialiste du travail.

— **Dans le domaine de la répartition, se pose le problème d'une compréhension plus approfondie de la nature sociale de l'élévation du niveau de vie dans notre pays.** Les données établies indiquent que durant le 7^e quinquennat, l'augmentation des revenus réels des ouvriers et des employés, est constituée, à 70 pour cent, par l'accroissement du fonds des salaires correspondant à l'accroissement du nombre des travailleurs, et à 30 pour cent par l'augmentation des revenus perçus au titre de la sécurité sociale ainsi que par l'augmentation du salaire moyen dérivant de l'élévation du degré d'attestation et du sur-accomplissement des normes de rendement du travail.

La vie a démontré qu'une pareille structure a été et reste juste pour assurer l'augmentation des revenus réels des ouvriers et des employés. Elle étaye la ligne et la politique du Parti visant à assurer le plein emploi des nouvelles forces actives, qui dépassent 40 000 personnes chaque année, afin de satisfaire en premier une série de besoins sociaux de caractère commun, de réduire les différences entre les classes et les groupes sociaux, et finalement d'augmenter les revenus à travers le dépassement des normes et les attestations de qualification. Notre Parti et notre Etat s'en tiennent fermement au principe selon lequel la productivité du travail doit s'accroître plus rapidement que les revenus réels de la population, ce qui rend également possible l'augmentation de l'accumulation dans les proportions nécessaires.

Mais cette réalité, d'un profond contenu de classe, exige que soit renforcé encore davantage le dynamisme des forces motrices et des motivations de notre société: du travail idéologique et politique, de l'émulation, de la force mobilisatrice de nos plans également par d'autres voies que nous offre notre système socialiste. Ainsi l'élévation du niveau de vie par la voie socialiste favorisera l'accroissement de la production, son intensification et son efficacité.

— **La structure de la formation des revenus réels de la paysannerie coopérée présente ses particularités.** Le 7^e plan quinquennal prévoit que près de 53 pour cent de l'accroissement de ces revenus proviendra de l'élévation du revenu moyen par travailleur, 27 pour cent de l'augmentation du nombre des travailleurs dans les coopératives, et le reste, soit quelque 20 pour cent, d'autres sources,

extérieures aux coopératives (comme le travail dans le secteur d'Etat, les prestations de la sécurité sociale, etc.) Il en découle que l'élévation des revenus réels de la paysannerie se fonde, en premier lieu, sur les revenus par travailleur. Aussi **la lutte pour la réalisation des plans dans l'agriculture est-elle déterminante également pour l'élévation du niveau de vie.**

Grâce au travail et aux grands efforts déployés pour la réalisation des plans au cours des deux premières années du quinquennat, il a été possible d'engager au travail dans les coopératives plus de 40 000 nouveaux travailleurs par rapport à 1980 et d'élever de près de 20 pour cent le revenu moyen par travailleur, ce qui illustre aussi l'amélioration des rapports dans le domaine des revenus réels. Malgré tout, les objectifs du plan quinquennal pour les deux premières années n'ont pas été réalisés partout. C'est pourquoi des efforts accrus doivent être faits pour augmenter la production agricole et son efficacité. Parallèlement, les coopératives doivent donner la priorité à l'accumulation, tout en visant cependant à garantir et à élever le niveau de la consommation des coopérateurs. Il faut pour cela lutter et travailler toute l'année. Tout effort pour rectifier ces proportions à la fin de l'année ne peut être qu'insuffisant et risque de préjudice aux rapports entre la coopérative et ses membres. En cette matière, il a été suggéré que, dans le plan comme dans l'exécution des tâches, l'accroissement des revenus réels dans les campagnes apparaisse dans sa totalité, mais aussi calculé distinctement du travail effectué dans l'agriculture.

3) **Dans le domaine des échanges**, il est exigé que la grande production agricole soit mieux appuyée par l'ensemble du système de stockage et d'élaboration des produits agricoles. Les calculs révèlent que ces anomalies sur les arrières de l'agriculture suscitent des pertes de production considérables, portant ainsi atteinte aux intérêts de la paysannerie et de la société tout entière. La réalisation des objectifs que le Parti fixe dans l'agriculture au stade actuel, exige impérieusement le perfectionnement de la planification, de l'organisation et de la direction dans la production agricole, comme «... à chacun de ses maillons successifs, dans les organes de stockage, de l'industrie légère et alimentaire, du commerce intérieur et extérieur». (Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, éd. fr., p. 43, Tirana, 1981.)

Le développement intensif, mais aussi extensif, de l'agriculture **doit s'accompagner du perfectionnement des leviers économiques**. Nous devons tendre à accroître l'équipement de l'agriculture en moyens de production fournis par l'industrie, à travers aussi la baisse du coût et des prix de ces produits. Le développement des zones de collines et de montagnes exige un meilleur appui sur un ensemble de mesures. Ainsi, la structure de la production et de l'élevage dans ces zones doivent mieux s'adapter aux conditions naturelles. Il faut s'efforcer d'obtenir une production plus abondante et efficace des investissements des coopératives elles-mêmes, des financements de quelque 80 millions de leks faits à titre gratuit par l'Etat, ainsi que des crédits accordés. De même il y a lieu de faire des différenciations plus nettes entre les prix de stockage de certains produits végétaux et animaux en faveur des coopératives de collines et de montagnes.

Les liens entre les entreprises en vue de leur approvisionnement réciproque et de la distribution des produits et des marchandises, constitue un vaste champ d'études et de mesures organisationnelles. En ce domaine on constate aujourd'hui des lacunes organisationnelles et des procédés de travail retardataires. C'est ainsi que, dès le stade de la planification, des trous sont permis dans les approvisionnements réciproques et que ces trous, surtout dans l'exécution des plans, se creusent et suscitent des obstacles et des difficultés pour la satisfaction des besoins de l'économie et de la population. En cette matière, il convient de recourir plus largement à la pratique des balances pour les matières premières et les divers produits, surtout dans des départements centraux et dans les districts ; chaque organe ayant à charge la production doit mieux s'acquitter de ses obligations en matière de répartition ; il faut améliorer le travail d'élaboration et de rédaction des catalogues, et trouver des formes plus appropriées pour créer des liens solides entre les entreprises, en se fondant sur l'expérience positive de nombreuses années, améliorer le travail dans les entreprises de distribution des marchandises importées, où l'on observe des manifestations de bureaucratisme et de libéralisme, qui entravent la production et entraînent le blocage de valeurs matérielles et financières non négligeables.

4) Dans le domaine de la direction de l'économie, le stade actuel a mis au premier plan le problème d'une meilleure coordination et coopération des tâches dans la production, dans la répartition et dans la consommation. Notre économie est un ensemble organique qui est dirigé et se développe sur la base

du plan unique et général d'Etat, où sont coordonnés tous les liens et toutes les interdépendances économiques et financières à l'échelle de chaque branche, district ou entreprise. Cela implique la nécessité objective de coordonner toute l'activité dirigeante et organisatrice des organes étatiques et économiques pour réaliser de front toutes les tâches fixées dans le plan. La coordination et la coopération constituent aujourd'hui des exigences impératives dictées par le stade plus avancé de développement de l'économie, par la multiplication et la complication des liens économiques, techniques et scientifiques, entre les diverses entreprises et activités productives, par la nécessité d'une intégration plus complète des branches, des districts et des zones du pays dans le cadre de l'ensemble de notre économie nationale. Cela représente en même temps un trait distinctif de notre croissance économique et sociale.

C'est pourquoi, ceux qui luttent pour la coordination et la coopération scientifiques dans la production, dans l'élaboration des projets et dans la construction, dans la science et dans les études, ceux qui luttent comme il se doit pour la réalisation des plans dans tous leurs indices et toutes leurs composantes, ceux-là comprennent correctement et appliquent effectivement les liens, les coordinations et les proportions indispensables au développement de l'économie. Par contre, ceux qui ne les appliquent pas judicieusement, ceux qui se déroberont à la discipline et à la discipline technique et scientifique, à la discipline du plan et à la discipline financière, ceux qui foulent aux pieds la direction organisée de notre économie socialiste et les rapports économiques résidant à sa base, ceux-là ouvrent la voie à la spontanéité et aux actions empreintes de libéralisme, qui sont lourdes de conséquences nocives. D'autre part, «... une imparfaite coopération et collaboration pour la solution des divers problèmes, a-t-il été indiqué au VIII^e Congrès du Parti, non seulement empêche de mettre à profit les avantages de l'économie socialiste, en tant qu'économie unique, mais en entrave aussi le prompt développement.» (Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, éd. fr., p. 69, Tirana, 1981.)

L'année dernière, dans un bon nombre de postes de la production relevant des organes centraux et des districts, les tâches n'ont pas été réalisées dans la mesure prévue par le plan. En dépit des améliorations sensibles observées, on n'en relève pas moins des cas de non-réalisation d'une partie des assortiments de la production. Les liens économiques sont affectés par toute inexécution du plan, mais ces manquements sont plus sensibles lorsqu'ils concernent surtout certaines entreprises de l'industrie mécanique, de l'agriculture, du commerce extérieur et des transports. Il y a encore des cas de production et de travail à coût élevé dans l'industrie, dans l'agriculture, mais aussi dans les transports et le bâtiment, qui, en fait, suscitent des ruptures entre la valeur à la consommation et la valeur à la production de divers produits et marchandises. Les retards dans la construction, le réaménagement et la mise en service des nouveaux établissements productifs ne sont pas non plus sans conséquences. Aussi, comme nous l'enseigne le camarade Enver Hoxha, «Nous devons extirper de l'esprit, de la conscience et de la méthode de travail de chacun, l'idée que le plan est considéré comme réalisé seulement lorsqu'est atteinte la valeur de la production prise globalement ou d'un autre indice de caractère général. Le plan est un ensemble d'indices et d'éléments et il est qualifié dans son ensemble de plan unique d'Etat qui doit être obligatoirement exécuté par tous». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., pp. 117-118.)

Dans le domaine de la direction, des améliorations sont exigées surtout dans la méthodologie de la planification économique et financière. Elle doit mieux répondre aux exigences de l'intensification, de l'efficacité et du progrès technique et scientifique. Maintenant, de façon plus évidente, non seulement on relève dans la pratique une attitude unilatérale qui se traduit par une appréciation insuffisante des indices qualitatifs de la production, mais la méthodologie elle-même retarde sur le développement dynamique et intensif de l'économie. Cette méthodologie ne tient pas compte de certains indices qualitatifs du plan, de la révolution scientifique et technique, de la coopération et de la coordination des affaires de l'harmonisation des aspects financiers et des aspects financiers de la reproduction, etc. L'élaboration d'une série de méthodes pour diverses branches et divers secteurs de l'économie, qui compléteront et concrétiseront plus avant la méthodologie dans son ensemble, est une nécessité impérieuse. C'est là un vaste champ d'action sur lequel la pensée économique, mais aussi la pensée technique et scientifique, doit s'attacher davantage à assurer des solutions appropriées au stade élevé de développement de notre économie socialiste.

Dans le cadre des améliorations apportées dans les méthodologies et les méthodes, l'ajustement aussi parfait que possible des indices économiques et des indices financiers du plan demeure un problème important. Des tâches sont fixées pour la réduction des coûts, mais elles ne se traduisent pas toujours comme il se doit par l'élévation du revenu net. Chaque année, l'Etat assume des financements pour accroître les moyens circulants et il alloue des centaines de millions de leks aux entreprises pour faire face aux réparations fondamentales de leurs principaux moyens, mais à ces mesures financières ne répond pas toujours la base matérielle, comme on le constate dans certains cas aussi pour les fonds investis dans des coopératives. Aujourd'hui la règle en vigueur est que les entreprises industrielles, dès qu'elles expédient leurs marchandises aux organismes du commerce, versent aux caisses de l'Etat la rentrée nette centralisée. Or cette rentrée est versée aussi pour les marchandises qui n'entrent pas en temps voulu dans la circulation. Ces problèmes et d'autres encore de la même nature assignent à la Commission du Plan, au ministère des Finances, à la Banque d'Etat, mais aussi aux institutions scientifiques et de l'enseignement supérieur des tâches pour apporter des solutions théoriques et pratiques précisément à ces problèmes.

La méthodologie de la planification et la pratique du travail de direction dans l'économie sont appelées à asseoir aussi sur de plus justes bases scientifiques **l'évaluation de l'activité économique productive des entreprises et des coopératives agricoles**. Avec les pratiques actuelles, le travail des entreprises et des coopératives est évalué principalement au degré de réalisation des tâches du plan. Il est indispensable de poursuivre cette pratique. Mais, parallèlement, il convient de voir aussi dans quelle mesure croissent les objectifs du plan par rapport à l'année antérieure, d'une entreprise analogue ou d'une coopérative à l'autre. De même, il est nécessaire d'avoir en vue le niveau quantitatif et qualitatif atteint dans les indices économiques (rendement, coût, quotas de dépenses) de telle ou telle entreprise ou coopérative comparable. Si l'on parvient à réunir ces trois composantes, cela aidera à découvrir les possibilités intérieures latentes, à mieux stimuler les entreprises ou coopératives les plus avancées et à évaluer de façon plus logique et objective le travail à la base.

III. DE CERTAINES CONCLUSIONS SUR LA LUTTE A MENER POUR PRESERVER LE CARACTERE SOCIALISTE DES RAPPORTS DE PRODUCTION SOCIALISTES ET POUR LES RENFORCER

Notre Parti a tiré de sa lutte et de ses efforts et de ceux de notre Etat de la dictature du prolétariat pour établir des rapports de production socialistes et les perfectionner par la juste voie révolutionnaire ainsi que de l'analyse de l'expérience négative de la restauration du capitalisme en Union soviétique et dans les autres pays révisionnistes, des conclusions de caractère général, de portée théorique et pratique.

Ce qui est fondamental c'est avant tout, de préserver et de renforcer le caractère prolétarien du Parti et de l'Etat de dictature du prolétariat. L'idéologie et la politique du Parti ont en effet une fonction de guide et c'est elles qui ont la primauté sur la base économique de la société. C'est l'idéologie et la politique marxistes-léninistes du Parti et son rôle dirigeant dans tout le système de la dictature du prolétariat qui ont fait avancer et garantissent la construction socialiste dans notre pays.

Le camarade Enver Hoxha, faisant, au VIII^e Congrès du Parti, une analyse approfondie des causes de l'apparition du révisionnisme et de la dégénérescence capitaliste en Union soviétique, a indiqué que le groupe Khrouchtchev se fixa pour tâche principale dès le début de mettre la main sur le Parti et de liquider la dictature du prolétariat. C'est ainsi que commença l'action de sape des bases de la société socialiste.

Aussi la connaissance approfondie et l'application conséquente de la ligne et de la politique marxistes-léninistes de notre Parti dans le domaine des rapports de production comme dans tout autre domaine, sont-elles, pour nos travailleurs et pour nos cadres, fondamentales, s'ils veulent les conduire dans la juste voie et les défendre du danger de la dégénérescence bourgeoise-révionniste. A cet égard, la lutte que le Parti mène contre les manifestations de bureaucratisme, de libéralisme et de technocratisme, la judicieuse conduite de la lutte de classe sur tous les fronts, ont revêtu et revêtent toujours une grande importance. Dans la pratique de la direction de l'économie, cela exige, entre autres, que nous nous appuyions puissamment sur les larges masses travailleuses, sur leur pensée créatrice, que nous connaissions et ayons mieux présentes à l'esprit les lois générales de la construction socialiste et les exigences des lois économiques objectives, de traiter et de résoudre les problèmes

concrets dans chaque branche et dans chaque secteur de l'économie, toujours conformément aux principes et aux lois qui sont à la base de notre société.

Deuxièmement, la préservation et le renforcement du caractère socialiste de la propriété, qui constitue le fondement des rapports économiques et des égalités sociales des travailleurs, doivent être l'objet d'un soin constant et ce caractère doit être sans cesse accentué. On connaît le grand travail et l'âpre lutte de classe qui ont été menés pour l'établissement de la propriété socialiste dans les villes et les campagnes, ainsi que pour réduire constamment l'écart entre la propriété coopérative et la propriété du peuple tout entier. Dans l'ensemble de ce processus révolutionnaire, le Parti n'a pas reculé devant les difficultés et les obstacles, car il a fait confiance au peuple et il a avancé en ayant devant lui des perspectives claires, toujours au service des intérêts fondamentaux des larges masses travailleuses. C'est la raison pour laquelle celles-ci ont suivi et soutenu le Parti. Il en est allé tout autrement dans les pays révisionnistes, où les anciens partis communistes, contaminés par l'opportunisme et le libéralisme, se sont dérobés devant les difficultés, ont abandonné à mi-chemin les processus de transformation de la propriété dans la voie du socialisme, créant ainsi un terrain favorable à la stagnation, à la dégénérescence et au retour en arrière vers le capitalisme. C'est là une raison de plus de la nécessité de comprendre de façon approfondie les orientations du Parti et les enseignements du camarade Enver Hoxha, selon lesquels la propriété socialiste doit être conçue et réalisée comme un processus en cours de développement, la propriété de groupe doit se rapprocher de la propriété du peuple tout entier et se transformer progressivement en celle-ci, et la propriété d'Etat croître et être utilisée avec la plus grande efficacité économique et sociale.

Troisièmement, le maintien intact du but de la production socialiste, qui est la satisfaction toujours meilleure des besoins croissants de toute la société, requiert une attention particulière.

Notre Parti a conçu cette question dans un cadre des plus larges, et il l'a mise en œuvre dans l'esprit des enseignements du marxisme-léninisme, en assurant le développement harmonieux et complexe de notre économie, en développant de front l'industrie et l'agriculture, la ville et la campagne, en renforçant la stabilité et l'indépendance de notre économie, en assurant l'élévation continue du bien-être du peuple et la capacité de défense de la patrie.

Ces objectifs du développement de la production doivent être mieux pris en compte dans l'élaboration et l'application des plans pour la répartition et l'utilisation des ressources humaines, matérielles et financières dont dispose notre société, pour une juste conception marxiste-léniniste de l'efficacité de l'économie et de la rentabilité de la production. En cette matière, il convient de lutter plus efficacement aussi contre les conceptions trop globales des problèmes, contre la production de marchandises à circulation lente, contre les intérêts étroits dans la coopération, dans l'exécution des contrats et dans d'autres secteurs, conceptions qui compromettent le but de la production socialiste.

Notre Parti a dénoncé et rejeté la conception révisionniste de la primauté du profit capitaliste en toute chose: dans la production, la répartition, les activités socio-culturelles et partout ailleurs. Les révisionnistes khrouchtchéviens et ceux qui leur ont emboîté le pas, avec leurs «réformes»-économiques, ainsi que les titistes, avec leur prétendue autogestion ouvrière, se sont livrés à une démagogie effrénée sur l'efficacité et le dynamisme prétendus de leur économie, mais en fait, ils ont échoué et le plus clair témoignage en est la crise profonde dans laquelle ils se trouvent plongés.

Quatrièmement, chez nous, dans la théorie et dans la pratique, on a suivi une ligne juste pour le pays, quant au rôle et aux voies de perfectionnement des rapports marchandises-argent et de l'action de la loi de la valeur. Le Parti a demandé et il demande que ces rapports et cette action soient utilisés dans le cadre du plan unique d'Etat et en fonction du but de la production socialiste, en ayant clairement en vue également la perspective de la réduction progressive de la sphère de la production marchande. C'est là un domaine des plus délicats dans les rapports économiques, en quoi les révisionnistes ont concentré leurs coups dès le début contre la théorie économique marxiste-léniniste. Le camarade Enver Hoxha a indiqué au VIII^e Congrès du Parti qu'«afin de frayer la voie à la restauration du capitalisme, les révisionnistes khrouchtchéviens s'en sont pris aux thèses fondamentales de la théorie marxiste-léniniste sur la production marchande et à l'action de la loi de la valeur sous le socialisme. En théorie et dans la pratique ils ont identifié la production marchande socialiste avec la production capitaliste et, sur cette base, réformé tout le mécanisme économique».

(Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, éd. fr., p. 255, Tirana, 1981.) Dans notre pays il est exigé dans ce domaine de vivifier encore davantage le rôle de certaines catégories, comme le coût et les prix, le financement par l'Etat et le crédit, le rôle de la banque et des finances pour renforcer le contrôle comptable et ouvrir la voie à des productions nouvelles, à l'efficacité de l'économie, au renforcement des rapports entre la production et la consommation.

Cinquièmement, la poursuite conséquente de la ligne consistant à réduire les différences dans le niveau des revenus et dans le mode de vie entre les classes et au sein même des groupes sociaux, à réduire progressivement le champ d'action du «droit bourgeois» dans la répartition a été et demeure une autre question de grande importance théorique et pratique pour les destinées du socialisme. Notre Parti a toujours bien eu en vue l'enseignement léniniste ainsi que notre expérience révolutionnaire, qui nous apprennent que la propriété privée engendre chaque jour le capitalisme, et que de grandes différences permises dans la répartition du produit pour soi et dans d'autres domaines donnent naissance au désir de s'assurer de plus grands gains et de s'embourgeoiser, et créent un terrain matériel favorable. (Voir Enver Hoxha, *Rapports et discours 1974-1975*, p. 141, éd. alb., 28 mars 1975. ACP.) Nous devons pénétrer toujours plus profondément la ligne et la politique du Parti sur l'édification et la mise en œuvre des rapports de répartition selon le travail, sur les voies conduisant à l'élévation du bien-être de la population et sur l'harmonisation des stimulants matériels et des stimulants moraux, en donnant la primauté à ces derniers. La juste application et le perfectionnement, par la voie révolutionnaire, de ces rapports, doivent encore mieux servir à mobiliser les travailleurs dans des activités créatrices en tout domaine de la vie, et dans l'affermissement de leur éducation de classe.

Toutes ces questions fondamentales revêtent une importance capitale pour l'établissement et la juste application du système de rapports de production socialistes, mais elles sont aussi d'une importance vitale pour le perfectionnement de ces rapports et pour l'édification intégrale de la société socialiste.

La voie dans laquelle nous a guidé et nous guide le Parti, avec le camarade Enver Hoxha à sa tête, pour l'établissement, l'application et le perfectionnement des rapports économiques, est une juste voie marxiste-léniniste. On en a un clair témoignage dans le niveau élevé qu'a atteint le socialisme dans notre pays et dans les sûres perspectives qui s'ouvrent à nous. La mise en œuvre des directives du VIII^e Congrès du Parti en ce domaine vient étayer encore plus solidement l'exécution du 7^e plan quinquennal, pour promouvoir la production et notre vie socialiste dans son ensemble.

L'INTENSIFICATION PLUS PUSSEE DE L'AGRICULTURE, FACTEUR PRINCIPAL ET PERMANENT DE L'EXPANSION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Themie Thomai, Ministre de l'Agriculture,

Lufter Xhuveli, Maître de conférences

Après la victoire de la révolution populaire, le Parti, comme l'a indiqué le camarade Enver Hoxha, a été confronté, dans le domaine de la question agraire, à deux problèmes fondamentaux: la transformation socialiste des campagnes et le développement diversifié de l'agriculture. (Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, éd. fr., p. 29. Tirana, 1981.) Dans le cadre de ces objectifs à atteindre, la réforme agraire a été accomplie avec succès en même temps qu'était menée à bien la collectivisation des petits producteurs des campagnes et créé le système socialiste de l'agriculture. La mise sur pied des entreprises et des coopératives agricoles, le perfectionnement ininterrompu, dans la voie révolutionnaire, des rapports de production socialistes ont permis de promouvoir le rapide essor des forces productives et d'acheminer notre agriculture dans la voie de son intensification et de sa modernisation.

Grâce à l'application de la ligne et de la politique marxiste-léniniste du Parti, en moins de quatre décennies le retard séculaire a été comblé une fois pour toutes et il a été créé une agriculture avancée, diversifiée et complexe, reposant sur de solides fondements scientifiques. L'agriculture pourvoit toujours mieux aux besoins croissants de la population et des industries légère et alimentaire, aux exigences de l'accroissement de nos réserves, et du renforcement de la capacité de défense du pays, de nos exportations, de l'amélioration continue du bien-être de la paysannerie et de la réduction des différences entre les villes et les campagnes. Le fait que le pays a réussi à se suffire en pain dès 1976 est une des plus grandes victoires de l'époque lumineuse du Parti. Ces réalisations essentielles confirment le bien-fondé de la ligne et de la politique économique du Parti, dans le domaine de l'agriculture, la supériorité indiscutable de la voie socialiste de développement des campagnes.

I. L'intensification, nécessité objective du développement de l'agriculture

Le Parti et le camarade Enver Hoxha ont toujours considéré l'intensification de l'agriculture comme une nécessité objective et l'ont traitée scientifiquement comme un développement unitaire et général des forces productives et des rapports de production socialistes. Elle est conçue **comme un développement planifié, rationnel et harmonisé, assis sur des bases scientifiques, de l'ensemble des facteurs qui conditionnent la production et qui en assurent l'accroissement pour chaque unité de surface et pour chaque tête de bétail avec moins de frais par unité de production.**

D'autre part, l'intensification est traitée comme une nécessité impérieuse du développement de l'agriculture dans toutes les zones et tous les districts, pour toutes les branches et tous les secteurs, et en relation étroite avec le développement économique et social du pays dans son ensemble. Le Parti a défini scientifiquement l'ordre et les directions de l'essor de la production agricole selon les branches, les zones et les districts. Tout en donnant la priorité à l'intensification de l'agriculture dans les plaines, on a souligné aussi la nécessité d'un développement intensif des zones de collines et de montagnes, tout en menant l'intensification prioritairement dans le secteur d'Etat, des mesures ont été prises pour l'approfondir dans le secteur coopératif également; tout en donnant la priorité aux coopératives de type supérieur on n'a pas négligé pour autant les autres coopératives; tout en donnant la priorité aux céréales panifiables, on a œuvré également à assurer le développement intensif, complexe et harmonieux de la production agricole sur un large front.

L'intensification de l'agriculture a été envisagée en liaison étroite et continue avec le processus de perfectionnement des rapports de production socialistes, aussi bien dans le domaine de la propriété, que dans ceux des échanges, de la répartition, de la direction et de l'organisation.

«Les progrès prévus par le 7^e plan quinquennal dans le domaine de l'agriculture, a indiqué le camarade Enver Hoxha au VIII^e Congrès du Parti, seront réalisés dans une plus grande proportion qu'elles ne l'ont été jusqu'ici, à travers son intensification.» (Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, éd. fr., p. 37. Tirana, 1981.) Conformément à quoi, plus de 90 pour cent de l'augmentation de la

production agricole globale prévue pour ce quinquennat sera obtenu à travers l'élévation des rendements des cultures et de la productivité du bétail, contre 45 à 70 pour cent au cours du quinquennat précédent.

L'accentuation de l'intensification de l'agriculture au cours de ce quinquennat et dans la période future est conditionnée par certains facteurs :

Primo, l'agriculture est la branche fondamentale de l'économie; son développement et son intensification accélérés sont indispensables pour assurer le développement prévu des autres branches. C'est d'elle que dépend dans une grande mesure l'amélioration du bien-être des masses laborieuses de la ville et de la campagne, l'essor des industries légère et alimentaire, l'accroissement des exportations et la diminution des importations, l'augmentation des réserves et le renforcement de la capacité de défense du pays. En 1981 les produits agricoles et pastoraux élaborés et non élaborés constituaient près des neuf dixièmes de la consommation de la population, près de 90 pour cent des matières premières des industries légère et alimentaire et un quart environ de nos exportations.

Secundo, l'intensification plus poussée de notre agriculture est dictée aussi par la **tendance à la diminution de la superficie de terre arable par habitant** que l'on constate dans notre pays. Bien que le défrichement de terres nouvelles se poursuivra à l'avenir également, le rythme d'extension de la superficie de la terre cultivable restera inférieur au taux de croissance de la population.

Tertio, les conditions et les circonstances de la construction socialiste dans notre pays, en ne comptant que sur nos propres forces, ainsi que l'encerclement et le blocus farouches impérialistes-révissionnistes en même temps que la crise générale économique et financière mondiale, nous dictent d'intensifier toujours davantage notre agriculture et d'élever son efficience économique.

Le VIII^e Congrès du Parti a défini, comme on sait, des tâches particulières pour l'intensification prioritaire de l'agriculture dans les plaines les plus fertiles du pays dans une période décennale. La première étape de cette intensification, qui sera atteinte au cours du 7^e plan quinquennal, couvre plus de 100 000 hectares de terres qui s'étendent sur toute la zone côtière du pays.

L'intensification prioritaire de cette zone, qui se réalise dans le cadre de l'intensification de toute notre agriculture, concorde pleinement avec les intérêts de la construction socialiste dans son ensemble. Elle vise à mettre en valeur toutes les ressources et les réserves existantes au profit du rapide accroissement de la production agricole et pastorale, d'une efficience accrue des investissements des fonds fixes et des frais de production, et à accroître rapidement les revenus de l'accumulation, etc. Dans le même temps, il constitue, dans l'agriculture, un important facteur du perfectionnement des rapports socialistes dans le domaine de la propriété, en vue de la convention progressive de la propriété de groupe en propriété du peuple tout entier. La priorité donnée à ce processus n'est ni ne peut être limitée aux intérêts de la zone de plaine et côtière. A ce propos, le camarade Enver Hoxha indique que «il ne faut en aucune manière penser que maintenant le problème de l'intensification se pose uniquement pour cette zone». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 622.) Au contraire, celle-ci se développera plus rapidement dans la mesure où le processus d'intensification se déploiera sur tout le territoire du pays et qu'elle y sera elle-même intégrée.

L'intensification de l'agriculture dans notre pays est diamétralement opposée à celle des pays bourgeois-révissionnistes. Dans ces pays l'intensification connaît des contradictions et des difficultés multiples. Elle se caractérise par le développement inégal des diverses zones et branches, par le dépeuplement massif des campagnes, par la ruine continue des petits producteurs, par l'exploitation vorace de la fertilité du sol, par l'oppression et l'exploitation capitalistes des travailleurs de la ville et de la campagne, par les crises agraires et par la hausse continue des prix qui frappent aujourd'hui tous les pays capitalistes et révissionnistes. Dans les dix dernières années (1970-1979), rien que dans trois pays de la Communauté économique européenne (France, Italie, Allemagne) 7,3 millions de paysans ont été contraints d'abandonner les campagnes et d'aller grossir les rangs de l'armée des sans-travail. Par ailleurs, dans l'Union soviétique révissionniste, les proportions de cette «érosion» sont catastrophiques. Dans cette période, plus de 17 millions de personnes ont abandonné les campagnes.

La pratique de la construction socialiste dans notre pays illustre le contraire. En 1982, la production agricole globale avait augmenté de 9 pour cent par rapport à 1980, la production de céréales

panifiables de 8 pour cent, celle des légumes de 8,4 pour cent, celle des fruits de 19 pour cent, la production de lait par les entreprises et les coopératives agricoles de 24 pour cent, etc. Et toutes ces augmentations, dans une mesure supérieure à 88 pour cent, sont dues à l'élévation des rendements.

Mais le plein accomplissement, sous tous les aspects, des objectifs du plan dans l'agriculture, ainsi que les perspectives qui s'ouvrent à nous, exigent que soient mieux résolus une série de problèmes qui concernent l'accentuation de l'intensification, l'harmonisation des facteurs de la production, sa concentration et sa spécialisation plus complètes, la menée d'études scientifiques et l'application de leurs résultats dans la production, l'élévation du degré d'efficacité de la production agricole sous d'autres aspects également.

II. L'intensification exige une haute harmonisation des facteurs qui conditionnent la production agricole et pastorale.

Les entreprises et les coopératives agricoles de notre pays s'appuient sur une puissante base matérielle et technique, qui croît et se perfectionne constamment. Les investissements pour le sol, pour les cultures fruitières, l'élevage, l'irrigation, la mécanisation, les semences, les races de bétail, etc., n'ont cessé de s'accroître. Au cours de ce plan quinquennal, 29 pour cent de la totalité des investissements fondamentaux de notre économie seront utilisés pour le développement de notre agriculture. Toutefois, comme l'indique le camarade Enver Hoxha, «une harmonisation plus judicieuse et scientifiquement fondée de l'ensemble des facteurs humains, matériels, agro-techniques et naturels, qui conditionnent la production agricole» (Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, éd. fr., p. 38, Tirana, 1981.) constitue un grand problème qui concerne l'intensification ultérieure de l'agriculture. Il n'est pas de zone, de district, d'exploitation ou de brigade dans notre pays qui soit exempt de tâches pour l'accroissement des rendements. A cet égard, l'harmonisation des facteurs jouant en ce domaine est une grande question pour tous les spécialistes, cadres et travailleurs, pour toutes les institutions de recherche scientifique et les autres organismes économiques et de planification.

Le meilleur exemple à cet égard nous est donné par les économies avancées, porte-drapeaux des hauts rendements. Telles sont les coopératives de type supérieur de Plasa et l'Entreprise agricole de Maliq, qui ont obtenu respectivement 63 et 57 quintaux de blé par hectare, la coopérative de type supérieur de Dajç et l'Entreprise agricole de Vrine dont les rendements en maïs se sont élevés respectivement à 90,5 et 87 q/ha, la coopérative de type supérieur de Lapardha, avec 22 q/ha de coton, l'ensemble d'élevage de Kamza avec plus de 4 000 litres de lait par vache, les entreprises d'élevage de volaille de Tirana et de Vore, entre autres, qui obtiennent chaque année de 200 à 220 œufs par poule, etc. Nombreuses sont les coopératives et les entreprises qui suivent pas à pas les plus avancées d'entre elles. Si l'on considère certains secteurs et certaines brigades pris à part, les résultats sont encore plus élevés. C'est le cas de la première brigade du secteur de Drithas, à Maliq, qui a obtenu sur 5 hectares le rendement record de 117 quintaux de blé par hectare, etc.

Dans ces unités se **trouve synthétisée à un haut niveau l'harmonisation de tous les facteurs de la production**, des exigences des cultures et des races de bétail, avec les conditions naturelles et climatiques, avec la concentration, la spécialisation et l'application des assolements, avec la direction, l'organisation et la planification scientifique. L'étude et la connaissance approfondies de l'expérience avancée, sa généralisation scientifique et sa propagation sont un grand champ d'action qui comporte une série de tâches pour les spécialistes, les cadres et tous les travailleurs de l'agriculture.

La conception scientifique des problèmes de l'harmonisation des facteurs de production, à l'étape actuelle et à plus long terme revêt une importance particulière. Cela se rattache aux **nouvelles dimensions** prises par notre production dans les conditions de l'intensification. Les objectifs fixés pour ce plan quinquennal, visant à obtenir en 1985 sur toute la superficie du pays semée une moyenne de plus de 48 quintaux de maïs par hectare, ou dans les zones prioritairement intensifiées plus de 75 quintaux par hectare et plus de 45 quintaux de blé, exigent que **tous les facteurs à la fois soient utilisés et harmonisés**.

Les études scientifiques et l'application des nouvelles technologies avancées pour le maïs et les légumes, pour les bovins, le lait et la viande, pour les volailles, etc., confirment que, quand même un seul facteur fait défaut, dans la mesure ou au moment requis, ce manquement influe négativement sur l'action des autres facteurs et l'entrave. L'expérience acquise jusqu'ici fait apparaître, d'une part, les

grandes possibilités et réserves que renferment les technologies avancées pour l'harmonisation des facteurs de la production et, d'autre part, la nécessité de les étendre et de les appliquer, à des rythmes plus rapides et dans de plus grandes proportions, dans les cultures des champs, dans les cultures fruitières et dans l'élevage. En même temps, la propagation des technologies avancées requiert nécessairement l'appui de la base matérielle, une organisation et une direction perfectionnées, une qualification plus poussée des travailleurs et des cadres, etc.

Nous nous arrêtons plus bas sur certaines questions essentielles qui concernent une meilleure harmonisation des facteurs de production et la réalisation des tâches du plan dans l'agriculture.

1. Le premier problème important est celui qui a trait **à la préservation et à l'accroissement de la fertilité du sol, à son aménagement et son drainage**. Bien que la fertilité du sol tende constamment à s'accroître, les rythmes de cet accroissement doivent être plus rapides. La part des terres à faible fertilité est encore élevée.

A l'augmentation de la fertilité se rattachent aussi le drainage, l'aménagement, le réaménagement et un meilleur nivellement en surface des terres. Notre expérience nous enseigne que **sur les terres mal aménagées le rendement des cultures baisse de 10-15 pour cent**. Toutefois la solution de ce problème ne doit pas être réduite à l'utilisation de machines niveleuses et de graders. La solution doit consister en premier lieu dans les labours et autres travaux dont les terres doivent être continuellement l'objet. Une autre réserve importante est représentée par l'aménagement des surfaces combiné avec l'amélioration du régime hydraulique en profondeur au moyen de canaux de drainage. Comme en témoigne l'expérience de l'Entreprise agricole de Levan, cela permet de commencer les labours de printemps deux ou trois semaines auparavant, d'économiser du carburant et d'élever sur ces surfaces le coefficient d'exploitation des engrais davantage que sur les terres moins bien aménagées et à drainage insatisfaisant.

Parmi les nombreux problèmes qui se posent, nous estimons que **celui de la conservation du sol** mérite notamment une attention particulière. En dépit des mesures prises et des nombreux investissements faits on observe encore des pertes dans le fonds du sol, réduit par l'action des cours d'eau, par l'érosion qui se produit sur les terres inclinées et par l'affectation de certaines surfaces à des constructions ou d'autres investissements. L'élimination de ces phénomènes exige en premier lieu de nous, travailleurs de l'agriculture, que nous veillions davantage à l'aménagement et à la protection du sol, surtout dans les zones de collines et de montagnes, que nous intensifions les études d'ensemble et que nous planifions mieux les investissements nécessaires, que nous renforçons la collaboration avec les autres départements ministériels et particulièrement avec ceux de la construction, de l'industrie, des communications, etc.

2. Les rythmes élevés d'intensification mettent en lumière chaque jour davantage **un autre grand problème, celui d'une meilleure satisfaction des besoins des cultures en eau**. Grâce à la politique prévoyante du Parti et à la mise en œuvre des enseignements du camarade Enver Hoxha, dans le domaine des investissements il a été rendu possible que notre pays, même en des années de sécheresse exceptionnelle comme l'a été en 1982, non seulement ne connaisse pas de conséquences catastrophiques, comme les pays bourgeois-révissionnistes, mais tout au contraire, qu'il obtienne des rendements plus élevés que dans toutes les années antérieures. Néanmoins, dans ce cadre, il est certaines questions essentielles qui attirent notre attention:

Premièrement, la nécessité d'une conception et d'une planification plus scientifiques de la satisfaction des besoins recensés des cultures en eau, en harmonie avec les rendements planifiés et avec les espèces de cultures agricoles. Aujourd'hui, même les superficies considérées comme irriguées sont couvertes par des capacités diverses, dans certains cas insuffisantes. Cela se produit dans certains cas même pour la zone prioritairement intensifiée.

C'est ainsi par exemple qu'alors que le canal Vjose-Levan-Fier couvre toutes les terres qu'il irrigue, avec un débit de 4 200 m³ d'eau par hectare, le grand réseau de Thana à Lushnje ne le fait qu'avec 2 600 m³/ha. L'intégration des hybrides sur toute la surface cultivée en maïs, l'élévation sensible du rendement des cultures fourragères et des légumes, les besoins d'arrosage de terres de blé, des vignes, des arbres fruitiers, etc., rendent indispensable que l'étude et la construction de nouveaux ouvrages d'irrigation soient fondés sur des critères mieux étudiés. Parallèlement, il est nécessaire que les

possibilités de réaménagement et d'augmentation de la capacité des ouvrages d'irrigation existants, des canaux, des systèmes de drainage, des digues, des stations de pompage, etc., soient également revues et concrétisées. Il faudra veiller particulièrement à étendre les superficies irriguées surtout dans les zones de collines et de montagnes, à travers une meilleure exploitation des réserves hydriques, en construisant aussi des ouvrages d'irrigation plus simples et plus réduits, qui ne requièrent pas de gros investissements.

Deuxièmement, afin d'accroître l'efficacité de l'utilisation de l'eau à des rythmes plus rapides, il faudra introduire **les méthodes et les techniques nouvelles plus rationnelles d'irrigation avec des normes réduites**. A cette fin, parallèlement à une meilleure application des autres méthodes, il est nécessaire d'étendre plus vite la pratique de l'arrosage automatique et par aspersion des terres. De même, un meilleur travail est exigé pour propager l'expérience acquise dans la construction des systèmes complexes d'irrigation dans les massifs de cultures fruitières de Lukove, de Yonuphre, dans la Couronne de Tirana, etc.

Troisièmement, les études récentes ont mis en relief un nouveau problème qui se pose à tous les districts du pays, celui de la protection des réservoirs contre les dépôts pierreux consécutifs aux érosions. Chaque année, de ce fait, la capacité d'irrigation des réservoirs, diminue de plusieurs centaines d'hectares. D'où la tâche urgente de projeter et de prendre les mesures pour ralentir et pour réduire au minimum ce phénomène aux conséquences négatives pour la production.

3. Un autre groupe de questions qui se posent est celui de la nécessité d'augmenter la diversité des engrais et **d'élever surtout leur coefficient d'utilisation bénéfique**. L'expérience avancée et l'expérimentation scientifique font apparaître la grande nécessité, et les riches possibilités existant pour cela dans toutes les exploitations agricoles du pays, d'augmenter les engrais organiques. L'amas, l'élaboration et l'utilisation suivant des critères scientifiques de ces engrais constituent de grandes sources irremplaçables pour l'élévation de la fertilité du sol et du rendement des cultures. D'autre part, une judicieuse combinaison des engrais organiques avec les engrais minéraux, le perfectionnement des méthodes d'utilisation, leur planification et leur épandage fondés sur des études scientifiques agrochimiques et pédologiques, constituent des maillons clés pour élever le coefficient d'utilisation efficace des engrais en général.

4. **L'introduction de semences à capacité productive élevée dans la production facilite les tâches de l'intensification**. Les exploitations les plus avancées du pays, avec leurs résultats élevés, sont en train de réduire énormément la différence existant entre la capacité biologique productive des semences et leur rendement effectif. Le but est que, de pair avec une haute capacité productive, les nouvelles semences aient la propriété de s'adapter aux zones écologiques concrètes, qu'elles résistent mieux aux maladies, aux agents nuisibles, à la sécheresse, au froid; qu'elles aient aussi de bonnes qualités chimiques et technologiques en vue de leur élaboration industrielle. Eh même temps que nos centres de sélection connus, comme l'Institut du maïs et du riz à Shkodër, l'Institut de la recherche agricole à Lushnje et l'Institut supérieur agronomique à Tirana, il est demandé que les autres centres scientifiques de ce secteur disent aussi leur mot plus vite et plus clairement.

5. Un autre problème important est celui de **l'élévation du degré de mécanisation des travaux agricoles**. Les besoins de mécanisation croissent, tant pour répondre à l'élévation du volume des travaux consécutifs à l'accroissement de la production, que pour améliorer le rapport entre les travaux mécanisés et ceux qui ne le sont pas. Au cours de ce plan quinquennal et dans les années qui suivront, de pair avec une meilleure exploitation de la capacité motrice et des mécanismes existants, il est nécessaire de mener un travail mieux étudié pour introduire dans la production des mécanismes modernes, pour améliorer la structure de la puissance motorisée (en augmentant le nombre des tracteurs puissants), afin d'utiliser des moyens nouveaux, ainsi que des appareils combinés et complexes, pour mettre en service à plus grande échelle des semeuses précises, etc.

Il faudra en priorité **élever le niveau de mécanisation dans les périodes de «pointe» des travaux des cultures massives**. Il s'agit ici des semailles, des moissons et des battages, ainsi que de l'ensilage des aliments et des autres opérations nécessaires dans l'élevage, des drainages, des arrosages ainsi que des services des cultures fruitières, etc. Dans ce cadre, l'industrie mécanique se voit assigner des tâches

particulières afin de produire sur place, plus rapidement, plus abondamment et d'une plus haute qualité, des machines et des pièces de rechange.

L'élévation du degré de mécanisation se rattache aussi à une meilleure satisfaction des besoins des entreprises et des coopératives agricoles en moyens de transport. Ainsi que l'a recommandé le Parti, il faudra à cette fin élargir la production, organiser et utiliser plus judicieusement tous les moyens de transport intérieur, en commençant par les moyens les plus simples, les transports automobiles et jusqu'aux téléphériques.

6. Dans l'élevage, l'effet de l'harmonisation des facteurs de production est encore plus sensible. Dans cette branche il existe une série de rapports généraux et particuliers, qui doivent être mieux coordonnés entre eux, comme ceux qui se créent entre les conditions climatiques, la race, l'alimentation et les autres techniques d'entretien du bétail.

Dans une situation d'élevage intensif, **la mise en place de la base alimentaire revêt, comme l'a souligné le Parti, une importance particulière.** Pour la production des plantes fourragères, l'objectif visant à doubler ou à tripler leurs rendements demeure encore, en dépit des succès des deux premières années de ce quinquennat, à réaliser dans les années qui viennent. La production de plantes fourragères dans la quantité et la qualité requises à toute saison de l'année et leur utilisation efficiente exigent le perfectionnement des structures des cultures fourragères, l'établissement de rapports plus justes dans l'alimentation du bétail entre les aliments frais, les aliments secs et les aliments concentrés; un meilleur équilibre entre l'alimentation énergétique et l'alimentation protéique, ainsi qu'une meilleure coordination de ces rapports avec la préparation régulière et en temps voulu de ces aliments, avec les capacités de transports et de magasinage requises. Ces problèmes sont rendus encore plus évidents par la création de grandes concentrations dans l'élevage, par l'introduction de technologies avancées.

Les pâturages constituent une grande réserve insuffisamment exploitée. Ils représentent une grande richesse nationale, qu'il convient de mettre en valeur et de traiter encore mieux pour assurer la base alimentaire de l'élevage. Le travail entrepris doit s'étendre sur de plus grandes surfaces et des mesures doivent être prises pour en intensifier la production. Une initiative prometteuse dans ce sens est celle qu'a prise la coopérative agricole de Peza à Tirana pour l'aménagement financé conjointement avec l'Etat, de pâturages cultivés sur de vastes superficies de terrains de collines. Il est nécessaire de mener un travail plus attentif et fondé sur des critères scientifiques pour préparer les troupeaux nécessaires à **la restructuration de notre élevage**, afin d'assurer non seulement l'accroissement numérique et une structure appropriée des âges en ce qui concerne les vaches, les porcs, les moutons, les chèvres, la volaille, etc., mais aussi pour améliorer encore les indices des différentes races et des différents produits de l'élevage.

7. L'harmonisation des facteurs de production doit être toujours considérée en étroite liaison avec la participation active des forces humaines. La modernisation de l'agriculture, nous enseigne le camarade Enver Hoxha, doit aller de l'avant, mais il ne faut en aucune manière que cela nous conduise à sous-estimer les forces de travail. Au contraire, celles-ci «... doivent être toujours considérées comme le facteur déterminant du développement et de la modernisation de l'agriculture». (Enver Hoxha. *Rapport au VII^e Congrès du PTA*, éd. fr., pp. 59-60, Tirana, 1976.)

III. La concentration, la spécialisation et la rotation des cultures, nécessité du développement intensif de la production

Le processus dynamique de développement de notre agriculture exige l'élévation ultérieure du niveau scientifique de direction et d'organisation de la production. Au stade actuel d'intensification de l'agriculture, il est particulièrement important d'assurer, de pair avec tous les éléments d'une bonne direction et d'une bonne organisation, le perfectionnement de la concentration, de la spécialisation, de la coopération et de rotations des cultures. Comme l'a dit le camarade Enver Hoxha, «il convient d'effectuer un travail plus attentif pour répartir le plus judicieusement possible les cultures agricoles, l'élevage et les cultures fruitières entre les différents districts et les diverses zones et exploitations agricoles, pour accentuer la concentration et la spécialisation de la production agricole». (Enver Hoxha. *Rapport au VII^e Congrès du PTA*, éd. fr., pp. 59-60, Tirana, 1976.) Ces dernières années, la propagation de l'expérience complexe de la coopérative de type supérieur de Plasa a été mise à la base de ce travail.

En s'attachant à la tâche essentielle, à savoir, la consolidation ultérieure de la production de céréales panifiables, la coopération fondamentale entre ces deux branches essentielles, l'agriculture et l'élevage, on a assuré une meilleure répartition des cultures des champs, des cultures fruitières, de l'élevage, etc. En ce qui concerne les céréales panifiables, on s'emploie à en assurer une meilleure concentration et répartition conformément aux conditions écologiques et à la base matérielle et technique. Toutes les superficies cultivées en maïs sont irriguées et la surface des terres semées continûment de blé ont été réduites. De même, la création de nouvelles plantations d'arbres fruitiers, la mise en place de complexes pastoraux dans beaucoup de zones et de districts, l'augmentation prioritaire du menu bétail dans les zones de collines et de montagnes permettent d'assurer une meilleure répartition de la production et accentuent la coopération entre les branches de l'agriculture et de l'élevage.

a) En même temps que s'améliore la répartition des cultures se perfectionnent aussi la concentration et la spécialisation de la production agricole et pastorale entre les divers districts et les diverses zones. Le coton est concentré dans quatre districts, le riz dans cinq districts, au lieu de huit auparavant, et le tabac dans treize districts au lieu de vingt. Des améliorations ont également été faites dans les cultures de la betterave, de la pomme de terre, du soja, etc. La concentration et la spécialisation accrues sont en train de prendre une signification plus large, particulièrement dans les exploitations de chaque district et dans les secteurs et les brigades à l'intérieur de chaque exploitation. Pour cela il a fallu combattre la conception de la «mosaïque» des cultures agricoles, qui se traduit par la tendance à «tout produire au sein de chaque secteur ou de chaque brigade.» Le travail tendant à accroître la concentration et la spécialisation et, en particulier, la propagation de l'expérience de la coopérative de Plasa se sont heurtés aux menées hostiles de l'agent multiple Mehmet Shehu, qui, sous des formes et par des voies diverses, s'est évertué, des années durant, à empêcher la rapide propagation de cette expérience.

b) La pratique a démontré que l'efficacité accrue de la concentration et de la spécialisation des cultures est étroitement liée à la rotation des cultures. Toutes les exploitations agricoles et tous les organismes de l'agriculture ont pour devoir d'étudier avec sérieux et selon toutes les exigences scientifiques, l'élaboration et l'établissement des rotations agricoles dans tout le pays et surtout dans la zone où l'intensification doit être intensifiée prioritairement au cours de ce quinquennat. Le problème consiste à choisir des schémas et des types de rotations qui s'adaptent le mieux possible à la direction économique, à la concentration et à la spécialisation de la production, aux conditions naturelles et climatiques de chaque exploitation et de chaque secteur. D'autre part, l'expérience démontre que l'application des rotations des cultures, surtout en raison de la durée relativement longue qu'exige leur parfaite application, n'est pas un problème facile à résoudre. Les conceptions et les difficultés auxquelles il se heurte entre autres peuvent être surmontées avec succès lorsque les cadres et les spécialistes travaillent avec persévérance, maîtrisent bien la science et fondent chacune de leurs actions sur des études approfondies. En dépit des tendances positives qui se font jour, des améliorations sont encore possibles dans la structure des cultures, surtout dans les rapports entre les cultures sarclées et celles qui ne le sont pas, au profit des premières, entre les plantes enrichissantes et les autres cultures, au profit des premières, ainsi qu'entre les cultures premières et les cultures dérobées.

c) Dans le cadre du développement intensif de l'agriculture dans tout le pays, le Parti a donné comme directive de s'attacher prioritairement à assurer le rapide développement économique et social **des zones de collines et de montagnes**. L'expérience accumulée jusqu'à ce jour a incité à revoir et à résoudre, dans ces zones, des problèmes concernant le perfectionnement de la direction économique des entreprises et des coopératives agricoles, l'amélioration de leur situation économique et financière, le perfectionnement de la structure des cultures des champs, des cultures fruitières, et des espèces et des races de bétail, l'étude et la meilleure solution des problèmes du transport intérieur, etc.

Sur la base des études effectuées, on entreprendra, dès l'année en cours, le travail pour mettre en œuvre la spécialisation pastorale de 29 coopératives agricoles des zones de collines et de montagnes. Jusqu'en 1986, parallèlement à l'accroissement du nombre des bovins producteurs de viande, le nombre du menu bétail augmentera de 65 pour cent. La production de lait et de viande et les revenus, etc., augmenteront à des rythmes élevés. La spécialisation pastorale de ces 29 coopératives servira aussi d'exemple pour l'extension de cette expérience aux autres coopératives de ces zones.

d) Une efficience accrue de la concentration, de la spécialisation, de la coopération et des rotations des cultures exige aussi un plus haut niveau de **tous les autres éléments de la direction et de l'organisation scientifique de la production et du travail**. En premier lieu, il est nécessaire d'élever le niveau scientifique de la planification, à tous les maillons et à tous les niveaux de direction de l'agriculture, d'accroître encore le rôle des cadres et des spécialistes pour renforcer la discipline du plan, la discipline technique et technologique et la discipline du travail, de raffermir encore le contrôle de l'exécution des tâches, de perfectionner la petite organisation du travail pour chaque unité organisationnelle et cela jusqu'au niveau de la brigade, etc. Dans les conditions de la concentration, de la spécialisation et de la mise en place des rotations des cultures, le **rôle de la brigade**, en tant qu'unité de base de la production, reste élevé. Mais les brigades se sont vues confrontées aussi à des problèmes qui concernent leur propre conception dans des conditions nouvelles. Telles sont ceux des dimensions que les différents types d'entre elles doivent avoir dans les zones de plaines, dans les zones de collines et de montagnes. Doivent-elles travailler constamment sur la même superficie de terrain ou bien suivre les cultures sur les surfaces où les conduisent les rotations, etc ? Il faut donc que les économistes et les spécialistes et autres cadres de l'agriculture procèdent à des études plus approfondies et disent leur mot avec plus de compétence et sans perdre de temps.

IV. L'intensification de l'agriculture exige un travail scientifique encore plus approfondi et l'application de ses réalisations dans la production

Les fruits de la pensée et du travail scientifiques se retrouvent aujourd'hui concrétisés dans chaque branche et chaque secteur de l'agriculture. La meilleure illustration des réalisations de nos exploitations agricoles nous est fournie par les résultats de nos exploitations d'avant-garde désormais connus de tous. Mais, comme l'a indiqué le camarade Enver Hoxha au VIII^e Congrès du Parti, «Les nombreux problèmes qui concernent l'intensification de l'agriculture ne peuvent être résolus avec succès que si toute la production agricole est assise sur des bases rigoureusement scientifiques». (Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, éd. fr., p. 39, Tirana, 1981.)

Notre pays dispose désormais de la base et de l'équipement intellectuel et matériel nécessaires pour mener à bien cette tâche. Actuellement nous avons en fonction pour les besoins de notre agriculture six instituts et dix stations de recherche scientifique, ainsi que plus de trente chaires d'établissements supérieurs. En même temps, des milliers de spécialistes et de travailleurs de la production se consacrent à la recherche scientifique. Parmi eux a mûri et domine aujourd'hui une pensée scientifique avancée. Le développement de nos sciences agricoles a atteint dans le domaine des études, des expérimentations, des projets et de leur mise en œuvre, un potentiel qui leur permet, en coordination avec l'expérience avancée du pays et avec les meilleures réalisations de la science et de la technique progressistes mondiales, de résoudre des problèmes des plus complexes.

Pour que la science guide encore mieux notre développement économique et social, dans l'immédiat et à long terme, il est nécessaire que tout le travail et l'activité de recherche scientifique soient intensifiés et améliorés dans certaines directions.

Premièrement, les études de caractère complexe doivent prendre de nouvelles et plus vastes dimensions et s'approfondir encore. Cela est dicté par le fait que les hauts rendements que présuppose la production intensive sont le résultat de l'action complexe et simultanée de tous les facteurs (sol, engrais, eau, plante, etc.) et doivent donc être étudiés dans leur liaison et leur interaction dialectique. Ces études doivent être menées non seulement pour harmoniser les branches productives des exploitations agricoles entre elles, mais aussi avec les autres branches de l'économie nationale, surtout avec le développement des industries légère et alimentaire, avec le commerce, les transports, la construction, etc. L'élévation du niveau scientifique des études exige une plus large utilisation des **méthodes** modernes de recherche et des réalisations des sciences biologiques, mathématiques, de la technique de calcul, etc.

Deuxièmement, il convient de renforcer et d'approfondir les aspects économiques, financiers et organisationnels des études pour élever l'efficience des mesures et des méthodes nouvelles qui sont appliquées dans la production. Il est de fait que lorsque les nouvelles mesures techniques ont été prises en tenant compte aussi de leurs aspects économiques et financiers, leur propagation et leurs effets positifs ont été plus notables.

C'est ainsi par exemple que le travail préventif en matière d'agents destructeurs du sol a limité l'emploi, dans les cultures des champs, d'insecticides et d'autres produits chimiques jusqu'à 30-35 pour cent de leur superficie. Cela a permis d'économiser chaque année de millions de leks et, dans le même temps, de préserver l'environnement naturel de la pollution.

Troisièmement, il convient d'écourter l'intervalle entre l'achèvement des études et leur pleine application dans la production. Actuellement, cet écourtement constitue une des plus grandes possibilités latentes d'élever l'efficacité du travail scientifique. Il est fondamental que ce que l'on a étudié et expérimenté avec des résultats positifs passe à grande échelle à la grande production, et cela dans les plus brefs délais. Cela requiert la prévision en temps opportun, la coordination et la mise en œuvre d'une série de mesures organisationnelles, techniques et de propagande. Certaines des études achevées, qu'il convient de mettre plus rapidement en application dans la production, portent sur l'amélioration des terres, surtout des terres acides et salées. En ce qui concerne les semences, il est nécessaire d'introduire dans la pratique de l'amélioration génétique des plantes, les méthodes de leur multiplication accélérée, de l'élévation du coefficient de multiplication, de production dans des milieux protégés, ainsi que mettre à profit l'espace géographique pour obtenir deux générations ou davantage par an.

Quatrièmement, il faut améliorer le travail d'organisation des études prospectives. L'accroissement continu de la production agricole, son caractère complexe et à long terme, où s'entrelacent plus que partout ailleurs le processus économique de reproduction avec le processus naturel, posent la nécessité de mieux coordonner dans l'avenir les plans quinquennaux de développement avec les études prospectives. Ces études à long terme ouvriront de nouveaux horizons au développement des forces productives, à la prévision de l'évolution des rendements des plantes et de la productivité de l'élevage, au développement des éléments particuliers de la base matérielle et technique, à l'évolution des processus démographiques dans les campagnes, etc. Les études prospectives dans l'agriculture doivent être menées à tous les niveaux, au niveau du pays, de chaque district, zone ou exploitation particulière, et coordonnées avec les études menées dans les autres branches de l'économie. Nos sciences, et en particulier nos sciences économiques et sociales, doivent accentuer leur caractère de synthèse et répondre mieux à la mise en œuvre de notre politique économique dans le domaine de l'agriculture, accroître le volume des études préparatoires et en élever le niveau. L'exécution des directives du Parti et des enseignements du camarade Enver Hoxha pour l'étude des processus économiques et sociaux et pour le perfectionnement des formes d'organisation et de direction de l'économie, pour une socialisation plus poussée de la propriété socialiste, constituent un nombreux groupe de problèmes qu'il convient de concrétiser et de faire avancer par des études appropriées et des applications dans la voie de la construction socialiste.

V. L'efficacité accrue de la production, partie intégrante de l'intensification de l'agriculture

La réalisation des grandes tâches qui incombent à l'agriculture dans le 7^e plan quinquennal exige, comme l'indique le camarade Enver Hoxha, que «... la terre et toute la base matérielle et technique relativement puissante et multiple, mise en place, soient exploitées de façon plus efficace afin d'obtenir la plus grande quantité possible de produits végétaux et animaux avec le moins de frais possible». (Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, éd. fr., pp. 37-36, Tirana, 1981.)

Les tâches fixées par le Parti pour assurer une utilisation rationnelle et hautement efficace de la base matérielle et technique, et du travail abstrait dans l'agriculture, **ne concernent nullement la limitation et la réduction des frais de production.** La politique économique de notre Parti a toujours été fondée sur la conception marxiste-léniniste de l'efficacité de la production, de l'avantage économique, de la rentabilité et de la productivité sociale du travail. L'expérience de bon nombre d'exploitations agricoles de notre pays atteste que les facteurs d'accroissement de la production, comme l'utilisation rationnelle des sources de travail, l'exploitation hautement efficace de la base matérielle et technique, l'efficacité accrue des investissements etc., s'ils sont judicieusement utilisés, tendent à **élever en même temps l'efficacité économique.** C'est ce que confirment entre autres les réalisations enregistrées jusqu'à ce jour. Par ailleurs, la production agricole globale dans le secteur d'Etat avait augmenté en 1982 de 28 pour cent par rapport à 1975; de même, dans le secteur coopératif, les revenus par travailleur ont augmenté, l'accumulation s'est accrue et le bien-être des coopérateurs s'est amélioré.

En dépit de ces réalisations, l'intensification plus poussée de l'agriculture fait surgir, en matières d'efficacité, certains problèmes.

1. Avant tout, il est nécessaire **d'élever encore l'efficacité économique de l'utilisation des investissements au titre des fonds fixes**. L'Etat et les coopératives elles-mêmes accroissent les investissements dans chaque domaine de la production agricole. Mais ce qui est essentiel, c'est d'harmoniser le mieux possible les types d'investissements entre eux, afin qu'ils soient le plus efficaces possible. Une fructueuse expérience a été acquise dans ce sens par beaucoup d'économies agricoles et de branches de la production.

L'entreprise agricole de Lukove, établissant son travail sur des bases scientifiques, a élevé l'efficacité des investissements dans les cultures fruitières, réduisant de moitié environ les délais d'amortissement prévus. C'est dans cette voie qu'avancent aussi nombre d'autres entreprises, comme celles de Dibër, de Korçe, de Pogradec, de Tirana et d'autres districts encore, en ce qui concerne les cultures fruitières; les ensembles d'élevage des entreprises «29 novembre» à Lushnje, «17 novembre» à Tirana, etc.

Malgré tout, l'expérience accumulée jusqu'ici atteste que **les rythmes d'accroissement des investissements et des fonds fixes ne s'accompagnent pas partout des mêmes rythmes nécessaires d'augmentation de la production**.

C'est pourquoi, il est exigé qu'à l'avenir la planification, les projets, les devis et leur mise en œuvre soient d'un niveau scientifique plus élevé. Il est nécessaire que les investissements, selon les différents secteurs et les différentes branches, soient réalisés de front et de manière concentrée, en étant mieux fondés sur la base matérielle et technique nécessaire.

La pratique révèle que, ça et là, des disproportions sont tolérées en ce domaine. Dans les cultures fruitières, les nouvelles plantations, dans certains cas, entrent avec un grand retard dans la production, elles n'ont pas le nombre de plants prévu. Le réaménagement des anciennes plantations n'est pas toujours harmonisé comme il se doit avec la création de plantations nouvelles et avec la production de plants en temps opportun, avec leur quantité, leur qualité et leur variété. Le recours, ces derniers temps, aux moissonneuses-batteuses pour les récoltes de maïs dans la zone d'intensification prioritaire, fait ressortir qu'il convient, tout en employant ces machines, d'accroître la capacité des séchoirs, des aires et des entrepôts. Aussi est-il indiqué de mieux harmoniser dans l'agriculture l'ordre, la mesure et la destination des investissements avec les conditions de climat et de sol, avec la structure de la production, avec la direction économique et le niveau d'intensification de la production dans chaque district et dans chaque exploitation,

2. Les problèmes de **l'efficacité économique des frais de production** présentent de l'importance.

Premièrement, il est des exploitations dans lesquelles les **rythmes d'accroissement des dépenses par hectare n'ont pas été suivis des rythmes correspondants des rendements des cultures agricoles**.

Deuxièmement, l'efficacité accrue des frais de production exige l'établissement et l'application de rapports judicieux entre les dépenses matérielles et les dépenses de travail abstrait.

On constate aussi des disproportions entre les cultures agricoles dans la répartition de la base matérielle. Ainsi, par exemple, dans certaines exploitations, les dépenses matérielles atteignent pour le blé 37 pour cent du total des frais, alors que pour le coton elles n'en représentent que 22 pour cent. Il apparaît donc nécessaire de répartir la base matérielle et technique selon des critères plus scientifiques, en utilisant largement les méthodes des normes et des balances.

Troisièmement, dans l'élevage, les **coûts de production dans nombre de secteurs et d'exploitations sont encore élevés**, ce qui s'explique surtout par les carences dans la mise en place et l'utilisation de la base alimentaire et surtout par le coût élevé des aliments frais. Il y a encore des exploitations agricoles qui produisent les aliments frais à un coût élevé. D'autre part, la faible efficacité de l'utilisation des aliments dans certaines exploitations reste basse. L'Entreprise agricole de Bushat utilise pour chaque quintal de lait 1,7 quintal d'unité alimentaire, alors que le complexe des vaches de l'Entreprise agricole de Kamze n'en utilise en moyenne que 1,2 unité. Et il y a bien d'autres cas de ce genre.

Des problèmes d'efficience se posent dans tous les domaines de la production agricole et pastorale. A l'avenir ces problèmes devront être étudiés plus à fond et attirer davantage l'attention de nos cadres et spécialistes de la production et des établissements de recherches scientifiques.

L'intensification de notre agriculture est un processus qui tend à s'accroître constamment sur la base de la théorie marxiste-léniniste, des enseignements de notre Parti et du camarade Enver Hoxha. La réalisation des objectifs fixés par le VIII^e Congrès du Parti pour le développement général et l'intensification de notre agriculture constitue une base puissante pour la satisfaction des besoins croissants du pays en produits végétaux et animaux, pour une judicieuse solution des problèmes que fait surgir le développement de la vie dans les campagnes et, dans l'ensemble, la construction intégrale de la société socialiste dans notre pays.

L'EFFICIENCE ACCRUE DE NOTRE ECONOMIE, FACTEUR PRIMORDIAL DE LA REALISATION DES TACHES DU PLAN ET DE LA BONNE MARCHE DES PROCESSUS ECONOMIQUES

Professeur Hekuran Mara

Niko Gjyzari, Vice-ministre des Finances

La science économique marxiste-léniniste a élaboré une conception juste, cohérente et valable, dans la théorie et dans la pratique, de l'efficacité de l'économie dans son ensemble et des différentes branches et entreprises en régime socialiste. Cela a également permis de mettre en lumière les facteurs qui conditionnent cette efficacité.

Ces notions concernant l'efficacité économique, nous n'avons pu les acquérir que grâce à l'enrichissement, pas après pas et sans discontinuité, de la théorie et de la pratique du fonctionnement d'une économie socialiste authentique, dans une lutte acharnée et incessante contre les vues et les pratiques capitalistes, bourgeoises et révisionnistes, en nous fondant constamment sur le marxisme-léninisme. La contribution qu'ont apportée en ce domaine la pensée théorique du PTA, les enseignements du camarade Enver Hoxha et notre réalité historique, est une des composantes de ce processus.

I

Notre expérience de longues années et les leçons qui en ont été tirées nous ont convaincu que **le problème de l'efficacité dans l'économie socialiste ne peut être posé et encore moins résolu de façon juste si on le considère comme détaché du but de la production sociale**. Aussi, la satisfaction toujours meilleure des besoins de toute la société constitue-t-elle le fondement de la conception marxiste-léniniste de l'efficacité dans l'économie socialiste.

Mais ce n'est pas tout. Puisqu'il a été démontré et admis que le plan d'Etat matérialise pour chaque période de temps donnée (annuelle ou quinquennale) les intérêts et les besoins de la société (qu'il s'agisse des besoins de la production ou de la consommation individuelle et sociale), ainsi que les ressources et les possibilités dont elle dispose pour les satisfaire, il en découle que le critère qui reflète l'élaboration et l'accomplissement du plan global avec les dépenses minimum de travail abstrait et concret sera considéré comme le critère le plus naturel, le plus exact et le plus approprié de l'efficacité de l'économie dans son ensemble.

Sur cette base, chaque nouvel accroissement du produit social et du revenu national, qu'accompagnent aussi l'accroissement prioritaire en valeur absolue de l'accumulation, ainsi que la garantie et l'élévation systématique du bien-être de la population, équivaut à une élévation réelle de l'efficacité de l'économie dans son ensemble. La poursuite conséquente de cette logique conduit à la conclusion irrécusable que l'efficacité d'une branche, d'une entreprise ou d'une coopérative particulière se mesure et s'évalue nécessairement au degré d'accomplissement de l'ensemble des tâches fixés par le plan d'Etat et aux dépenses engagées pour les réaliser. Le critère de la mesure, de l'évaluation et de la manifestation de l'efficacité à chaque maillon de l'économie, à travers la confrontation de la production obtenue avec les dépenses qu'elle a nécessitées, est un critère juste et véritablement socialiste, de quelque point de vue, politique, économique ou social, qu'on le considère. C'est la plus haute efficacité que notre économie socialiste planifiée vise à atteindre et à assurer de façon constante et stable. Ce type d'efficacité assure le développement incessant et accéléré de notre économie socialiste, l'accroissement de l'accumulation, l'élévation du bien-être de la population, ainsi que le renforcement de l'indépendance politique et économique du pays.

Notre conception marxiste-léniniste de l'efficacité se distingue et diffère fondamentalement de la conception et des pratiques capitalistes, bourgeoises et révisionnistes de l'économisme et du profit. Les révisionnistes modernes, sur le plan des principes comme dans la pratique, mettent l'obtention du profit maximum à la base de l'efficacité de la production sociale. Cette efficacité-là est une efficacité typiquement capitaliste, car le profit est proclamé et recherché comme le but suprême de toute activité économique et financière, à l'échelle de l'ensemble de l'économie, de chaque branche ou de chaque entreprise, à travers l'exploitation du labeur des ouvriers et des paysans. C'est la raison pour laquelle,

dit le camarade Enver Hoxha, «Les révisionnistes modernes se sont livrés à une démagogie effrénée lorsqu'ils ont sapé l'économie socialiste avec leurs «réformes» économiques, en affichant le slogan de l'élévation de l'efficacité de la production». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 79.)

Près de quatre décennies de notre construction socialiste suffisent comme laps de temps pour affirmer en généralisant que l'une des caractéristiques les plus importantes du développement historique des forces productives à l'époque du Parti, a été l'accroissement incessant, en valeur relative et absolue, du produit social total et du revenu national. Cette tendance dynamique a permis l'obtention des résultats prévus sur le plan stratégique de la construction et de la défense du socialisme par nos propres forces.

Pour se convaincre qu'il ne s'agit pas là d'une assertion gratuite, abstraite ou de caractère purement académique, mais d'une réalité bien définie, nous citerons quelques chiffres essentiels qui nous permettront de mesurer et d'apprécier avec précision aussi bien le développement quantitatif des forces productives que l'efficacité assurée par ce développement. En 1980, le produit social total avait augmenté de 11,4 fois par rapport à 1950 et, calculée par habitant, cette augmentation est de 5,2 fois. Au cours de la même période, la production industrielle a augmenté de plus de 33 fois, et de 15,2 fois si on la calcule par habitant, alors que la population s'accroissait de 2,2 fois. Au cours des années 1981-1982 également, le produit social et le revenu national ont enregistré des accroissements qui sont parmi les plus importants réalisés au cours de la période antérieure. Aujourd'hui la population active dans les diverses branches de notre économie dépasse numériquement la population totale du pays avant la libération.

Tels sont certains des indices synthétiques qui témoignent de cette nouvelle et haute efficacité historique qu'a assurée notre système socialiste d'économie. Ce type d'efficacité est inconcevable et irréalisable sous le système économique capitaliste, bourgeois et révisionniste. C'est là une des raisons pour lesquelles notre économie socialiste a jeté par-dessus bord et ne connaît plus les dilemmes chroniques des crises, de la stagnation, du chômage, de l'inflation, de la hausse des prix, des emprunts intérieurs et extérieurs, qui sont devenus les signes de l'époque dans le monde capitaliste, bourgeois et révisionniste. Ces maux sévissent aujourd'hui comme ceux de la boîte de Pandore dans tous les pays de ce monde-là, qu'ils soient grands ou petits, industriellement avancés ou moins avancés.

La crise profonde que connaît actuellement le monde capitaliste a mis à nu l'échec des «réformes économiques» qui ont été appliquées en Union soviétique et dans les autres pays révisionnistes, ainsi que la faillite de la prétendue «autogestion ouvrière» des titistes. Cette crise ne peut être dissimulée par aucune sorte de démagogie sociale bourgeoise et révisionniste ni par le «souffle spirituel» que répandent les dispensateurs de la «bénédictio divine».

II

L'efficacité toujours croissante de la production a été et demeure un trait immuable de notre, système socialiste d'économie. C'est là, entre autres, une des raisons pour lesquelles dans l'objectif économique fondamental fixé par le VIII^e Congrès du PTA pour le 7^e plan quinquennal, l'efficacité accrue de notre économie, est considéré comme un des maillons décisifs permettant de réaliser avec succès les tâches de ce plan et d'assurer la bonne marche des processus économiques.

Une série de facteurs objectifs nous dictent de tourner plus que jamais nos regards vers l'efficacité, et de mettre un accent particulier sur ce problème pour assurer le développement de notre économie au cours du 7^e plan quinquennal et à plus long terme. En voici les principaux:

1. L'analyse de tous les facteurs de développement nous conduit à la conclusion que notre économie, à l'avenir, et non seulement au cours du 7^e quinquennat, possède toutes les possibilités pour continuer de se développer sans oscillations et à des rythmes relativement élevés en se fondant entièrement sur ses propres forces, sur les ressources intérieures, matérielles, financières, monétaires et de travail. L'efficacité accrue de notre économie est et doit devenir toujours plus un des facteurs primordiaux de ce développement.

2. L'accroissement en valeur absolue du produit social total et sa complexité toujours plus grande conduisent inévitablement à l'augmentation en valeur absolue des dépenses matérielles. Le problème à résoudre maintenant est que cette tendance s'accompagne à tout prix d'une diminution

relative des richesses naturelles et des sources énergétiques utilisées pour la formation du produit social total, et de la baisse des prix de revient par unité de production; que l'accroissement du produit social total soit assuré en premier lieu et principalement par l'élévation de la productivité sociale du travail, que les revenus des travailleurs augmentent plus rapidement que le produit social total; que le taux de l'accumulation productive soit maintenu à un niveau relativement élevé.

3. Un autre facteur qui rend le problème de l'efficacité encore plus aigu au cours du 7^e quinquennat est l'intégration, dans une mesure accrue, des richesses naturelles du pays dans la circulation économique. L'extraction des minéraux utiles, sans parler des autres richesses, doublera au cours du 7^e quinquennat par rapport à la même période précédente. Il en découle pour nous l'obligation impérieuse d'élever le degré d'efficacité de leur utilisation, car la plupart d'entre eux sont des richesses non renouvelables, et en tant que tels, ils ne sont pas le bien d'une seule génération, mais de plusieurs.

4. Le Parti a souligné à juste titre et sans relâche que les taux de croissance de la population dans notre pays (des plus élevés en Europe depuis les années 50 de ce siècle) témoignent de la vitalité du système socialiste de l'économie et de la supériorité du socialisme sur le capitalisme. Dans le même temps, cet accroissement s'est accompagné du plein emploi de la population en état de travailler, ce qui a joué comme un facteur important de l'accroissement du produit social total et du revenu national, ainsi que de l'élévation systématique du niveau de vie de la population.

Sans aucun doute, les phénomènes démographiques qui ont caractérisé jusqu'à ce jour la construction du socialisme dans notre pays se manifesteront-ils aussi dans l'avenir et notre économie socialiste a toutes les possibilités de s'y adapter avec succès. Mais il va de soi que tant le plein emploi des nouvelles forces de travail, que l'élévation du niveau de vie des masses travailleuses exigent une lutte incessante, des efforts et un travail inlassables, une pensée novatrice et créatrice, pour découvrir et intégrer avec une haute efficacité les richesses naturelles, dans la circulation économique et pour créer de nouveaux emplois; cela exige une élévation de la productivité, un accroissement de l'accumulation et des investissements fondamentaux de façon ininterrompue et à des rythmes toujours accrus.

III

La théorie marxiste-léniniste et les données concrètes démontrent de façon irréfutable que **l'efficacité de notre économie, est la résultante de la réalisation de l'ensemble des objectifs du plan, de tous ses indices économiques et financiers.** Ainsi les données des deux premières années du 7^e quinquennat attestent clairement que toutes les entreprises et coopératives qui ont réalisé les tâches du plan de production quant à la quantité et à la structure, ainsi que les objectifs fixés en matière de rendement, de prix de revient et de rentabilité, ont également obtenu une efficacité d'ensemble. La conclusion que nous en tirons est que, sans lutter pour accomplir les tâches du plan dans tous ses indices économiques et financiers, on ne peut espérer atteindre le degré d'efficacité souhaité, car la mesure de la réalisation de l'ensemble des tâches du plan conditionne aussi le degré d'efficacité. La notion socialiste même d'efficacité n'admet pas d'autre logique, et les principes et les lois économiques du socialisme n'admettent pas non plus d'autre alternative.

Alors que notre économie se développe sous le signe de la priorité toujours plus marquée des facteurs intensifs de la production, l'élévation de la productivité du travail constitue le facteur essentiel permettant d'assurer l'accroissement de¹ la production sociale, ainsi qu'une élévation de son efficacité. «Un travail de qualité et à haut rendement est le facteur décisif d'une efficacité accrue de la production et du progrès de l'économie dans son ensemble» (Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, éd. fr., p. 68, Tirana, 1981.), nous enseigne le camarade Enver Hoxha. C'est pour ces raisons qu'aux termes du 7^e plan quinquennal l'élévation de la productivité du travail doit assurer environ la moitié de l'accroissement de la production industrielle globale, alors que, dans l'agriculture, 90 pour cent de l'augmentation de la production proviendra de l'élévation des rendements des plantes agricoles et de la productivité du bétail. C'est là une grande tâche dont la réalisation exige à tout prix la mobilisation et l'engagement de toutes nos forces.

En dépit de la grande acuité avec laquelle ce problème est posé dans notre 7^e plan quinquennal, les tâches fixées pour l'accroissement de la productivité du travail dans les deux premières années n'ont pas été pleinement réalisées dans quelques branches et secteurs de notre économie, en particulier dans l'agriculture.

Les études accomplies et les calculs faits révèlent très clairement qu'aujourd'hui la mécanisation, l'automatisation et la modernisation plus poussées des processus technologiques constituent une grande réserve pour l'élévation de la productivité du travail dans notre économie dans chaque entreprise et coopérative. Sans assurer ce facteur matériel indispensable, on ne peut songer à atteindre une élévation sensible et durable de cette productivité. C'est donc dans cette optique qu'il convient de voir et de réaliser toutes les tâches et les mesures envisagées au cours du 7^e quinquennal pour la restructuration et la modernisation des capacités productives existantes, pour la mécanisation des processus de travail les plus ardues et pour l'adoption de nouveaux processus technologiques. C'est de cet angle de vision qu'il convient de mesurer et d'apprécier le rôle assigné dans ce domaine à l'approfondissement de la révolution scientifique et technique, à notre industrie mécanique avec sa puissante base matérielle et technique, à tout le potentiel de notre pensée créatrice et innovatrice scientifique, économique de nos ingénieurs et de nos techniciens, à toutes les institutions de recherche et scientifiques spécialisées, qui assument les orientations essentielles du développement des forces productives, et de leur demander des comptes.

Toutefois, les résultats des deux premières années du 7^e plan quinquennal révèlent que dans l'accomplissement des tâches fixées pour la restructuration, la modernisation, la mécanisation et l'adoption de processus nouveaux, on enregistre certains retards qu'il convient de combler au plus tôt. Tout retard créé dans ce domaine entrave l'élévation du produit social prévue et de la productivité du travail.

Une réserve tout aussi importante de l'élévation de la productivité du travail dans notre économie réside actuellement aussi dans le facteur humain. Les données des deux premières années du 7^e plan quinquennal indiquent qu'il convient de concentrer avant tout son attention sur l'établissement de normes de rendement et sur le renforcement de la discipline dans le travail. Il est important, en particulier, de mettre en lumière que l'obtention de l'objectif souhaité, ne requiert pas en l'occurrence de dépenses complémentaires de la part de la société, et que toute élévation de la productivité du travail réalisée conduit donc directement à l'élévation de la rentabilité de l'entreprise ou de la coopérative.

Afin que l'objectif fixé par le Parti pour la réalisation et le dépassement des normes de rendement par tous les ouvriers, soit traduit dans les faits, il est indispensable, parallèlement aux mesures tendant à perfectionner la petite organisation dans le lieu de travail et à assurer l'approvisionnement régulier matériel et technique, de porter à un plus haut niveau l'ensemble du travail mené pour la qualification des ouvriers, surtout des jeunes.

Etant donné qu'actuellement 71,4 pour cent du temps de travail effectué suivant des normes est fondé sur des normes techniques, il convient d'assurer une parfaite concordance entre la définition de ces normes avec leur contenu réel en les établissant sur des bases scientifiques plus solides.

Même si, sur le plan théorique, tous les facteurs conditionnant l'élévation du rendement du travail sont connus et définis, dans la pratique, un peu partout, depuis les départements centraux de l'économie jusqu'à la base, prédomine le concept de la planification «globale» de la productivité du travail, et non pas différenciée selon les entreprises ou selon les facteurs qui la conditionnent. Il convient de parer au plus tôt à cette situation, qui, dans certains cas, s'est muée en routine. A cette fin, il apparaît urgent de prendre des mesures pour élaborer en détail des méthodes susceptibles de calculer et de planifier avec précision pour une période de temps donnée (un an ou un quinquennat) l'élévation différenciée de la productivité du travail, en fonction des différents facteurs. Ainsi seront créées des possibilités plus réelles pour définir judicieusement aussi toutes les mesures pratiques à prendre au niveau de chaque branche ou de chaque entreprise afin de réaliser l'objectif fixé pour l'élévation de la productivité du travail.

Parallèlement, il est nécessaire que les organes étatiques et les organismes économiques insistent davantage pour projeter, planifier et suivre dans la pratique des tâches tendant à élever la productivité du travail, qui permettent de l'exprimer et de le mesurer en nature, partout où l'on a affaire à une production homogène. La pensée économique a pour devoir, en cette question également, d'élaborer des méthodes pratiques et simples, qui excluent l'influence de facteurs marginaux, comme peut l'être la différence de structure de la production, etc. Il n'est pas superflu de souligner également que les

problèmes de l'élévation de la productivité du travail ne sont pas une question qui concerne seulement le 7^e plan quinquennal, mais une tendance générale qui émane des lois économiques du socialisme et de toute la politique économique que suit le Parti en vue de la construction intégrale du socialisme. Par voie de conséquence, les efforts, les études et les mesures permettant de résoudre les problèmes touchant l'élévation de la productivité du travail doivent être traités avec continuité, ne pas se traduire par des tâches «passagères» ou des campagnes ni s'allumer et s'éteindre comme des «feux de paille».

IV

Il est notoire que l'intensification de la production visée dans le 7^e plan quinquennal **doit absolument avoir pour corollaire la réduction du travail abstrait, des matières premières, de toutes les sortes d'énergie et de toute autre dépense matérielle par unité de production.** C'est seulement ainsi que l'on peut obtenir un accroissement du revenu national à des rythmes plus rapides que les dépenses matérielles engagées pour le produire, ce qui reflète aussi de manière synthétisée une juste élévation de l'efficacité de l'économie conformément aux tâches prévues par le 7^e plan quinquennal.

La voie essentielle qui garantit la réalisation de ces objectifs est connue. Elle passe nécessairement par la baisse systématique des prix de revient des produits de la structure existante ou de structures nouvelles. Aussi, aux termes du 7^e plan quinquennal, c'est précisément ce facteur qui doit assurer la majeure partie de l'accumulation planifiée pour financer le développement général de notre économie, le maintien de la stabilité des prix de détail, l'augmentation des réserves, la satisfaction des besoins de la sphère non productive, le renforcement de la capacité de défense, etc. Nous ennuierons ces faits très significatifs pour en venir à l'idée selon laquelle, sans réaliser le plan des prix de revient, on ne peut garantir non plus l'accumulation financière ni l'efficacité fixées comme objectifs à atteindre en 1983 et dans les années à venir du 7^e plan quinquennal.

L'analyse des données des deux premières années du 7^e plan quinquennal atteste que les dépenses planifiées pour la production ont été réduites de quelque 100 millions de leks par rapport aux chiffres prévus. Malgré tout, dans la fixation des frais de production, certaines entreprises et coopératives agricoles, certains districts et départements centraux manifestent encore la tendance à faire une planification «globale», en ayant surtout le souci de ne pas prendre de risques. C'est par cette tendance et surtout par le formalisme constaté en certaines occasions quant à la sollicitation de la pensée des masses, qu'il faut expliquer aussi quelques cas où l'augmentation des dépenses matérielles ne s'accompagne pas d'une augmentation correspondante du revenu national produit ou de la baisse des prix de revient des produits sortis.

Ce qui est déterminant en matière de prix de revient, c'est de définir les voies et de prendre les mesures techniques, économiques et organisationnelles qui permettent de réduire les dépenses, surtout les dépenses matérielles, les dépenses d'énergie, de carburants et d'autres combustibles consommés par unité de production. Toute la signification de la baisse des prix de revient apparaît à la simple évocation de ces deux faits: les dépenses matérielles constituent quelque 60 pour cent de la valeur du produit social total, et un pour cent de baisse des dépenses matérielles représente en valeur absolue une augmentation du revenu national de centaines de millions de leks. A ce propos, le camarade Enver Hoxha nous enseigne que «Si l'on attache l'attention requise à ces dépenses et aux rémunérations du travail, et si on les soumet à un contrôle approprié, on pourra dire alors que le problème des prix de revient est lui aussi acheminé sur la bonne voie». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 131.)

Le problème le plus urgent pour assurer la baisse des prix de revient consiste actuellement à étendre l'application des normes de consommation des matériaux dans toutes les branches de l'économie, à respecter les quotas fixés pour cette consommation, à les unifier à l'intérieur de la même branche, dans des conditions identiques ou comparables de production, à établir des normes techniques de cette consommation et à tendre à les réduire toujours plus. Certaines études menées au cours de 1982 ont fait apparaître que dans les entreprises industrielles, agricoles et dans celles des communications, 25 à 31 pour cent des types de matières premières et de matériaux utilisés, qui ont une part importante dans le coût de production, n'ont pas été assujettis à des normes de consommation. Beaucoup de quotas fixés, par exemple pour l'énergie électrique, le mazout, le charbon, les aciers, etc., sont dépassés, alors qu'il est au contraire possible d'en réduire notablement la consommation au-dessous même des chiffres

fixés. Dans la seule année 1982, 17 550 quotas fixés ont été réduits, ce qui doit produire son effet au cours de l'exécution du plan de 1983. Ces faits attestent le caractère actuel et pressant de la recommandation du camarade Enver Hoxha selon laquelle «il faut désormais bannir et considérer même comme un crime aux dépens de notre économie socialiste, toute consommation de matières premières en dehors de critères rigoureusement précis». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., pp. 131-132.)

Certains facteurs extérieurs exercent aussi une influence négative sur le niveau actuel du prix de revient de certains produits de notre industrie alimentaire. Afin que les efforts déployés dans la production pour abaisser les prix de revient aient les résultats souhaités, il est indispensable d'atténuer cet effet des facteurs extérieurs. C'est ainsi qu'il convient d'accélérer les mesures entreprises pour augmenter le taux d'obtention d'huile du tournesol, celui de l'extraction du sucre de la betterave, et substituer aux matières premières naturelles des produits artificiels moins onéreux, sans porter atteinte à la qualité, etc.

Une des dépenses matérielles inhérentes à toutes les branches de l'économie est celle que nécessitent les pièces de rechange. C'est un grand succès pour notre économie que l'immense majorité (plus de 94 pour cent) en soit assurée par la production du pays. Toutefois, le problème de la qualité de ces pièces laisse encore à désirer. C'est pourquoi, en même temps que le tournant qu'il convient de faire à tout prix pour améliorer la qualité de ces pièces, il est une autre voie très efficace pour satisfaire les besoins de notre économie, c'est celle qui consiste à en étendre, en lui donnant un caractère massif, la régénération, et cela conformément aux exigences de la technologie moderne. La réduction des dépenses, calculée au niveau de toute notre économie, que cette mesure entraînerait, se monterait à plusieurs dizaines de millions de leks.

Considéré dans sa complexité, le problème des prix de revient pose aussi certaines tâches particulières pour la pensée économique théorique et pratique. Dans l'ensemble de ces tâches il faut distinguer comme étant les plus pressantes celles qui tendent à élever le niveau scientifique des méthodes utilisées pour le calcul et la planification des prix de revient, en contrôlant l'exécution de ce travail. Le passage d'une planification du coût se réduisant seulement au niveau des dépenses, à une planification de ce coût pour chaque unité de produit, exige également, outre l'élaboration et l'amélioration des méthodes, la création d'un nouveau système de recensement, non seulement opérationnel, mais aussi comptable, qui permette de suivre et de refléter le plus exactement possible l'état de toutes les dépenses à des intervalles aussi peu espacés que possible. Faute de quoi, même la planification des prix de revient par unité perd sa signification. Le système actuel de tenue des données ne distingue pas les dépenses effectuées pour la production de chaque marchandise et encore moins de chaque unité de celle-ci, des dépenses engagées pour la production d'un nouveau produit.

Le problème des coûts de production est un vaste champ de recherche et d'action non seulement pour la pensée économique, mais aussi pour la pensée technique et technologique, ainsi que pour toutes les sciences et spécialistes appelés à fournir leur contribution pour l'accroissement de la production et la réduction des dépenses effectuées à cette fin. Dans ce domaine il appartient à l'ensemble de l'appareil engagé à intensifier la révolution technique et scientifique de dire son mot mieux et avec plus de poids qu'il ne l'a fait jusqu'ici. C'est ainsi, par exemple, que la fixation de quotas aussi exacts que possible et scientifiquement fondés pour la consommation de matières premières, de combustibles, d'énergie électrique, etc., l'élaboration de devis pour les constructions projetées, ainsi que les mesures pour les mettre en œuvre, ne peuvent être réalisées avec succès par les seuls opérateurs de l'économie, sans la collaboration, la coopération et la participation active des spécialistes de la technique, de la technologie et des sciences de la nature. Les mathématiques, en utilisant plus largement les techniques de calcul modernes sont appelées à apporter une contribution particulière dans ce domaine d'études, avec leurs méthodes de modèles et de programmation. C'est seulement si les départements centraux, les dirigeants des entreprises et des coopératives fondent solidement leur action sur le concours de toutes ces forces, en écoutant attentivement et en exécutant leurs suggestions, qu'il sera possible d'étendre et de raffermir le fond sain et adéquat, sans lequel on ne peut appliquer de façon soutenue et efficace la directive du camarade Enver Hoxha recommandant de «réélaborer le plus profondément possible la question du coût».

Dans notre économie socialiste, **la baisse des prix de revient et l'élévation de la rentabilité sont directement liées aux possibilités financières d'accroissement de l'accumulation, qui en dépendent.** C'est précisément dans ces possibilités qu'a son origine le processus d'accumulation, qui se réalise entièrement par les seules forces du pays. Désormais, il est notoire qu'une des caractéristiques distinctives du 7^e plan quinquennal est l'accroissement plus poussé, en valeur absolue et relative, du fonds d'accumulation, lequel, aux termes du 7^e plan, doit s'accroître de 30,8 pour cent par rapport au plan quinquennal précédent. Par ailleurs, la part de l'accumulation dans l'utilisation du revenu national atteindra 32,8 pour cent, contre 30 pour cent pour le plan quinquennal précédent.

La longue pratique, de près de quatre décennies, de développement planifié de notre économie socialiste a démontré que, une fois assuré un volume donné d'accumulation, il reste un problème très important à résoudre, c'est celui de **son utilisation avec la plus haute efficacité économique possible, et, en particulier, l'utilisation de la part de l'accumulation affectée à des investissements productifs.** En cette matière beaucoup de questions revêtant un caractère de principe ont été éclaircies et résolues judicieusement par la pensée économique marxiste-léniniste. Nous fondant sur ces solutions, qui traduisent des lois objectives de l'économie socialiste, nous prévoyons qu'une augmentation du même montant d'investissements productifs doit entraîner en 1985 un accroissement du revenu national 2,2 fois plus important que dans le quinquennat précédent.

La majeure partie des investissements productifs prévus dans le 7^e plan quinquennal doit être utilisée pour créer de nouvelles capacités productives et pour agrandir et moderniser les capacités existantes. Aussi la mise en place et l'entrée en service de ces capacités, en temps voulu et conformément au plan, puis leur parfaite prise en charge suivant les paramètres fixés, constituent le problème clé pour garantir l'efficacité projetée que doivent fournir les nouveaux investissements productifs, qu'ils soient de type extensif, c'est-à-dire fondés sur la technique existante, ou de type intensif, qui introduisent d'importants changements sur le plan de la technique et des processus technologiques. Dans le cas contraire, cette efficacité sera compromise, ce qui influera négativement sur l'évolution de beaucoup de proportions de la reproduction élargie.

Déterminer avec précision le coût et le temps de réalisation des ouvrages, en s'en tenant strictement aux limites fixées constitue un problème auquel il convient d'accorder une plus grande attention afin d'assurer l'efficacité prévue des investissements productifs. Nous soulignons cette exigence, car la pratique des années 1981-1982 nous offre aussi des cas où les coûts prévus des ouvrages sont dépassés dans une mesure sensible. Ces cas ont une seule cause et une seule explication : le travail hâtif, insuffisamment étudié qui se fait durant la phase de l'étude et de l'élaboration des projets. C'est donc là qu'il convient de rechercher l'origine de ces anomalies et c'est sur cela que doit porter principalement la lutte pour les éliminer. Dans le domaine des investissements, il existe aussi une série d'autres problèmes qui se rattachent à leur utilisation hautement efficace. Naturellement, ce ne sont pas des problèmes de caractère normatif et, en tant que tels, ils doivent être étudiés à chaque époque donnée (pour chaque plan quinquennal ou annuel) afin d'y trouver la meilleure solution. Dans l'ensemble de ces problèmes, nous avons notamment à l'esprit l'établissement de proportions judicieuses dans la répartition des investissements entre les différentes sphères, entreprises et branches de l'économie, l'établissement de justes proportions, dans l'utilisation des investissements, entre la création de nouvelles capacités productives, le réaménagement et la modernisation des capacités existantes, l'utilisation des investissements en vue de la solution d'ensemble d'un problème, etc.. Sur toutes ces questions et d'autres encore, les économistes et tous les spécialistes de notre économie sont appelés à accroître leur contribution au travail de révision ou d'élaboration de méthodes de calcul de l'efficacité économique des investissements fondamentaux, de leur période d'amortissement, etc. La notion de plus haute efficacité dans l'utilisation de l'accumulation productive est tronquée si l'on n'y inclut pas le problème des fonds circulants. Certes dans ce domaine également, on observe des améliorations qui se reflètent dans une vitesse de rotation accrue des moyens circulants, ce qui accroît aussi l'efficacité de leur utilisation. Cependant, en cette question également il existe des tendances et des phénomènes qu'il convient d'éliminer. Ici aussi, nous pensons d'abord aux méthodes globales utilisées pour déterminer et planifier les moyens circulants.

Pour éliminer ces méthodes il faut établir à tout prix des quotas quotidiens des réserves matérielles utilisées pour chacun de leurs éléments, en les coordonnant avec les besoins de la technologie de la production, de la répartition et de la circulation des moyens de production et des objets de consommation. La mise en œuvre d'une telle méthode constitue précisément le fondement scientifique permettant de coordonner avec précision l'aspect économique et l'aspect financier dans la planification des réserves matérielles de la production. Cela permet également d'avoir à tout moment un état des réserves superflues.

Afin de donner une idée de ce que représente rétablissement de normes exactes dans l'utilisation des moyens circulants, nous nous bornerons seulement à indiquer que si le volume global des moyens matériels circulants aujourd'hui utilisés était abaissé de 1 pour cent, notre économie en tirerait un gain financier non négligeable, un gain de matières premières et, d'autres matériaux qui pourraient être utilisés dans les branches et les secteurs de notre économie qui en ont le plus besoin.

La fixation de quotas des plus exacts et l'utilisation hautement efficiente des moyens circulants exigent que **la Banque d'Etat et les autres organes financiers, renforcent et perfectionnent tout le mécanisme de contrôle comptable**, afin que ce mécanisme revête un caractère plus opérant et préventif. Le moment est venu également de revoir les critères en vigueur pour la fixation des fonds circulants afin d'accroître le rôle et le poids du crédit bancaire par rapport aux moyens propres de l'entreprise, en sorte que l'augmentation de ces fonds soit répartie graduellement sur chaque année, etc. Dans le cadre du renforcement du caractère opérant et préventif de ce mécanisme, il convient de renforcer et de perfectionner également le mécanisme de contrôle comptable pour toutes les questions qui touchent la réalisation des investissements dans les branches et les secteurs de l'économie et de la sphère non productive.

VI

Notre conception de l'élévation de l'efficacité économique ne serait pas complète si nous n'y incluions pas un de ses aspects importants, et précisément l'efficacité du commerce extérieur.

Le but immuable de notre commerce extérieur est concrétisé entre autres dans les objectifs fixés dans ce secteur par le 7^e plan quinquennal. Aussi son efficacité ne peut-elle être jugée qu'au rôle très important qu'il est appelé à jouer pour l'accomplissement de ce plan. On sait que, selon les directives du VIII^e Congrès, la tâche principale de notre commerce extérieur au cours du 7^e plan quinquennal est d'augmenter les exportations environ deux fois plus rapidement que le produit social total, en couvrant entièrement les dépenses de nos importations par les rentrées de nos exportations.

La réalisation de cet objectif dépend en premier lieu de l'élévation de l'efficacité de notre commerce extérieur, ainsi que du grand rôle qu'il doit jouer pour l'accomplissement du 7^e plan quinquennal.

Or les données des deux premières années du plan quinquennal montrent que dans certains cas nos exportations n'ont pas augmenté suivant les prévisions du plan. Aussi le problème le plus aigu et le plus pressant en ce domaine, celui qui doit retenir le plus notre attention est sans aucun doute celui de leur rapide augmentation, de façon à atteindre au plus tôt les niveaux fixés par le plan.

La structure des produits d'exportation que fournit notre économie est telle qu'elle permet d'accroître leur compétitivité, d'étendre et de renforcer les positions qu'ils ont conquises sur les marchés traditionnels et de gagner aussi de nouveaux marchés. Mais cela doit être toujours fait sans provoquer de perte intérieure pour notre économie et sans abaisser le degré de rentabilité de nos exportations. Afin que cet effort soit aussi fructueux que possible, il est indispensable que nos marchandises exportées s'adaptent mieux et plus rapidement au flux de demandes du marché étranger et en particulier aux exigences croissantes de ce marché quant à la qualité et à la présentation des marchandises, spécialement aujourd'hui dans la grave crise qu'il connaît.

L'aggravation de la concurrence et des autres conjonctures que crée la crise économique et monétaire sur le marché extérieur, offre également à notre commerce extérieur un champ de manœuvre pour exploiter ces circonstances plus habilement et de façon plus opérante, pour acheter à des conditions et à des prix plus avantageux pour notre économie. Des efforts particuliers peuvent être déployés dans ce domaine, surtout pour mieux mettre à profit les fluctuations des prix de certains produits importés, dont la production et la vente ont un caractère saisonnier.

Dans le domaine des importations comme dans celui des exportations, le problème des prix et du coût des marchandises produites dans le pays demeure un des facteurs clés pour accroître la rentabilité de notre commerce extérieur. Un règlement avantageux pour nous de la question des prix, même s'il ne dépend pas uniquement de nos circonstances intérieures, est conditionné et influencé sensiblement par celles-ci. Les prix du marché étranger ne sont naturellement pas dictés par notre pays, mais le coût des marchandises que nous exportons dépend uniquement de notre travail. C'est du facteur intérieur que dépendent la quantité et la qualité des marchandises exportées, que dépendent la possibilité de créer des réserves et leur utilisation pour mieux mettre à profit les conjonctures créées sur le marché international en ce qui concerne les prix de l'import-export.

VII

Un domaine particulier dans lequel l'efficacité de notre production sociale doit nécessairement s'accroître est celui de la qualité conçue comme un ensemble de propriétés physiques, chimiques, économiques, techniques et, pourquoi pas, esthétiques. Cette exigence se pose avec la même acuité pour les marchandises désormais devenues traditionnelles dans la structure de notre production, comme pour les produits et marchandises nouvellement sortis sur le marché. Il est superflu de démontrer à cette occasion l'importance et la priorité qu'il convient de donner à la qualité, laquelle, dans bien des cas, équivaut à une augmentation de la quantité ou à une économie donnée. A cet égard, les économistes et autres spécialistes ont pour tâche de fonder la définition, l'appréciation, le contrôle et la planification judicieuse de la qualité ainsi que la détermination des facteurs qui en conditionnent l'amélioration, sur des bases scientifiques plus solides, sur le plan économique comme sur le plan technique et technologique. Cela permettra d'effectuer un travail plus approfondi dans la révision des standards existants désormais dépassés et dans l'élaboration de nouveaux standards.

Envisagé de cette manière, le problème de la qualité peut et doit être résolu en premier lieu avec la technique existante et avec la nouvelle technique qui sera mise en œuvre au cours du 7^e plan quinquennal, non sans viser à atteindre même dans certains cas les niveaux mondiaux avancés. Il n'est pas non plus exclu que, pour certains produits et certaines marchandises, l'amélioration de la qualité se fasse au prix d'une certaine diminution, immédiate ou progressive, de la quantité, quand cela ne porte pas atteinte à la satisfaction des besoins, mais assure une plus haute efficacité économique.

VIII

Les problèmes de l'efficacité des frais de production et des investissements fondamentaux, ainsi que de notre économie dans son ensemble, exigent que **les organes dirigeants étatiques et économiques, tous les spécialistes de la production, fassent preuve d'une plus grande habileté et d'une souplesse opérante, qu'ils combattent les lenteurs et le bureaucratisme.**

Tout le potentiel scientifique, organisationnel, d'ingénieurs et de techniciens, que le Parti a préparé avec patience et persévérance, doit être mieux mis au service de l'efficacité accrue de notre économie. L'efficacité du travail des cadres et des spécialistes, de tout le travail d'étude et scientifique, doit être apprécié et mesuré non pas «globalement», mais concrètement, aux problèmes qu'ils ont permis de résoudre et à l'influence exercée par ces solutions, pour élever l'efficacité économique des entreprises, des coopératives, d'une branche ou d'un secteur donné. L'essentiel pour élever le rôle des spécialistes dans l'accroissement de l'efficacité de notre économie, est de faire en sorte que chacun d'eux, en se guidant sur la ligne politique et idéologique du Parti, s'acquitte, en temps voulu et en ayant le souci de qualité, des tâches qu'il assume, qu'il étudie les innovations de la science contemporaine, qu'il réfléchisse et fasse œuvre créatrice pour promouvoir la production et qu'il ressente avec un sens de responsabilité accru l'obligation de perfectionner les indices qualitatifs de la branche, du secteur, de l'entreprise ou de la coopérative où il travaille ou qu'il dirige. D'autre part, afin d'élever le rôle des spécialistes dans les problèmes concernant l'efficacité de l'économie, il est exigé des dirigeants eux-mêmes, des entreprises, des coopératives, des comités exécutifs et des comités du Parti des districts ainsi que des départements ministériels, qu'ils attachent plus d'importance aux aspects économiques et financiers de la production. C'étaient là certains des problèmes essentiels qui ont trait à l'élévation de l'efficacité de notre économie durant le 7^e plan quinquennal et à plus long terme, et sur lesquels nous avons jugé opportun d'attirer à cette conférence l'attention des travailleurs et de tous les spécialistes directement ou indirectement concernés par les problèmes de notre production et de notre économie.

COMMUNICATIONS

L'EVOLUTION DES PROCESSUS DEMOGRAPHIQUES ET LES PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX AFFERENTS

Koço Skënderi

Ylli Vejsiu, maître de recherches

L'évolution démographique dans notre pays est le résultat des profondes transformations économiques et sociales réalisées sous la direction du Parti. L'essor des forces productives, le perfectionnement des rapports de production socialistes et la politique du Parti en vue de l'élévation du niveau de vie matérielle et culturelle du peuple ont été autant de facteurs décisifs d'un rapide accroissement démographique.

De 1971 à 1982, la population du pays s'est accrue en moyenne de 54 000 personnes par an, autrement dit à un taux annuel moyen de 2,2 pour cent. Ce taux d'accroissement est plusieurs fois plus élevé que celui des autres pays d'Europe. Au cours de cette même période, la population s'est accrue annuellement de 22 000 personnes dans nos villes en moyenne et de 32 000 personnes dans nos campagnes. Le rapide accroissement de la population rurale, la juste répartition territoriale des forces productives et la direction organisée du mouvement mécanique de la main-d'œuvre, ont fait qu'aujourd'hui les deux tiers environ de la population du pays vivent à la campagne, s'adonnant essentiellement à l'agriculture. C'est là précisément l'inverse de la situation qui se vit dans les pays bourgeois-révisionnistes où l'agriculture se dégrade et les campagnes se dépeuplent, ce qui exacerbe dangereusement les problèmes de la vie dans les grandes villes et grossit les rangs des chômeurs.

La forte natalité en Albanie a fait que la population se distingue par une structure où prédominent les jeunes âges. Les moins de 15 ans représentent 37 pour cent du total de la population, alors que dans les autres pays d'Europe ce groupe d'âge n'en représente que 21 à 27 pour cent.

Malgré l'accroissement dynamique de la population dans son ensemble et de celle en âge de travailler, le nombre des travailleurs a augmenté à un taux annuel moyen plus élevé que celui de la population. Ainsi, dans la période 1971-1982, le taux moyen de l'accroissement du nombre des travailleurs a été de 4,1 pour cent, alors que celui de la population de 2,2 pour cent.

Tout cela montre que le trait fondamental du développement démographique en Albanie socialiste est l'accroissement, à un rythme élevé, de la population dont la structure permet d'assurer, à l'avenir également, une croissance plus rapide des forces aptes à travailler par rapport à l'accroissement de la population.

Mais, par leur nature complexe, les processus démographiques posent des problèmes qui ne peuvent être résolus dans de brefs délais. Les effets des processus démographiques se font sentir dans la vie économique et sociale même après 15 à 20 ans. D'où la nécessité d'y consacrer constamment à des études approfondies.

L'étude des tendances de l'évolution des taux de croissance démographiques au cours de ces 20 dernières années permet de tirer des conclusions, de prévoir et de diriger une série d'autres phénomènes démographiques relatifs à l'essor économique et social de notre pays à l'avenir.

Notre Parti a recommandé de prendre toutes les mesures pour que **le taux de croissance démographique ne soit pas inférieur à celui de 1980, qu'il y soit même légèrement supérieur.** Sinon, indique le camarade Enver Hoxha, «si nous tolérons une baisse plus prononcée des taux de croissance démographique, nous devons, tôt ou tard, admettre le vieillissement de la population, ce phénomène qui menace tous les pays capitalistes et révisionnistes.» (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 160.)

Les facteurs décisifs permettant de maintenir des taux stables de croissance démographique sont une natalité croissante et une mortalité toujours plus réduite des enfants de moins d'un an.

Chez nous, la base sociale des grandes familles patriarcales a été éliminée. Dans le passé, chaque femme albanaise mettait au monde un grand nombre d'enfants pour que non seulement la famille pût surmonter la forte mortalité des enfants de 0 à 4 ans (à l'époque un nouveau-né sur deux mourait), mais aussi pour qu'elle-même pût affronter les difficultés économiques tout le long de son existence, surtout dans sa vieillesse.

Malgré la forte natalité, l'accroissement naturel de la population sous le régime antipopulaire de Zogu était faible, du fait de la forte mortalité en général et de la mortalité infantile en particulier. De 1923 à 1938, la population albanaise s'est accrue en moyenne de 1,7 pour cent par an. La mortalité dans l'ensemble était d'environ 18 pour mille soit trois fois supérieure à celle relevée dans les années 1976-1982.

Dans les conditions actuelles, alors que chaque membre de famille apte à travailler se vit garantir un emploi et, partant, un salaire, ainsi que sa pension de retraite, mettre au monde des enfants signifie tout autre chose que dans le passé. Aujourd'hui entrent en jeu les intérêts généraux de la société, la joie de vivre de chaque famille, le travail éducatif mené par le Parti et ses leviers dans tous les domaines, le présent garanti et les grandes et sûres perspectives ouvertes sur tous les plans. Chez nous toute la société a intérêt à voir s'accroître le nombre de la population. Le Parti et le pouvoir populaire y attachent une importance particulière et ils ne cessent d'adopter des mesures afin de réunir les conditions matérielles et sociales nécessaires à cet effet. Les mesures prises en 1981 en faveur de la mère et de l'enfant ont joué un grand rôle dans ce sens. La prolongation du congé de maternité est un des plus importants facteurs de la hausse de la natalité et de la baisse de la mortalité. Alors que dans les années 1978-1981 il y a eu en moyenne 71 400 naissances (leur nombre annuel variant de 70 600 à 72 200), est monté en 1982 à 77 300, soit une augmentation de 6 000 naissances. En 1982, on a enregistré une baisse de 18 pour cent de la mortalité infantile par rapport à la moyenne des années 1980-1981, et cela surtout chez les nourrissons de 2 à 5 mois, après que les mères se sont vu prolonger leur congé de maternité et se sont occupées elles-mêmes de leurs enfants.

Le maintien d'un bon niveau des naissances est également servi par de nombreux autres facteurs, comme les conditions de logement, les services communaux et sociaux, les établissements s'occupant de l'éducation des enfants, comme les crèches, les jardins d'enfants, etc. Il est nécessaire de renforcer, à l'avenir aussi, ces facteurs, les services et l'agrandissement des crèches et des jardins d'enfants, que doivent fréquenter un plus grand nombre d'enfants, et en y créant des conditions optimales, surtout à la campagne. Il est également nécessaire de veiller encore davantage à la mère, à la bonne éducation de l'enfant, etc. Dans la mesure de nos moyens économiques et financiers, nous pouvons, au cours des prochains quinquennats, envisager l'adoption de certaines mesures encourageant les naissances, en augmentant les allocations familiales pour chaque enfant né, en accordant des suppléments de salaire différenciés suivant le nombre des enfants pour les familles ayant plus de trois enfants non encore en âge de travailler, en élevant la part de la charge financière de l'Etat pour les crèches et les garderies où les enfants sont également nourris, surtout à la campagne, etc.

Pour maintenir le taux actuel de croissance démographique, il importe aussi que les organisations de masse mènent un travail de persuasion et d'explication, en particulier auprès des jeunes et des nouveaux ménages, afin d'inculquer dans les masses des conceptions socialistes de la vie et de la famille.

La natalité croissante est due aussi à une meilleure éducation sanitaire et à la création de conditions de travail optimales pour les femmes enceintes.

La baisse de la mortalité, en particulier chez les enfants de moins d'un an est un autre facteur important de la croissance démographique. Le taux de mortalité chez nous est inférieur de 40 pour cent à celui des autres pays d'Europe.

Les nouveau-nés de chez nous sont d'une constitution saine. Leur poids moyen est satisfaisant. D'autre part, la mortalité chez les enfants de 1 à 28 jours est relativement peu élevé, égale ou inférieure à celle de nombreux pays d'Europe. Chez nous le taux de mortalité infantile est relativement élevé un mois après la naissance, la plupart des décès étant imputables à des causes exogènes.

L'objectif fixé pour abaisser encore la mortalité chez les enfants de moins d'un an pose des tâches très importantes aussi bien aux organismes de la santé publique en ce qui concerne l'amélioration de l'hygiène, l'intensification de la prophylaxie et l'importance à attacher à la mère et à l'enfant, qu'aux organes locaux du pouvoir et aux organisations de masse qui doivent améliorer constamment le travail éducatif auprès des mères.

Si le taux de natalité actuel est maintenu et que l'on travaille à abaisser la mortalité chez les enfants de moins d'un an, le nombre de notre population en l'an 2 000 s'élèvera, selon les prévisions, à quelque 4 millions d'habitants. Ainsi, notre population continuera de s'accroître à un taux annuel moyen de 2,2 pour cent et son âge moyen sera, en l'an 2 000, d'environ 28 ans, alors qu'aujourd'hui il n'est que de 26 ans. Nous continuerons donc d'avoir une population jeune et d'une structure dynamique.

Les processus de l'évolution de la population, en particulier ceux de sa répartition territoriale, ne dépendent pas seulement de son mouvement naturel, mais aussi de son mouvement mécanique. L'industrialisation du pays demandait, en particulier dans les années 1950-1965, que la campagne fournisse de la main d'oeuvre aux villes et aux lieux de production situés en dehors de celles-ci. Mais ce mouvement mécanique de la campagne vers les villes a toujours été contrôlé et dirigé. Ces dix dernières années, il s'est ralenti et ne concerne actuellement que 6 à 7 mille personnes par an.

Le départ des jeunes filles surtout des zones montagneuses pour les villes ou les villages des entreprises et des coopératives agricoles de plaines a soulevé des problèmes sociaux comme les disproportions entre les deux sexes de la population âgée de 15 à 49 ans, la diminution du taux des mariages et des rythmes de croissance démographique dans ces zones. Ainsi, par exemple, dans certaines zones montagneuses, comme celles de Çermenike, de Progonat, de Martanesh et de Mokër, il y a des changements dans le rapport entre les hommes et les femmes célibataires de la tranche d'âge de 15 à 49 ans.

Des études prospectives effectuées pour éclairer le développement futur de notre population, qui envisagent également un mouvement mécanique des campagnes vers les villes d'un taux annuel moyen semblable à celui de ces dernières années, indiquent que, de 1982 à 2 000, notre population s'accroîtra de 830 000 personnes dans les campagnes et de plus de 380 000 dans les villes.

La structure de la population en 1982 et son mouvement mécanique prévu font supputer qu'au cours des quinze années à venir (jusqu'en 1997) la main-d'oeuvre apte à travailler dans les campagnes augmentera d'environ 60 pour cent par rapport à celle, (d'origine rurale) des coopératives et des entreprises agricoles d'aujourd'hui. Aussi apparaît-il nécessaire d'approfondir les études concernant les futurs besoins en main-d'oeuvre du secteur de l'agriculture, en tenant compte de son intensification continue, de l'extension des terres, de la mécanisation croissante, mais aussi la modification de la structure des semailles.

A cette fin, nous estimons qu'il convient d'étendre la superficie des cultures exigeant plus de travail humain pour chaque hectare, mais dont le rendement et la rentabilité sont plus élevés; d'investir aussi plus de travail dans l'aménagement des terres, dans l'amélioration radicale des pâturages, la création de pâturages cultivés sur les collines, l'augmentation des superficies plantées d'arbres fruitiers, d'oliviers, etc. Ainsi, par exemple, dans les plaines du pays, sur les terres irriguées (à l'exception du district de Korçe), il est possible d'obtenir des rendements de 70 à 80 quintaux de blé à l'hectare, sur de plus grandes surfaces, et de réduire ainsi les surfaces à rendements peu élevés dans les plaines (40 à 50 quintaux à l'hectare). De même, on pourra à l'avenir étendre les superficies en tabac, qui est un important article destiné à l'exportation.

La politique suivie par le Parti pour l'harmonisation de l'industrie et de l'agriculture, et la judicieuse répartition territoriale des forces productives dans tous les districts, a permis à près de 120 000 personnes vivant toujours dans leur village, d'être employées dans l'industrie et autres branches de l'économie et secteurs de la culture. Dans chaque district de notre pays des ouvriers vivent donc à la campagne. Cet entrelacement de l'agriculture et de l'industrie est aussi un des facteurs de la réduction progressive des différences de revenus par habitant entre la ville et la campagne. Cette interdépendance a exercé une action positive sur le renforcement continu de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie coopérative, ainsi que pour le progrès social et culturel des campagnes.

Dans le prochain plan quinquennal et les suivants il sera nécessaire qu'une partie de la main-d'œuvre de la campagne soit employée dans des activités productives propres à la campagne, et autres que le travail dans les mines, les scieries, le secteur de la géologie, les forages pétroliers, les bonifications, etc. C'est pour cette raison qu'il faudra étudier le problème de l'extension dans les campagnes d'activités industrielles utilisant des matières premières produites sur place. Il faudra en même temps envisager des mesures pour traiter aussi à la campagne les légumes, les fruits, le lait, etc.

Nous fondant sur l'évolution des processus démographiques et de la structure de notre population active dans la période 1986-2000, nous devons procéder aussi à des études approfondies sur l'évolution des pensions de retraite, sur leur part dans la redistribution du produit pour la société, sur l'évolution du rapport entre le nombre des travailleurs et des retraités, car le nombre de ces derniers en l'an 2 000 aura augmenté, selon les prévisions, d'environ 65 pour cent par rapport à leur nombre actuel.

Au VIII^e Congrès du Parti, le camarade Enver Hoxha a indiqué que «dans l'essor de la production et de toutes les autres activités sociales, notre Parti a porté son attention sur l'homme travailleur, sur la satisfaction de ses besoins matériels et culturels».

Aussi une place importante revient-elle à cet égard à l'étude de l'essor démographique, de la modification des groupes d'âge, de la composition de la famille et du mouvement mécanique de la population dans les années 1986-2000.

C'est seulement avec une connaissance approfondie de tous ces problèmes que l'on peut élaborer des plans prospectifs bien étudiés d'approvisionnement de la population en biens de consommation courante, d'extension et de spécialisation du réseau de commerce, de développement des industries légère et alimentaire, du volume des constructions de logements et de la composition structurale des appartements, de la construction et de l'agrandissement des aqueducs, de l'extension et de l'élargissement des services communaux, du développement des transports de passagers urbain et interurbain, etc. Ainsi, les problèmes démographiques seront «... mieux mis au centre de nos plans, des affaires du Parti et des organismes étatiques et sociaux». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 172.)

PROBLEMES DE L'EXTENSION DE LA BASE DE NOS MATIERES PREMIERES MINIERES ET DE LEUR EXPLOITATION DIVERSIFIEE

Thanas Dede

Tomor Cerova, maître de conférences

Le développement plus poussé des branches existantes de notre économie et la mise sur pied de nouvelles branches se rattachent directement à la disponibilité de matières premières variées, abondantes et de la qualité requise. Ces matières représentent de 45 à 95 pour cent de la structure du coût des produits industriels. Les deux tiers environ de la main-d'œuvre de tout le pays et les quatre cinquièmes des moyens de transport sont engagés dans l'industrie minière et dans l'agriculture pour les découvrir, préparer, traiter et exploiter. Dans ce cadre, les matières premières minières jouent un rôle plus important du fait même qu'elles servent d'objets de travail à l'industrie lourde de traitement et que leur exportation assure au pays des rentrées considérables de devises.

Se fondant sur la théorie marxiste-léniniste, le Parti du Travail d'Albanie a toujours apprécié justement le rôle des ressources minières. Dans l'ensemble des branches de l'économie, l'industrie d'extraction a été prioritaire et cela tant dans la répartition des investissements, l'équipement technique, que dans la préparation et l'éducation des cadres. Cette politique clairvoyante, les conditions créées et la mobilisation des travailleurs des secteurs géologique et minier ont permis, dès les premières années qui suivirent la libération du pays, de découvrir plus de 40 minéraux utiles, dont 76,7 pour cent ont été totalement ou partiellement, intégrés dans le circuit économique. Des potentialités considérables ont été découvertes et préparées, qui assurent le niveau requis et le rapide développement de la production. Les grandes richesses de notre sous-sol, qui ont été découvertes et mises en exploitation, constituent, comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha, «... la base fondamentale du développement de l'industrie et de toute l'économie du pays». (Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, éd. fr., p. 165, Tirana 1981.)

Mais, parallèlement aux grandes réalisations, le processus de développement a posé et posera à l'avenir des problèmes de caractère technique, technologique, économique et méthodique, **qui découlent de l'élargissement de la base de matières premières, de leur exploitation complexe, d'une rentabilité accrue des investissements et de la baisse du coût de la production.**

La solution complexe et scientifiquement fondée de l'ensemble des problèmes que l'on vient d'évoquer, revêt une grande importance économique. Elle se rattache directement à la directive du VIII^e Congrès du PTA «... pour assurer une mise en valeur aussi complexe et intégrale que possible de toutes les composantes utiles des matières premières, le plus bas coût et la meilleure qualité possible de la production». (Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, éd. fr., p. 167, Tirana 1981.) La mise en œuvre de cette directive exige un travail plus intense et de meilleure qualité, une collaboration saine des forces de l'industrie minière avec les travailleurs des institutions scientifiques, de l'industrie métallurgique, mécanique, etc.

Le stade actuel de notre développement économique, ainsi que ses perspectives rendent indispensable **l'élaboration d'un bilan le plus scientifique possible des besoins actuels et futurs de notre économie en matières premières.** Il est nécessaire de mieux comparer les exigences avec l'état des réserves découvertes et préparées, et de calculer la mesure des matières premières disponibles aux fins de nos besoins intérieurs et de nos exportations. Ce bilan est le fondement non seulement du perfectionnement de la planification à l'échelle nationale, mais aussi à la détermination du volume et des rythmes des travaux géologiques et miniers. Un bilan plus scientifique des matières premières minières exige une étude plus approfondie de la situation des minerais, et cela sur le plan de la quantité, de la qualité et de la diversité, des rythmes de leur extraction et de leur traitement pour une période de plusieurs quinquennaux conformément au rythme de développement global de l'économie, de la mise en exploitation, c'est-à-dire du degré de consommation des minerais et, en conséquence, la détermination des niveaux quantitatifs et qualitatifs de l'augmentation des réserves minières à travers la prospection et la recherche des services géologiques. Les problèmes de l'extraction et de l'exploitation diversifiée des matières premières minières **doivent être étudiés et résolus tant du point de vue technico-technologique, que du point de vue économique.** Parmi ces problèmes,

apparaît au premier plan celui **des proportions qui doivent exister entre la quantité des réserves découvertes et la quantité de minerais extraits**. Ces proportions concernent directement la reproduction socialiste élargie, le total des investissements et leur rentabilité. Dans son ouvrage «A propos du 7^e plan quinquennal», le camarade Enver Hoxha souligne: «**Quant à l'industrie d'extraction de minerais solides et des charbons** il faut surtout éclaircir les problèmes de l'intensification des prospections géologiques, le rapport entre la production et l'augmentation des réserves industrielles.» (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 50.)

A l'époque actuelle, c'est des matières premières minières que sont extraits presque tous les éléments chimiques, aussi **est-il nécessaire de calculer également les quantités de minerais découvertes pour chaque métal pris à part, en sorte que cet indice serve de fondement à la planification**, la perspective d'extension de la base des matières premières devant être alors mieux fondée. Les balances d'Etat des minerais doivent être calculées également selon leur teneur en métal. C'est dans cette direction que doivent être orientées les recherches et définies les priorités respectives. L'élargissement de la base des matières premières minières permet d'alléger notre économie des grandes dépenses en devises nécessitées par l'achat à l'étranger de certains minerais et produits chimiques, notamment de charbons cokéfiabiles, de phosphorites à teneur supérieure à 28-32 pour cent, de P₂O₅, de fer sans nickel, d'asbeste, de fluorite, de manganite, de barite, de sables servant à la fabrication du verre, etc.

Des sources importantes susceptibles d'élargir la base des matières premières minières à part l'accroissement des réserves minières provenant de la géologie, existent dans les mines, les usines d'enrichissement et de traitement. Elles consistent **en premier lieu** dans la réduction des pertes et des appauvrissements des minerais; **en second lieu**, dans l'élévation du niveau des indices technologiques d'obtention d'éléments utiles dans les usines d'enrichissement et de traitement, dans l'amélioration de la qualité du produit (des concentrés) etc.; **en troisième lieu**, dans l'obtention maximale des composants utiles des minerais à traiter et **enfin**, dans l'introduction dans le circuit économique de minerais contenant peu de composants utiles, à travers une juste solution technologique de leur enrichissement et de leur traitement. La principale condition à remplir pour atteindre ces objectifs, **c'est de rattraper le retard relatif qui s'observe au niveau de la technologie**, laquelle doit mieux répondre à nos exigences économiques.

Il convient, comme nous le recommandons le Parti, de traiter et d'étudier ces sources dans leur ensemble et en unité entre elles, en évitant toute conception unilatérale à chacun des stades de la voie parcourue par la matière première. Il convient également d'analyser dans leur ensemble les problèmes technico-scientifiques et économiques-financiers: extraction, enrichissement-traitement, et d'accorder la priorité à l'efficacité économique des investissements et à la mise à profit rationnelle des minerais. Cherchons donc à obtenir jusqu'au dernier gramme du minerai ou du métal concerné, avec le moins de dépenses possible et une haute rentabilité.

Afin d'atteindre ces objectifs, il est nécessaire d'avoir des conceptions technico-économiques plus claires et plus complètes, car dans certains cas on observe des tendances et des attitudes étroites d'attachement rigide à un secteur donné. Les mesures complémentaires que prennent les entreprises minières pour augmenter le contenu des éléments utiles dans le minerai s'accompagnent de dépenses de travail concret et abstrait, et se traduisent par l'élévation du coût par unité.

La réduction des pertes et des appauvrissements constitue une autre orientation essentielle en vue de l'exploitation rationnelle des minerais qui élargissent la base de matières premières.

Il est deux voies menant à la réduction des pertes et des appauvrissements: l'une consiste à appliquer les méthodes d'enrichissement et de sélection en améliorant les systèmes d'exploitation, l'autre à perfectionner la mécanisation. Pour l'une et l'autre de ces voies, il faut attacher une importance particulière à l'aspect économique, étant donné que les possibilités techniques existent, et cela par le seul appui sur nos propres forces.

Dans les usines d'enrichissement et de traitement des minerais et de leurs concentrés, **l'élévation de l'indice d'obtention de métal et de la qualité de son concentré, constitue une autre source d'une exploitation plus complète des matières premières**. Cette conclusion est confirmée entre autres par deux faits: l'usine d'enrichissement de Reps obtient des résultats de 15 pour cent plus élevés que ceux des autres usines.

Si les récupérations augmentent d'un certain pourcentage, les capacités de production dans les usines s'accroissent, selon le cas, de 5 à 30 pour cent et même plus pour les mêmes quantités des matières premières. L'exploitation rationnelle des matières premières assure donc l'augmentation de la production des produits semi-ouvrés et fabriqués.

Le VIII^e Congrès du PTA a fixé pour tâche d'intensifier **l'extraction et l'enrichissement des autres minerais, afin d'introduire dans le circuit économique le plus de richesses naturelles possible.** L'analyse de la balance des minerais, sur le plan de la quantité et de la qualité, fait ressortir que certains d'entre eux, aux réserves considérables, ne sont pas encore exploités ou sont introduits dans la circulation économique en petites quantités (pour être traités dans le pays comme pour être exportés). Il en va de même des phosphorites, des bauxites, des titanomagnites, du nickel-silicate, de l'asbeste, du talc, des argiles bentonites, du quartz, du sel gomme, etc. Leur extraction et leur traitement permettra d'ajouter de nouvelles branches à notre industrie et de renforcer notre économie. Ces minerais constituent un potentiel de grande perspective. Les études effectuées au cours du dernier quinquennat et ces deux dernières années, montrent que le problème technologique de leur obtention est en cours de solution et que leur intégration dans la circulation économique peut être accélérée.

Les problèmes de l'élévation du niveau d'élaboration doivent être mieux rattachés à l'exportation, aux prix, aux prix de revient et aux demandes du marché extérieur. Plus nous connaissons ces questions à fond, plus augmentera la rentabilité des investissements et des frais de production. Le traitement du minerai de chrome et la production du ferrochrome carbonique, permettent à eux seuls de tripler la valeur de ce minerai. **Le traitement plus approfondi de nos matières minières constitue une perspective qui se rattache aussi aux conjonctures du marché mondial.**

L'application des directives du VIII^e Congrès du Parti sur l'élargissement de la base des matières premières minières et sur leur exploitation diversifiée, permettra d'étayer puissamment le développement et le renforcement général de notre économie et d'ouvrir de nouvelles perspectives au développement de notre industrie et à la construction de la base matérielle et technique du socialisme dans notre pays.

PROBLEMES DU DEVELOPPEMENT DE LA BASE ENERGETIQUE ET DE SON EMPLOI RATIONNEL

Agron Çuedari

Veli Mullaraj, maître de conférences

Le développement diversifié de notre industrie comptant sur ses propres forces, sur les matières premières et sur les ressources énergétiques du pays, constitue une des réalisations, monumentales du Parti et une des plus grandes victoires remportées par notre peuple. Dans le cadre de ce processus et appliquant de façon créatrice les enseignements des classiques du marxisme-léninisme sur l'industrialisation socialiste, **le Parti a toujours accordé la priorité à l'industrie énergétique, à l'extraction et au traitement du pétrole, du gaz naturel et de la houille, à la production d'énergie électrique en tant que sûr appui pour le développement de l'économie nationale dans son ensemble.**

Au cours de toute la période qui s'est écoulée depuis la Libération, et en particulier pendant la dernière décennie, malgré l'aggravation continue de la crise économique mondiale, notre industrie énergétique a connu un grand essor. Le taux annuel moyen de l'accroissement de la production dans les branches de cette industrie a été étudié suivant un plan et il a été supérieur au taux de l'accroissement du produit social et de la production industrielle. De cette manière, les directives du Parti sur le développement prioritaire de l'industrie énergétique ont été traduites dans les faits, ce qui a permis de mieux satisfaire les besoins croissants du pays en carburants, en matières combustibles de toutes sortes et en énergie électrique, dont l'exportation nous assure d'importantes rentrées de devises.

Mais ces victoires, a indiqué le camarade Enver Hoxha au VIII^e Congrès du Parti, doivent être encore consolidées et menées plus avant. Cela nous est dicté par les besoins de l'économie et de la défense du pays, la situation et les conditions dans lesquelles nous édifions le socialisme, l'évolution des situations dans le monde dont le Parti nous tient toujours mieux au courant.

Le VIII^e Congrès du Parti a fixé d'importantes tâches pour le développement de l'industrie énergétique au cours du 7^e plan quinquennal. En 1985, l'extraction du pétrole se sera accrue de 58-60 pour cent par rapport à 1980, celle de la houille de 48 pour cent et la production d'énergie électrique de 16 pour cent. Le plan de ce quinquennat est bien argumenté et repose sur une base matérielle encore plus puissante. Cela est attesté par les réalisations des deux premières années de ce quinquennat qui ont été bonnes dans l'ensemble. Les objectifs fixés ont été dépassés dans l'extraction du pétrole, de la houille et dans la production d'énergie électrique. Parallèlement aux résultats acquis dans les travaux et les prospections géologiques, ces dernières années ont été découvertes et mises en exploitation une série d'importantes ressources, qui assurent la réalisation du plan d'extraction du pétrole, du gaz naturel et de la houille, ouvrant ainsi des perspectives dans ce domaine également. Mais les résultats négatifs obtenus dans quelques puits et structures, les retards dans la préparation et la mise en service des ressources découvertes, etc., exigent, **des établissements, des entreprises, des secteurs, des brigades et des travailleurs pétroliers qu'ils portent à un niveau supérieur leur mobilisation et veillent constamment à leur travail pour l'accomplissement rythmique des tâches qui leur incombent.**

Comme partout ailleurs, mais surtout dans **l'industrie pétrolière**, la réalisation des tâches assignées demande que soient surmontés de nombreux obstacles et difficultés. Pour cela nous devons nous inspirer des œuvres majeures du camarade Enver Hoxha et particulièrement de son ouvrage «A propos du 7^e plan quinquennal».

Toutes les branches de notre économie et surtout l'industrie pétrolière demandent un travail hautement qualifié et profondément scientifique pour une rentabilité accrue **des travaux de prospection et de recherche, de forage et d'extraction, du traitement et de l'emploi du pétrole et du gaz naturel. Comme le Parti nous l'indique, cela constitue aujourd'hui une nécessité impérieuse pour résoudre les grandes tâches que pose le stade actuel du développement de l'économie et traduire dans les faits les directives du VIII^e Congrès du Parti sur le pétrole ainsi que les tâches fixées par le VIII^e plénum du Comité central du Parti en ce qui concerne le travail de recherche scientifique.**

Il est nécessaire que dans le domaine du pétrole et du gaz naturel, le travail de recherche scientifique soit porté à un niveau supérieur et concentré sur l'amélioration radicale de la qualité des études et des interprétations qu'effectuent les institutions et les entreprises de géophysique en collaboration avec les entreprises pétrolières de forage. Les méthodes utilisées dans la prospection et la découverte des gisements pétrolifères, bien qu'elles varient, ont pour objet commun l'étude de la construction géologique, la découverte de nouveaux gisements de pétrole et de gaz naturel, et l'accroissement des ressources existantes. Ces institutions et surtout leurs conseils scientifiques doivent veiller à ce que les documents et les données des méthodes particulières fournies par la sismologie, la gravimétrie, la paléontologie, la pétrographie, la géophysique, divers centres électroniques, etc., soient expliqués et interprétés le plus correctement possible, en étroite liaison avec la stratification géologique et les problèmes des recherches pétrolières.

La rentabilité des dépenses nécessitées est fonction de la qualité du travail d'étude et de l'élaboration de projets. Eviter l'exploitation sans résultat d'un puits dit «stérile», signifie une économie de plusieurs millions de leks en termes d'investissements de base. Plus le travail accompli sera de bonne qualité, plus la rentabilité des investissements sera élevée ce qui permettra de découvrir de nouveaux gisements de pétrole et de gaz naturel. Cela augmentera les chances de succès et créera les prémisses nécessaires à l'accroissement de la quantité de pétrole et de gaz naturel extraits.

Les résultats négatifs avérés dans quelques structures ne sont pas imputables à l'absence de réserves de pétrole et de gaz naturel dans notre pays, mais surtout à la préparation défectueuse de ces structures. Il a été déjà clairement démontré que le sol de notre pays est riche en pétrole et en gaz naturel, d'où les grandes possibilités offertes à la découverte de nouveaux gisements. C'est pourquoi les institutions scientifiques dans le secteur du pétrole ont pour tâche **d'étudier le plus tôt possible les structures aux données prometteuses et de procéder à l'extension de l'aire de certains gisements pétrolifères.**

Dans les deux premières années du quinquennat en cours, tout comme pendant le quinquennat précédent dans le domaine des forages pour découvrir du pétrole et du gaz naturel, on ne voit toujours pas apparaître le tournant demandé, surtout pour ce qui concerne la mise au point d'une rigoureuse discipline technico-professionnelle dans le travail. Les rythmes prévus pour les forages, malgré l'expérience avancée de certaines brigades, n'ont pas été réalisés, ce qui a retardé la découverte de nouveaux gisements.

Le processus du forage constitue une science à part, qui exige entre autres l'amélioration de la technologie existante ainsi que l'introduction de nouvelles technologies, sans quoi il serait impossible d'obtenir les rythmes que nous demandons. Aussi est-il nécessaire de porter à un niveau supérieur le travail de recherche scientifique dans le domaine des forages, de généraliser l'expérience acquise dans chaque puits de pétrole et dans chaque zone particulière, de tout faire pour mieux compléter la base matérielle existante. Les usines mécaniques du secteur du pétrole doivent améliorer, consolider et électrifier le parc des sondes afin de répondre à la profondeur toujours croissante des puits et d'établir des régimes optimaux dans les forages, de façon que la vitesse de ces derniers soit doublée par rapport à celle réalisée au cours du quinquennat écoulé.

Un travail sérieux doit être mené sous tous les aspects pour le forage des puits dans les zones d'une pression supérieure à la normale, qui, malgré les difficultés qu'elles présentent, sont d'un intérêt particulier, car, en règle générale, ces zones contiennent d'importants gisements de pétrole et de gaz naturel. Les données recueillies par les pays voisins aux structures semblables aux nôtres, nous amènent à conclure que notre Institut de la technologie du pétrole doit prendre toutes les mesures tant pour choisir des constructions faibles que pour définir le degré de concentration nécessaire des solutions de lavage, la façon de cimenter les piliers et d'éviter la corrosion des équipements, etc.

L'élévation du niveau du travail scientifique et de l'efficacité des méthodes intensives et secondaires constitue une condition indispensable à la réalisation des tâches fixées dans l'extraction du pétrole et du gaz naturel des gisements anciens ou nouveaux. La mise au point et l'application de nouvelles méthodes, plus efficaces, au cours des travaux effectués au fond des puits dans le but de mettre à profit les couches pétrolifères tout en isolant les eaux de fond, se rattachent à l'exploitation rationnelle des gisements et influent directement sur le coefficient d'extraction du pétrole.

Les méthodes d'exploitation que nous utilisons actuellement ne permettent qu'une exploitation partielle des réserves connues. Aussi une extraction de pétrole accrue de 4-5 pour cent au dessus du niveau actuel équivaldrait à la découverte de deux nouveaux gisements. Cela exige que, parallèlement à l'intensification des études et des recherches pour découvrir de nouveaux gisements de pétrole, soit porté à un plus haut niveau et renforcé le travail de recherche scientifique pour l'étude et la mise au point de méthodes intensives et secondaires. L'application avec succès, pendant 1983, dans la voie industrielle, de nouvelles méthodes, comme l'injection de vapeur et de gaz carbonique, le chauffage du fond des puits, l'utilisation de pompes puissantes pour le pétrole visqueux etc., seront un solide appui pour la réalisation du plan de l'année en cours dans le domaine de l'extraction du pétrole des gisements existants, plan qui dépasse de 93 000 tonnes de tout le quota du quinquennat. L'expérience acquise en ce domaine sera également appliquée à l'exploitation de nouveaux gisements.

Le Parti a toujours attaché une attention particulière à **l'industrie houillère**, dont la production s'est accrue, particulièrement au cours du 6^e quinquennat, d'un rythme annuel moyen de 4 pour cent plus élevé que la production industrielle nationale.

Les réserves géologiques et industrielles de charbon découvertes jusqu'à ce jour créent des possibilités pour l'accroissement de l'extraction du charbon à des rythmes plus élevés.

Afin d'économiser les combustibles liquides et gazeux, et de couvrir les besoins de l'économie en vapeur, nous devons, pour les dix prochaines années, accroître l'extraction du charbon de plus de deux fois. En un temps où les travaux de percement et de préparation des mines demandent beaucoup de temps, pour faire face aux besoins croissants dans le domaine de l'extraction du charbon, les principales voies à suivre sont au nombre de deux: premièrement, l'intensification de l'extraction dans les houillères existantes à travers l'amélioration de la technologie de l'abattage et du transport souterrain du charbon, le perfectionnement du niveau de la mécanisation des travaux et de l'utilisation d'un système d'exploitation à haut rendement. On estime devoir assurer de cette manière au moins la moitié de l'accroissement de la production houillère prévue; deuxièmement, l'exécution plus rapide des travaux de percement et la mise en exploitation avant les délais fixés des puits profonds en particulier, ainsi que la rapide mise sur pied de nouvelles mines dotées d'une technique et d'une technologie contemporaines, ce qui permettra d'assurer l'autre moitié de l'accroissement de la production houillère prévue.

Les tâches assignées pour une utilisation toujours plus efficace du charbon tendent nécessairement à assurer une toujours meilleure préservation de la qualité du charbon pendant son extraction, son transport et lors de l'usage que l'on en fait surtout dans les chaudières industrielles où il est brûlé après avoir été pulvérisé. La concentration graduelle de la production de vapeur dans les plus importantes zones industrielles jusqu'à la fin du futur quinquennat, au moyen de chaudières de grande capacité, que nous sommes actuellement en mesure de fabriquer sur place, augmentera encore plus l'efficacité de l'emploi du charbon, permettant ainsi d'économiser quelque 70 milles tonnes de combustibles liquides par an, de réduire de 25-30% le taux d'utilisation des combustibles, d'assurer annuellement plus de 200 millions de kWh d'énergie électrique, une production de vapeur rentable, etc.

Ces trois dernières années le charbon en tant que combustible domestique a commencé à se substituer toujours plus au bois de chauffage, qui est très déficitaire. Le remplacement continu du bois de chauffage par le charbon exige la reconstruction rapide et la mise sur pied de nouvelles fabriques de briquetage, alors que pour les nouveaux pâtés d'immeubles il conviendrait d'envisager d'avance l'installation du chauffage central.

L'énergie électrique est la branche de notre industrie énergétique qui a connu un développement plus rapide que les autres branches de notre industrie et de notre économie dans leur ensemble. A la suite de l'application des directives spéciales du Parti concernant le développement prioritaire de l'industrie électrique, en 1981 la production industrielle de cette branche s'est accrue, par rapport à 1970, de 4,3 fois, alors que toute notre production industrielle n'a augmenté que 2,2 fois.

De cette façon, la production d'énergie électrique a précédé le développement de toutes les autres branches de l'économie devenant ainsi une importante source de devises. En 1980, les revenus assurés par l'exportation de notre énergie électrique représentaient 9,1 pour cent de nos exportations à l'échelle nationale, alors qu'en 1975 ce taux n'avait été que 2,9 pour cent.

La satisfaction des besoins du pays et l'exportation des excédents d'énergie électrique même dans les conditions de la grande sécheresse de l'an passé et de l'année en cours, qui pour les pays voisins a entraîné de graves conséquences, constituent un grand succès et justifient pleinement les investissements faits dans ce secteur de notre industrie énergétique. C'est un fait, a indiqué le camarade Enver Hoxha à Drilon, que «nos ennemis disent du mal de notre pouvoir, ils cherchent à minimiser nos très importantes réalisations, mais ils sont, par contre, obligés de reconnaître que l'Albanie a apprécié à sa juste valeur cette grande richesse que sont les eaux et l'énergie électrique, et qu'elle a résolu comme il se doit le problème en question.»

La production et l'utilisation de l'énergie électrique posent nombre de problèmes et fixent des tâches qui doivent être étudiés et résolus. Rappelons ici les projets d'étude d'ouvrages hydro-énergétiques de grande ou petite importance, de complexes destinés non seulement à la production d'énergie électrique, mais aussi à l'irrigation, les études sur la distribution optimale des flux pour réduire les pertes d'énergie électrique, les problèmes de la résistivité et de l'isolation des équipements, des lignes, etc. Nous devons également renforcer et approfondir les mesures technico-organisationnelles visant une disponibilité technique accrue des équipements énergétiques et du réseau électrique national afin de garantir le ravitaillement ininterrompu des consommateurs d'énergie électrique.

Le Parti a toujours fixé des tâches importantes soit pour accroître la production énergétique soit pour l'utiliser suivant un rigoureux régime d'économies.

Les bilans définitifs dressés à la fin de chaque année montrent que les tâches fixées ont été accomplies en engageant moins de ressources énergétiques qu'il n'en a été envisagé dans le plan. Ainsi, par exemple, rien qu'en 1982, la quantité du carburant utilisé a baissé de 12 pour cent, celle de fuel et de mazout de 16 pour cent, celle de charbon de 6 pour cent, etc. Ces chiffres montrent que les tâches fixées pour une utilisation judicieuse des ressources énergétiques ont toujours été mieux comprises et qu'elles sont considérées toujours plus en liaison étroite avec la situation actuelle, la crise énergétique qui tenaille le monde capitaliste et révisionniste et la place qu'elles occupent dans notre balance monétaire. Ils en disent long aussi sur les grandes potentialités et réserves dont nous disposons dans l'utilisation judicieuse de nos ressources énergétiques.

Les tâches relatives au développement de la base énergétique de notre pays et à son utilisation rationnelle, a indiqué le camarade Enver Hoxha au VIII^e Congrès du Parti, doivent être considérées avec tout le sérieux requis comme parties d'un tout. Cette recommandation du camarade Enver Hoxha doit être au centre de l'attention de tous les travailleurs et consommateurs des ressources énergétiques de notre pays.

LE DEVELOPPEMENT PRIORITAIRE DES TRANSPORTS FERROVIAIRES ET L'INTENSIFICATION DE LEUR ACTIVITE

Kiço Milo

Llambi Leka

Les progrès enregistrés sous le pouvoir populaire de notre économie nationale dans son ensemble s'observent aussi dans le secteur des transports, et en particulier dans les transports ferroviaires.

Dans son ouvrage «A propos du 7^e plan quinquennal», le camarade Enver Hoxha a indiqué que l'«on ne peut concevoir le développement d'une économie hautement efficace sans le développement et une grande extension du réseau ferroviaire». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 433.) En 1982, les transports ferroviaires ont couvert chez nous 43 pour cent du transport des marchandises du ministère des Communications. Cela est un vivant témoignage du développement impétueux de ces transports importants qui doivent occuper une place importante à l'avenir. Les transports ferroviaires se sont développés chez nous deux fois plus rapidement que les transports routiers.

Mais ce sont les mesures prises surtout en 1981 afin de mettre en œuvre les orientations très importantes données par le camarade Enver Hoxha à propos du 7^e plan quinquennal, qui ont influé notablement sur l'intensification des transports ferroviaires. La charge des marchandises transportées par chemin de fer en 1981 a été de 12 pour cent supérieur aux chiffres de 1980, ce qui a assuré une réduction sensible des dépenses. Actuellement, le coût moyen par tonne kilomètre dans nos chemins de fer est environ trois fois inférieur à celui des transports routiers.

Dans le cadre de l'accomplissement des importantes tâches fixées par le VIII^e Congrès du Parti, le 7^e plan quinquennal a défini une série de mesures dont l'adoption contribue à l'extension et au renforcement de nos transports ferroviaires en particulier, ainsi qu'à leur intensification.

Avec la mise en service des chemins de fer Laç-Shkodër-Hani i Hotit et Fier-Vlore, ainsi que certaines autres ramifications importantes, notre réseau ferroviaire, aujourd'hui long de 350 kilomètres, atteindra 440 kilomètres. On exploitera toujours plus les lignes existantes en faisant passer la charge de chaque ligne de 1,6 à 2,2 millions de tonnes/kilomètres. A la suite de la mise en œuvre des mesures d'ensemble qui seront prises pour améliorer le travail dans les transports ferroviaires, leur part, à la fin du présent quinquennat, dans le transport général des marchandises du ministère des Communications aura augmenté de 24 pour cent qu'elle était en 1970, à 47 pour cent.

L'essentiel est toutefois d'accomplir dans leur totalité les tâches fixées dans le cadre de la révolutionnarisation de la méthode de travail et de la direction scientifique, de la formation d'une saine conception du rôle que doivent jouer les transports ferroviaires en tant que puissants transports prioritaires. A cette fin, il convient de renforcer l'organisation et la direction des affaires pour mieux exploiter les abondantes potentialités existantes, pour utiliser plus à fond les moyens disponibles et avancer sans arrêt dans la réalisation des investissements destinés à l'extension et à la rénovation du réseau ferroviaire. Conformément aux tâches fixées par le plan quinquennal, 80 pour cent environ de l'accroissement du volume du travail effectué par les chemins de fer seront assurés grâce à une exploitation toujours plus intense de toutes les lignes. Cela attire l'attention sur la nécessité d'arrêter des mesures plus complètes pour accroître la capacité de mise sur rail des trains sur toutes les lignes, augmenter la vitesse moyenne du mouvement des trains et le poids même de chaque train, améliorer le système de signalisation ferroviaire, harmoniser l'activité des chemins de fer avec celle des autres branches de notre économie, etc.

Il faut en particulier veiller à **la densité accrue du mouvement des trains par 24 heures.** Cela nécessite un accroissement des capacités de transport, car, selon les études et calculs effectués, il est parfaitement possible d'augmenter de plus de 50 pour cent le mouvement des trains par 24 heures. La réalisation de cet objectif demande en premier lieu que les cheminots, eux-mêmes, ainsi que le ministère des Communications élèvent le niveau de leur travail en élaborant et en mettant en œuvre des graphiques aussi rationnels que possible du mouvement des trains afin de resserrer les liens avec les expéditeurs et les destinataires des marchandises, etc.

Dans le cadre de cette intensification de nos transports ferroviaires, il importe en particulier de faire des efforts à tous les niveaux pour **augmenter la charge de chaque train**. Les résultats obtenus à ce jour montrent que nombre de gares et de mécaniciens d'élite, en améliorant la structure des wagons, ont réussi à augmenter de 30 pour cent la charge moyenne des trains. Les tâches prévues par le plan exigent que jusqu'à 1985 la charge moyenne des trains s'accroisse d'au moins 20 pour cent. Suivant les études et les analyses effectuées, cette charge doit atteindre les 950 tonnes, alors qu'aujourd'hui elle n'est que de 800 tonnes. C'est ainsi que l'on économisera des locomotives, des quantités considérables de carburant, des pièces détachées, etc. Tout cela signifie une économie de quelques millions de leks en devises.

Une autre tâche, aussi importante qu'urgente, dans le cadre de l'intensification du travail de nos chemins de fer, est **la lutte et les efforts qu'il faut mener pour réduire le temps de circulation des wagons, qui est actuellement de plus de 2,4 jours-nuits**. Le temps de stationnement sur les voies des wagons de toutes sortes et surtout des wagons découverts, est encore considérable. C'est là une grande réserve intérieure, mais qui reste encore inexploitée, essentiellement pour des raisons subjectives. Tout en maintenant inchangés les autres indices du rendement des wagons, nous n'économiserions pas moins de 60 wagons par an pour le même volume de marchandises transportées, si seulement nous réduisions de 5 pour cent le temps de leur circulation. Cela exige **d'abord une direction et une organisation parfaites, une discipline technique et scientifique rigoureuse, ainsi qu'une discipline prolétarienne au travail; ensuite, l'introduction de nouvelles technologies, de nouveaux modes de chargement et déchargement et de manipulation des marchandises; et enfin l'équipement des gares en entrepôts, en espaces nécessaires, en moyens et en appareils de chargement-déchargement, etc.**

Dans ce cadre, la suppression totale de toute attente des wagons devant être chargés ou déchargés, ainsi que l'écourtement de l'exécution de ces opérations dans les gares, au port maritime de Durrës, ainsi que de la part des expéditeurs et des destinataires des marchandises, constitue une autre réserve sur laquelle les cheminots doivent davantage concentrer leur attention.

C'est là une tâche non seulement pour les travailleurs des transports mais aussi pour ceux des autres branches de notre économie. En 1982, les retards des moyens de transport ont été réduits d'environ 35 pour cent par rapport à 1981. Convertis en moyens de transport, ces gains peuvent être évalués à plusieurs dizaines de wagons, à plusieurs centaines de tonnes de carburant, etc.

L'analyse de ces retards montre qu'on les observe essentiellement dans les entreprises, usines et complexes industriels à forte production. Aussi est-il demandé de renforcer davantage l'organisation du travail pour une meilleure manipulation des wagons. Des retards non négligeables sont constatés aussi dans certaines gares et dans le port de Durrës, où l'application des règles technologiques rigoureuses est également nécessaire à la réception et au départ des wagons. De pair avec les autres mesures arrêtées, il est particulièrement important d'exploiter plus rationnellement les appareils de chargement-déchargement ainsi que de mécaniser davantage ces processus, surtout dans les gares, chez les expéditeurs et les destinataires des marchandises. En ce qui concerne notamment les produits massifs, comme les minerais, le bois d'œuvre, les matériaux de construction, il est fort possible de procéder plus rapidement qu'on ne l'a fait jusqu'à présent, et cela en comptant sur nos propres forces et les investissements planifiés, en effectuant des travaux de constructions relativement simples.

L'expérience avancée des gares de Lushnje, de Durrës, d'Elbasan et d'autres villes, ainsi que celle des parcs automobiles de Tirana, d'Elbasan, de Durrës, etc., qui ont mieux coordonné leur travail aussi bien entre eux qu'avec les entreprises expéditrices et destinataires des marchandises, cette expérience donc doit être généralisée et diffusée encore davantage et plus rapidement que jusqu'ici.

Pour développer encore les transports ferroviaires et élever leur efficacité, il faut également **attacher de l'importance aux embranchements ferroviaires et surtout industriels**. Ils permettent de réduire les frais de transport pour le déplacement de chaque tonne de marchandises, en diminuant de 30 pour cent le délai de la livraison des produits et évitent considérablement la détérioration des marchandises. L'avantage économique des embranchements ferroviaires en général et des embranchements industriels en particulier apparaît plus clairement encore si l'on tient compte du fait qu'ils couvrent près de 60 pour cent du mouvement du volume des produits transportés par chemin de fer. D'autre part,

environ 60 à 65 pour cent de ce volume de marchandises sont chargés ou déchargés par les entreprises productives ou consommatrices elles-mêmes.

Le seul raccordement des cimenteries de Fushë-Krujë et d'Elbasan aux lignes ferroviaires permet d'économiser en une année 50 à 60 camions de 8 tonnes, environ 300 tonnes de gasoil, plus de 300 ensembles de pneus, de nombreuses pièces détachées, etc. La baisse du coût de transport permet aussi d'économiser chaque année plus de 2 millions de leks. C'est pourquoi il est plus que nécessaire de veiller toujours plus à ce que les investisseurs et les constructeurs mettent tout en œuvre pour multiplier et étendre les embranchements ferroviaires aussi bien dans les unités industrielles à construire, et cela en les envisageant dès le projet d'étude de ces unités, que dans les unités industrielles et agricoles existantes qui n'ont pas encore été raccordées au réseau ferroviaire. On pourrait ainsi par exemple raccorder aux lignes de chemin de fer l'usine de matières plastiques de Lushnje et le combinat de traitement du bois «Misto Mamé» de Tirana.

Dans le cadre de l'exécution des orientations données par notre Parti et des recommandations particulières du camarade Enver Hoxha sur la possibilité d'électrifier des lignes de chemin de fer, des études ont été mises au point et approfondies sous cet aspect également. Nous disposons aujourd'hui d'un système énergétique puissant et indépendant, où environ 80 pour cent de l'énergie électrique sont fournis par les centrales hydro-électriques. Cela constitue une base nécessaire et favorable au passage graduel de l'utilisation des moteurs diesel à celle de l'électricité dans les chemins de fer. Selon les calculs effectués et compte tenu du volume de travail prévu pour 1985, l'utilisation de l'électricité permettra de réaliser un gain annuel de quelques millions de leks.

L'avantage de l'utilisation de l'électricité dans les transports ferroviaires apparaît encore plus nettement si l'on a en vue les caractéristiques techniques de la mise en service des locomotives électriques. Par rapport aux locomotives diesel, elles sont plus avancées, ont une capacité de traction supérieure, en particulier dans les lignes d'une inclinaison de plus de 12 pour cent, comme c'est le cas de la ligne Elbasan-Pogradec où l'inclinaison peut même atteindre 25 à 40 pour cent. Par ailleurs, le coût par cheval de puissance dans les locomotives électriques est 2 à 2,5 fois moins élevé que dans les locomotives diesel. Elles présentent aussi d'autres avantages, comme dans les délais de service qui, pour ces locomotives, sont environ 2 fois plus réduits que pour les locomotives diesel, dans les services d'entretien et de réparation, qui coûtent 3 fois moins, ainsi que dans la rentabilité des investissements effectués dans les chemins de fer.

L'utilisation plus rationnelle des entrepôts et des places dans les gares et les ports maritimes, leur construction fondée sur des critères de rentabilité, ainsi que leur utilisation par les expéditeurs et les destinataires des marchandises, exercent une action positive sensible pour une plus large et plus intense exploitation des transports ferroviaires. Cela permet d'accroître les capacités d'accueil des gares et la vitesse des déplacements des marchandises. Un nombre suffisant de places et d'entrepôts offre encore plus de possibilités pour élever le degré de mécanisation dans le chargement-déchargement et faciliter le travail manuel, en accroissant la productivité du travail. Dans ce domaine, nous avons obtenu des succès et acquis une expérience avancée, mais le stade actuel demande que ce problème reçoive une solution dès la phase de l'élaboration des projets de construction, compte tenu toujours des perspectives d'avenir.

La direction et l'organisation du travail dans les transports ferroviaires suivant de nouvelles méthodes et formes de travail, ainsi que le perfectionnement continu du mode de direction et d'organisation existant, sont aussi étroitement liés **à l'accumulation et à l'élaboration d'une information rapide, précise et complète.** De cette information et de son utilisation dépend beaucoup également l'efficacité des mesures susmentionnées; ainsi sera toujours mieux garanti aussi le mouvement des moyens de transport à tout moment.

La mise en œuvre des directives du Parti et des enseignements du camarade Enver Hoxha sur le développement prioritaire des transports ferroviaires et la mobilisation des potentialités internes dans ce secteur, permettra de renforcer toujours plus nos transports au service de la production et de notre vie socialiste dans son ensemble.

LA TRANSFORMATION DES COOPERATIVES DE TYPE SUPERIEUR EN ENTREPRISES AGRICOLES ET LES PROBLEMES QU'ELLE POSE

Priamo Bollano, docteur en sciences économiques

Fari Dari

Il a été déjà démontré que la collectivisation de l'agriculture et le développement continu de l'ordre coopératif sont la seule voie à suivre pour la construction du socialisme à la campagne. Les transformations révolutionnaires et les progrès matériels, sociaux et psychologiques qui ont eu lieu dans nos campagnes, ne pouvaient être conçus sans l'ordre coopératif ni en dehors de celui-ci. Comme le camarade Enver Hoxha l'a souligné au VIII^e Congrès du PTA, ils représentent l'une des plus grandes victoires de la ligne et de la politique suivies par le Parti pour l'édification du socialisme.

Le processus de la transformation socialiste de nos campagnes ne s'est pas achevé avec la collectivisation de l'agriculture. L'édification du socialisme à la campagne est une révolution ininterrompue qui comprend une série de transformations de caractère social, économique, idéologique, culturel, organisationnel et technique. L'ordre coopératif, lui-même «... est soumis à un processus de développement et de progrès continu qui aboutit à la construction intégrale de la société socialiste». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 332.) Tout au long de ce processus, la socialisation du travail et des moyens de production est portée à un niveau supérieur, les traits communs aux deux formes de la propriété socialiste deviennent toujours plus marquants et la propriété coopérative se rapproche graduellement de la propriété de la société tout entière pour se transformer par la suite en celle-ci.

La transformation des coopératives en entreprises agricoles est la condition fondamentale de la promotion de l'égalité sociale entre la paysannerie coopérée et les travailleurs de l'agriculture et de la solution totale de la question agraire dans notre pays. C'est là une grande tâche historique qui ne peut pas s'accomplir tout d'un coup. Pour s'en acquitter, la révolution socialiste a dû parcourir des chemins inconnus, des sentiers nouveaux. Il n'y a pas très longtemps que la doctrine économique marxiste-léniniste s'est dotée d'une théorie sur les voies et les moyens nécessaires à la mise en œuvre de cette tâche historique. Les classiques du marxisme-léninisme ne firent que poser ce problème en en donnant une image d'ensemble, mais ils ne purent définir ni théoriquement ni pratiquement les voies concrètes à suivre pour la transformation de la propriété de groupe en propriété du peuple tout entier. A leur époque, la pratique révolutionnaire n'exigeait pas encore qu'une telle tâche fût réalisée. L'Union soviétique ne put acquérir cette expérience car la construction du socialisme à la campagne y fut interrompue par la contre-révolution révisionniste. La restauration du capitalisme dans ce pays entraîna l'abandon de la voie léniniste de la collectivisation et l'apparition à la campagne et du capitalisme collectif et de la propriété privée capitaliste proprement dite.

Notre pays a acquis une expérience originale dans ce domaine. Par sa pensée théorique, le Parti du Travail d'Albanie avec le camarade Enver Hoxha à sa tête, apporte une très précieuse contribution au progrès de la construction socialiste à la campagne. Les profonds et continus processus économiques et sociaux qui se produisent dans nos campagnes, tels que la consolidation économique et organisationnelle des coopératives agricoles, la mise sur pied de coopératives de type supérieur, l'intensification prioritaire de l'agriculture dans les zones de plaines les plus fertiles du pays sans négliger pour autant l'intensification de l'agriculture dans les autres zones, la mise en troupeau du bétail personnel et la limitation du lopin individuel de chaque coopérateur en y faisant introduire de nouveaux éléments sociaux, font partie de l'expérience historique que la révolution socialiste a accumulée en Albanie en ce qui concerne les voies du rapprochement de la propriété coopérative de la propriété de la société tout entière et sa transformation en cette dernière.

Notre Parti a argumenté théoriquement et appliqué dans la pratique des mesures visant à **harmoniser les rapports de la propriété de groupe avec la propriété du peuple tout entier**. Au VIII^e Congrès du Parti le camarade Enver Hoxha a indiqué: «Cela entraînera le rétrécissement graduel de la sphère des rapports de la propriété coopérative, jusqu'à sa conversion ultérieure en propriété du peuple tout entier». (Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, éd. fr., p. 42, Tirana, 1981.)

La transformation des coopératives agricoles en entreprises d'Etat est un processus organisé, contrôlé et dirigé consciemment par le Parti et l'Etat socialiste. Il n'est ni laissé à la spontanéité, ni incité de façon artificielle, ni réalisé par des mesures et des voies administratives. Hâter ce processus sans tenir compte des conditions et des possibilités réelles, aurait compromis la transformation des coopératives en entreprises d'Etat ce qui aurait été un fardeau pour la société. D'autre part, marquer le pas et freiner ce processus, aurait fait obstacle au développement et à l'intensification plus poussés de l'agriculture, à son passage d'une forme inférieure à une forme supérieure de la propriété socialiste, cela aurait inculqué et renforcé la psychologie de la propriété de groupe au détriment des intérêts de la société.

La transformation des coopératives agricoles en entreprises d'Etat est le résultat du développement quantitatif et qualitatif des forces productives, du perfectionnement des rapports de production socialistes dans les coopératives agricoles; du développement du pays dans la voie du socialisme dans tous les domaines, économique, social, idéologique et politique. «De la même manière que notre paysan, souligne le camarade Enver Hoxha, s'engagea dans la voie de la collectivisation de l'agriculture, progressivement, avec son libre consentement et à travers la «voie économique», il parviendra après un long processus de développement et de consolidation, toujours à travers la voie économique, à convertir la propriété commune de groupe en propriété de la société tout entière». (Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1970-1971*, éd. alb., p. 122.)

Réalisée dans «la voie économique», cette transformation ne peut être accomplie ni par le renversement de la propriété socialiste de groupe ni par sa négation ou sa «nationalisation», comme la propagande bourgeoise et révisionniste cherche à faire croire. Elle est, au contraire, un processus qui se produit dans le cadre de la propriété socialiste, de son passage de sa forme inférieure à sa forme supérieure. Cette transformation favorisera encore plus le développement des forces productives, l'intensification et la modernisation de la production agricole, ainsi qu'une utilisation toujours plus efficace de l'accumulation productive. La reproduction élargie dans les coopératives converties en entreprises agricoles sera réalisée dans de plus vastes proportions et de façon plus harmonieuse.

La conversion des coopératives en entreprises agricoles entraînera la disparition de la parcelle individuelle du coopérateur. Les besoins des anciens membres des coopératives agricoles en produits de consommation individuelle seront satisfaits par le commerce d'Etat. L'ancien coopérateur consacra une bonne partie du temps qu'il passait à travailler dans sa parcelle individuelle, au travail social commun et le reste, à l'élévation de son niveau de formation culturelle, technique et professionnelle.

Faisant la synthèse des résultats obtenus dans le développement des forces productives, le perfectionnement des rapports de production socialistes et la formation de la conscience socialiste de nos coopérateurs, le camarade Enver Hoxha a souligné, au VIII^e Congrès du Parti, la nécessité de la conversion, pendant la mise en oeuvre du 7^e plan quinquennal, **de certaines coopératives agricoles de type supérieur en entreprises agricoles**. L'étude des mesures à prendre et des voies concrètes à suivre pour l'application de cette directive a fait ressortir certains problèmes dont on doit tenir compte tout au long du processus de la conversion des coopératives agricoles en entreprises d'Etat.

1. La définition complète, juste et exacte des indices qui caractérisent, du point de vue technico-productif et socio-économique, le développement des forces productives des coopératives qui seront transformées en entreprises agricoles, est d'un intérêt particulier.

La pensée scientifique économique est arrivée à la conclusion générale que le niveau du développement des forces productives peut s'exprimer, du point de vue technico-productif, par l'utilisation de tout un complexe d'indices, tels que les moyens essentiels par 100 hectares de terre cultivable et par travailleur, la stabilité et les niveaux des rendements des produits végétaux et animaux, calculés pour une longue période et comparés avec le niveau moyen des entreprises agricoles de la même orientation économique ou bien des entreprises agricoles du même district. Considéré du point de vue économique et social, ce niveau peut se caractériser par les indices du produit marchandise et des revenus nets par 100 hectares de terre cultivable, du salaire par journée de travail, par norme de rendement et par travailleur de la coopérative agricole, comparés avec les mêmes indices des entreprises agricoles.

Un autre indice complémentaire caractérisant le niveau du développement des forces productives peut être le fonds de garantie des salaires, le fonds disponible à des fins d'investissements, la somme des fonds circulants dont dispose ou non telle ou telle coopérative. La conversion des coopératives en entreprises agricoles permet à l'Etat de mieux mettre dans la circulation économique ces fonds pour qu'ils soient utilisés de façon plus complète et plus rentable. Une question à part qui se rattache à la conversion des coopératives de type supérieur en entreprises d'Etat, **c'est la définition des indices exprimant l'avantage économique de cette conversion, dans la mesure où, loin d'être un «fardeau» pour l'Etat**, une entreprise nouvellement créée doit assurer à la société des revenus nets nécessaires à une reproduction aux proportions toujours plus vastes.

Nous en tenant à la conception élaborée par la pensée économique marxiste-léniniste de notre Parti sur l'efficacité de la production en régime socialiste, nous estimons que l'avantage de la conversion des coopératives en entreprises agricoles est exprimé par l'utilisation des indices du produit net par 100 hectares et des revenus nets pour la société (ces derniers étant présentés sous forme de rentabilité générale), par rapport aux mêmes indices des autres entreprises agricoles. *[On entend ici par rentabilité générale le rapport en pourcentage entre les revenus nets de la société (le revenu net et centralisé de l'Etat et le revenu net de l'entreprise) et le coût global de la production.]* On peut utiliser également comme indice complémentaire le produit net de l'entreprise et sa rentabilité.

L'utilisation des indices susmentionnés permet de juger s'il est temps ou non, du point de vue économique, de transformer les coopératives agricoles de type supérieur en entreprises d'Etat. Cette transformation est tout à l'avantage de la société et mûre du point de vue économique, chaque fois qu'une nouvelle entreprise mise sur pied à la suite de cette transformation a à peu près **les mêmes indices de développement des forces productives et de rentabilité économique que les entreprises agricoles, voire des indices supérieurs**, et que les revenus assurés par la vente de ses produits, **couvrent les frais de production et assurent des revenus nets pour la société** (au niveau moyen des entreprises agricoles ou même au-dessus).

2. L'emploi des nouvelles forces de travail est un problème qui mérite d'être traité, étudié et résolu attentivement. Comme le camarade Enver Hoxha l'a souligné, «c'est là un problème qui a existé et existera dans l'avenir également. Aussi faut-il le traiter avec une attention soutenue». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 336.) De la même manière que les nouvelles forces actives des campagnes sont employées dans les coopératives, dans les conditions de la nouvelle entreprise agricole également la nouvelle main-d'œuvre doit être occupée totalement aux travaux de l'entreprise, dans tous les secteurs de la vie économique et culturelle des campagnes, la priorité devant être, comme toujours, accordée au développement de la production agro-pastorale. Le camarade Enver Hoxha nous enseigne qu'une amélioration des services destinés aux cultures des champs, à l'élevage et à l'arboriculture fruitière, une meilleure organisation du travail et un nombre croissant d'investissements, «... augmenteront la production, élèveront la rentabilité, baisseront le coût de la production et permettront aux ouvriers de s'assurer leurs propres revenus et de produire pour le développement de la société dans tous les domaines. Il n'y a ni ne peut y avoir d'autre solution.» (*Op. cit.*, p. 336.) C'est là un vaste champ d'études et de synthèses si nous voulons maintenir et parfaire la gestion économique des exploitations agricoles, améliorer la structure des semences, accélérer les rythmes de la mécanisation des travaux en harmonie avec la main d'œuvre croissante, faire de plus grands investissements surtout dans les cultures des champs, l'élevage et l'arboriculture fruitière, introduire de nouvelles technologies dans la production et d'autres domaines.

3. La conversion des coopératives de type supérieur en entreprises agricoles **marque également l'élimination des disparités entre les membres des coopératives et les travailleurs des entreprises agricoles dans le domaine des assurances sociales, des pensions de retraite, des services communaux, du commerce**, etc. Avec la conversion des coopératives en entreprises agricoles, des dispositions légales sur les assurances sociales d'Etat entreront en vigueur. A ce propos, la pratique attire l'attention sur certains problèmes dont on doit tenir compte, tels que la rémunération des coopérateurs ne réunissant pas les conditions nécessaires pour obtenir une pension de retraite et dans les familles desquels personne ne peut travailler, et le calcul de l'ancienneté au travail afin d'obtenir une pension de retraite.

Des mesures particulières devront être prises graduellement en vue de mieux satisfaire nombre de besoins vitaux de la paysannerie, comme, par exemple, dans l'approvisionnement et les services communaux. Des problèmes d'un caractère spécifique se sont fait jour dans la répartition des produits agro-pastoraux et les fournitures matérielles et techniques; ils seront résolus de la même façon que dans les entreprises d'Etat, ce qui permettra ainsi d'accroître et d'intensifier la production agricole.

4. La conversion des coopératives en entreprises agricoles passe par le rapprochement de la propriété coopérative de la propriété de la société tout entière. C'est pour cette raison que **le perfectionnement continu des rapports de production socialistes dans toutes les coopératives de type supérieur passe par l'entrelacement des rapports de la propriété d'Etat avec les rapports de la propriété de groupe, et tend à l'élargissement de la sphère des rapports de la propriété de la société tout entière.** C'est là un vaste champ d'étude et d'action pour les organismes d'Etat, les institutions de recherche scientifique et les écoles supérieures de chez nous. Leur objectif est d'améliorer la structure de la production, de veiller à l'extension et à l'harmonisation des branches principales, auxiliaires et complémentaires, d'approfondir la concentration et la spécialisation, d'appliquer la rotation agricole optimale, de parfaire les rapports de répartition et les relations économiques entre l'Etat et les coopératives, etc. Ces problèmes doivent être traités et résolus progressivement, en commençant par les coopératives de la zone de plaines de la dépression côtière, zone agricole dont l'intensification prioritaire constitue «... une étape transitoire dans la consolidation de notre système socialiste de l'agriculture et dans la conversion des coopératives agricoles de la zone de plaines en entreprises agricoles» (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 191.), pour s'étendre ensuite aux autres coopératives.

La conversion des coopératives de type supérieur en entreprises agricoles, qui a commencé au 7^e plan quinquennal comme un processus économique mûr, nous permettra d'accumuler de l'expérience pour faire de nouveaux pas en avant. Elle créera des possibilités pour une meilleure mise en valeur des problèmes posés et des voies les plus adéquates menant à leur solution au cours du processus du développement et du progrès de l'ordre coopératif dans nos campagnes socialistes.

CONSIDERATIONS GENERALES ET PROBLEMES RELATIFS AUX MESURES PRISES POUR LA MISE EN TROUPEAU DU BETAIL DES LOPINS PERSONNELS

Nexhmedin Luari, maître de recherches

Irakli Vero

Le lopin personnel, en tant que phénomène économique, a vu le jour en même temps que la collectivisation de l'agriculture, avec rétablissement du système coopératif dans les campagnes, comme une exploitation auxiliaire destinée à la consommation personnelle et de caractère transitoire. La suppression du lopin personnel sera atteinte par des voies naturelles, lorsque l'économie collective sera en mesure de satisfaire tous les besoins de la famille coopérée en produits végétaux et animaux et lorsque le coopérateur sera à même d'acquiescer ces produits avec les revenus de son travail collectif. «Si nous arrivons à assurer l'abondance dans les coopératives agricoles, a souligné le camarade Enver Hoxha, alors le paysan, lui-même, verra un obstacle dans le lopin personnel». (Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 18, p. 344.)

Le développement et la consolidation des coopératives agricoles, l'accroissement de leur production, ont conduit à la limitation du lopin personnel ainsi qu'à la diminution du rôle de cette économie en tant que ressource complémentaire pour les besoins de la famille coopérée.

Parallèlement, la conscience socialiste des coopérateurs s'est renforcée, leurs conceptions et leur mentalité sur la propriété du lopin personnel ont changé en faveur de la propriété collective. C'est là qu'ont leur source les initiatives d'un profond contenu idéologique, économique et social de la paysannerie coopérée. La mise en troupeau du bétail personnel constitue une de ces initiatives.

Avec le développement et l'intensification de la production agricole, l'organisation de l'entretien et du pâturage du bétail des coopérateurs devenait un problème toujours plus urgent. Mettant à profit l'expérience de quelques économies coopérées, dans certaines zones du pays, on s'est mis au travail pour organiser l'entretien et le pâturage collectifs du menu bétail. C'était là le premier pas, qui allait conduire plus tard, au cours du processus du développement multilatéral des coopératives agricoles, au perfectionnement de l'organisation et de l'administration des troupeaux collectifs. Les avantages des troupeaux collectifs apparaissaient toujours plus nettement. Dans ces conditions, dès 1975, les coopérateurs de Pogon, dans le district de Gjirokastër, furent les premiers à prendre l'initiative de mettre en troupeau tout leur menu bétail.

Toujours fidèle au Parti, la paysannerie coopérée embrassa cette initiative avec enthousiasme et entreprit des actions concrètes dans le même sens. Cette initiative, qui introduisait de nouveaux éléments sociaux dans le caractère du lopin personnel, fut encouragée et dirigée par le Parti. Le Parti recommanda que chaque pas fût bien pesé, conformément aux conditions objectives et subjectives de chaque région, district ou économie. En marchant sur cette voie, à la fin de 1980, 52 pour cent du menu bétail personnel avaient été mis en troupeau et, dans certaines coopératives agricoles de plaine, était entamée la mise en troupeau du gros bétail. Le Parti et le camarade Enver Hoxha ont considéré le problème de la mise en troupeau du bétail personnel comme une tâche importante, car, c'est à travers ce pas révolutionnaire qu'il sera possible d'étendre la propriété collective, de restreindre le rôle du lopin personnel et d'aller mieux au devant des besoins des coopérateurs.

La mise en troupeau du cheptel des familles coopératrices marque un progrès dans le processus de la suppression graduelle du lopin personnel.

Un autre élément important de ce processus consiste en ce que **l'élimination de certaines bêtes ne doit pas conduire à la réduction du nombre de têtes de bétail. Il faut remplacer ces bêtes et augmenter le troupeau collectif.** Ainsi, on voit se créer dans le domaine de la propriété et dans celui de l'accroissement des revenus provenant de l'économie collective une nouvelle situation. Sur cette base, les revenus de la famille coopératrice connaîtront une augmentation graduelle, du fait d'une plus large participation de ses membres aux travaux collectifs, ainsi que de l'augmentation du revenu total de la coopérative.

La mise en troupeau du bétail des coopérateurs a conduit également à l'extension des relations d'échange entre les coopérateurs, en ce qui concerne les produits de l'ancien bétail personnel.

L'introduction des relations marchandise-argent donne à la paysannerie la possibilité de disposer librement des revenus qu'elle tire de l'économie collective. D'autre part, la mise en troupeau du bétail et la limitation du lopin personnel ont barré la voie à l'achat et à la vente libres des produits du lopin personnel, **créant ainsi les conditions portant à la disparition du marché paysan privé**. Cela a contribué à accroître la participation au travail des coopérateurs.

En 1981, la mise en troupeau du menu bétail était terminée dans tout le pays, alors que dans 13 districts de la zone de plaines était achevée la mise en troupeau des vaches.

Au cours de cette période, le Parti et le camarade Enver Hoxha ont suivi de près cette action et ont recommandé parallèlement à la mise en troupeau et à la construction d'étables pourvues de locaux annexes, de veiller à assurer la base alimentaire, de ne pas faire de distinction entre le bétail mis en troupeau et celui de la coopérative et de procéder à la restructuration scientifique du troupeau. Dans ce but, des mesures ont été adoptées pour assurer la spécialisation et la concentration du bétail ainsi que la base alimentaire. A cette fin, on a mis sur pied des brigades ayant pour but d'assurer la base alimentaire du bétail de la coopérative et de celui des coopérateurs.

Indépendamment du grand travail mené par le Parti dans cette importante action, certains défauts ont également été relevés, mais ils ont été graduellement éliminés grâce aux résultats obtenus dans la mise en troupeau du bétail personnel.

L'expérience de ces deux dernières années après l'achèvement de la mise en troupeau du menu bétail dans tous le pays et des vaches dans plusieurs districts, montre que **l'administration collective du bétail des familles coopératrices marque un pas en avant et porte un autre coup au sentiment et à la psychologie de la propriété privée, raffermissent encore l'esprit du collectivisme et de la solidarité socialistes**. Cette mesure, qui a l'importance d'un tournant révolutionnaire, est bénéfique aussi sous plusieurs autres aspects. Elle libère des travaux pénibles les enfants, les personnes âgées et surtout les femmes, elle atténue considérablement la contradiction entre le nombre du bétail et la superficie du lopin personnel; elle diminue au maximum les préjudices causés à la propriété collective; elle raffermie encore l'harmonie et l'unité entre les coopérateurs; elle consolide la conscience socialiste des gens; elle établit de nouveaux rapports entre la coopérative et les coopérateurs. Grâce à cette mesure, la participation de ceux-ci au travail s'accroît, et les rendements augmentent. D'autre part, cette mesure assure aux coopérateurs plus de temps libre, qu'ils peuvent employer pour leur instruction et leurs loisirs. Elle crée de meilleures conditions pour l'hygiène collective à la campagne et, enfin, permet de traiter sur des bases scientifiques et d'améliorer les races du bétail des coopérateurs.

La mise en troupeau et la limitation ultérieure du lopin personnel ont également mis en évidence certains problèmes de caractère économique, social et organisationnel, qui doivent être traités et considérés avec une attention particulière par les organes concernés.

Avec l'achèvement de la mise en troupeau du bétail personnel à l'échelle nationale, les troupeaux ainsi organisés seront administrés par les coopératives agricoles. C'est là une tâche de grande responsabilité, car ces troupeaux constituent une importante richesse nationale. Les résultats acquis jusqu'à ce jour dans la mise en troupeau du bétail des familles coopératrices ainsi que la situation du bétail exigent que le travail soit centré surtout sur trois objectifs principaux, à savoir **la restructuration du troupeau, la préservation et l'augmentation du nombre des têtes de bétail, l'amélioration de la race et l'obtention de la base alimentaire nécessaire**. De ces trois éléments dépendent en grande partie l'accroissement de la production et la satisfaction des besoins des familles de coopérateurs en produits d'élevage.

Actuellement, un bon travail a été entrepris dans la restructuration du bétail. Des unités et des centres particuliers ont été mis sur pied dans chaque économie des zones de plaines. Aujourd'hui, dans ces troupeaux, la restructuration pour le remplacement du menu bétail a été achevée, alors que pour les vaches on s'emploie à assurer le nombre nécessaire de génisses.

L'impératif est donc: **pas d'élimination de bétail sans restructuration**. En attendant cette restructuration, on gardera même les vaches donnant peu de lait. Ce problème doit être considéré attentivement et concrètement pour chaque économie.

En ce qui concerne l'amélioration des races, si, dans les troupeaux constitués l'on continue d'avancer aux rythmes actuels, on sera loin d'obtenir les résultats souhaités. Aussi est-il nécessaire que le ministère de l'Agriculture, les districts, et chaque économie agricole prennent toutes les mesures requises afin d'accélérer les rythmes d'amélioration des races du bétail appartenant aux coopérateurs.

Le troisième problème, sans lequel on ne saurait résoudre les deux autres, c'est d'assurer la base alimentaire nécessaire. Actuellement, celle-ci ne répond pas aux exigences du moment. L'élevage des rendements par unité de superficie constitue une tâche pour toutes les économies agricoles (les coopératives agricoles). «... Afin d'assurer, selon les normes scientifiques requises, la base alimentaire de l'élevage, souligne le camarade Enver Hoxha, il sera nécessaire, en premier lieu, d'opérer un tournant radical dans l'accroissement des rendements des plantes fourragères. Dans la mesure des possibilités, qu'il soit procédé à une relative extension des superficies semées de plantes fourragères. C'est pourquoi, à cet égard, nous devons adopter quelques mesures concrètes, sans mésestimer pour autant la contribution et le travail des coopérateurs eux-mêmes». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 372.)

La mise en troupeau du bétail et la limitation du lopin personnel ont également posé des problèmes à notre commerce, tant au niveau de la coopérative agricole, qu'à celui du commerce d'Etat, qui s'implante de mieux en mieux dans les campagnes.

L'approvisionnement des familles de coopérateurs en toutes sortes de produits agricoles et d'élevage constitue une importante tâche dont la réalisation, rythmique et planifiée, doit être, aussi contrôlée.

En ce qui concerne l'approvisionnement en viande des familles de coopérateurs, les coopératives agricoles doivent nécessairement mettre sur pied des centres d'engraissement conformément aux conditions naturelles et aux traditions du district, de la zone ou de l'économie concernés.

Au cours de l'année 1982, les coopérateurs ont consommé une quantité accrue de produits agricoles et d'élevage. Mais certaines coopératives n'ont pas observé de justes proportions entre les livraisons à l'Etat et l'approvisionnement des coopérateurs eux-mêmes conformément au plan. L'accent a surtout été mis sur les livraisons à l'Etat.

En 1982, les coopérateurs ont été mieux approvisionnés en lait, fromages, caillebotte, viande, etc.

L'expérience acquise pendant ces années concernant la mise en troupeau du bétail, doit servir à faire en sorte que, dans les zones où se poursuit la mise en troupeau, il soit procédé graduellement, en ayant en vue les conditions concrètes du district ainsi que la situation économique des coopératives particulières, sans cependant marquer longuement le pas. D'aucuns estiment qu'il faut, dans certains cas et autant que le permettent les conditions, remplacer les vaches mises en troupeau par du menu bétail.

Le Parti a considéré la mise en troupeau du bétail des familles coopératrices comme une mesure révolutionnaire originale, qui enrichit le lopin personnel des coopérateurs de nouveaux éléments sociaux très importants pour le présent et le futur du système coopératif. Il faut veiller à ce que ce processus soit puissamment appuyé et porté toujours plus avant. «Les problèmes concernant la mise en troupeau du bétail, enseigne le camarade Enver Hoxha, sont des problèmes de croissance et de promotion de notre révolution socialiste dans la question agraire. Ce qui importe, c'est que ces problèmes ne soient pas aggravés par les faiblesses de notre travail subjectif, mais qu'ils soient, au contraire, résolus correctement et le plus tôt possible grâce à une saine activité idéologique, politique, organisationnelle, matérielle et directrice, dans l'intérêt même de la paysannerie, du développement et de la marche en avant de notre révolution socialiste». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 608.) A l'opposé de la voie révolutionnaire et originale suivie par notre Parti relative à ce problème, l'Union soviétique révisionniste et les autres pays révisionnistes ont utilisé l'économie du lopin personnel comme un pont de passage à la dégénérescence du système kolkhozien et coopératif socialiste en une économie collective purement capitaliste.

PROBLEMES DU PERFECTIONNEMENT CONTINU DE L'INSTRUMENT DES PRIX DANS LES RAPPORTS DE L'ETAT AVEC LES COOPERATIVES AGRICOLES

Andréa Nako

Sabah Hilmia, docteur en sciences économiques

Les enseignements des classiques du marxisme-léninisme et l'expérience historique de notre pays montrent très bien que les prix en régime socialiste remplissent d'importantes fonctions de distribution et de redistribution et que, conformément aux exigences des lois économiques objectives qui agissent dans la société socialiste, ils influent aussi considérablement sur la direction planifiée de l'économie et sur la mise en œuvre de la politique du Parti dans le domaine économique et financier. C'est précisément pour cette raison que le rôle et l'importance des prix ont toujours été appréciés par le Parti à leur juste valeur: les prix chez nous ont toujours été utilisés de façon consciente et planifiée, et, contrairement à ce qu'il en est dans les pays capitalistes et révisionnistes, ils n'ont fait l'objet d'aucune sous-estimation ni surestimation.

La fixation des prix de manière centralisée et planifiée par notre Etat a toujours servi au resserrement des liens économiques entre l'industrie et l'agriculture, la classe ouvrière et la paysannerie, à la distribution et à la redistribution planifiées du revenu national, à l'accroissement de la production industrielle et de la production agricole, du point de vue de leur quantité et de leur structure, comme assortiment et comme qualité. Ainsi conçue, cette fixation a toujours servi à accroître le salaire réel et les revenus de la paysannerie coopérée, à élever le niveau de vie matériel et culturel des travailleurs, ainsi qu'à renforcer le pouvoir d'achat de notre monnaie.

Dans cette communication, nous avons cherché à donner certaines idées sur la base de l'expérience positive de notre pays dans le domaine de la fixation planifiée des prix du stockage et de l'achat des produits agro-pastoraux, et à argumenter théoriquement et pratiquement certaines orientations visant au perfectionnement de la formation des prix d'achat des produits agropastoraux par l'Etat, afin que ce levier influe toujours plus activement sur l'application des directives de la politique du Parti dans leur ensemble et des tâches du 7^e plan quinquennal approuvé par le VIII^e Congrès du Parti, plus précisément :

- sur l'élévation de la productivité du travail et, sur cette base, sur le rapide accroissement des productions végétales et animales;
- sur une plus juste redistribution du revenu national entre les deux branches fondamentales de l'économie agricole, l'agriculture et l'élevage;
- sur une plus juste redistribution du revenu national entre les coopératives agricoles des plaines et celles de la zone de collines et de montagnes.

1. Comme on le sait, dans notre pays, alors que la rente absolue de la terre, en raison du monopole sur le sol en tant qu'objet économique, a été depuis longtemps supprimée, dans le secteur coopératif, par contre, la rente différentielle continue d'exister. Cet état de choses entraîne certaines particularités dans la formation des prix des produits agricoles. Dans l'agriculture, à la différence de l'industrie, où les prix de gros sont formés sur la base du coût moyen avancé, les prix d'achat par l'Etat des produits agricoles ne peuvent reposer sur le rendement et le coût des produits des terres de haute ou moyenne productivité. Et cela parce que, malgré l'important essor de la science et de la technique agricoles, malgré les investissements que l'Etat ne cesse de faire pour les bonifications des terres, les défrichements de terres nouvelles, etc., la superficie des terres d'une haute productivité reste encore limitée. D'autre part, afin de satisfaire les besoins de la population et de notre économie en produits agricoles, nous sommes, on le sait, obligés d'ensemencer de façon planifiée non seulement les terres d'une haute productivité, mais aussi les terres moins fertiles, ainsi que celles à basse productivité. Cela nous a appris à tenir compte, dans la fixation planifiée des prix d'achat des produits agricoles par l'Etat, du rendement, du coût de production des céréales panifiables récoltées sur les terres d'une qualité inférieure.

En fait, depuis 1957, les prix d'achat par l'Etat des produits agricoles chez nous ne sont pas fixés en fonction du rendement ni du coût des produits obtenus par les coopératives aux terres très fertiles, c'est-à-dire du coût avancé; ils ne sont pas non plus fonction du rendement ni du coût des produits des coopératives agricoles aux terres moyennement fertiles, mais **ils sont en général fixés de façon planifiée par l'Etat en fonction du rendement et du coût des produits obtenus sur les terres peu fertiles.**

Bien entendu, l'admission de ce principe sur le plan théorique et sa mise en œuvre dans la pratique ont toujours influé sur le développement de la production agricole prévue dans le plan de l'Etat.

La différence entre les prix d'achat par l'Etat des céréales panifiables des coopératives agricoles des zones de collines et de montagnes et ceux des coopératives de plaines (appliquée chez nous depuis 1966), le fait que les prix d'achat du maïs et du blé pour la zone de collines et de montagnes sont pratiquement de 13 à 23 pour cent plus élevés que ceux fixés pour la zone de plaines, ainsi que le fait que la fixation des prix d'achat du coton ou de la betterave sucrière par l'Etat ne repose pas sur le rendement et le niveau du coût de production des entreprises agricoles, mais tient compte du rendement et du coût de production des coopératives agricoles, montrent que **le mouvement des prix chez nous tend à atteindre un niveau tel que non seulement il couvre et doit couvrir les frais de production, mais aussi assure et doit assurer aux coopératives agricoles aux terres de qualité inférieure des revenus nets leur permettant de satisfaire les besoins de la reproduction élargie.** En ce qui concerne les travaux effectués par les SMT, on applique chez nous des tarifs différenciés qui tendent à réduire les disparités de coût entre les zones de collines et de montagnes et les plaines.

Il y a également des différences dans les prix d'achat par l'Etat de l'orge distique, des olives et partiellement du tabac. Nous estimons devoir étendre progressivement l'application de ce principe à d'autres cultures durant le 7^e quinquennat. Ainsi, l'instrument des prix servira encore mieux, parallèlement aux efforts des coopérateurs eux-mêmes, à accroître les rendements, à encourager l'accroissement de la production agricole et, d'autre part, à augmenter les revenus des coopératives des zones de collines et de montagnes.

Nous pensons que, dans la pratique, il serait utile d'étendre aussi l'application de ce principe à la culture du tournesol ou de quelque autre plante qui est effectivement cultivée de façon planifiée sur une superficie relativement importante dans les zones de collines également, où le prix de revient est plus élevé que dans les plaines et où sont actuellement engagées des dépenses plus considérables.

Une autre direction dans laquelle nous estimons que l'on peut perfectionner encore l'instrument des prix dans les rapports entre l'Etat et les coopératives agricoles, c'est le niveau même des prix en vigueur pour certains produits agricoles cultivés essentiellement dans les zones de collines et de montagnes, comme, par exemple, les olives, le tabac et les haricots.

Les rendements obtenus des années durant, le niveau relativement élevé des frais de production, le fait que depuis un certain nombre d'années les paramètres de première et de seconde qualité prévus pour nos standards ne sont pas atteints, nous poussent à croire que nous devons améliorer encore les rapports existants entre les prix afin d'élever la qualité et de favoriser davantage les coopératives agricoles de la zone de collines et de montagnes qui cultivent ces plantes. Cela contribuera aussi à élever le niveau des revenus de ces coopératives agricoles, à stimuler la production et la réduction des disparités entre les revenus des coopératives agricoles des zones de collines et de montagnes et ceux des coopératives de plaines, en s'en tenant toujours, bien entendu, à la juste orientation du Parti selon laquelle ce sont avant tout les coopérateurs eux-mêmes, qui par leur travail et leurs efforts pour accroître les rendements et abaisser le prix de revient, doivent augmenter leurs revenus, et cela conformément aux tâches fixées par le VIII^e Congrès du Parti et aux directives du 7^e plan quinquennal.

2. Notre Parti et le camarade En ver Hoxha ont toujours attaché une importance particulière au développement harmonieux de l'agriculture et de l'élevage, ces deux branches fondamentales de notre économie agricole. D'importantes mesures ont été et sont prises dans le cadre du 7^e plan quinquennal également pour accélérer les rythmes du développement de l'élevage de manière que cette branche assure un accroissement plus rapide de la productivité et du volume des produits pastoraux et que, sur cette base, les revenus augmentent et que s'améliore la rentabilité de cette importante branche de notre économie agricole.

L'accroissement des revenus des coopératives agricoles et des coopérateurs, ainsi que des accumulations d'Etat, repose sur la production, sur les mesures arrêtées pour le strict accomplissement des tâches fixées dans le plan au niveau de la quantité, de la qualité, du prix de revient, de l'obtention des rendements planifiés, surtout pour l'orge distique, les haricots ou quelque autre culture dont les rendements ont été peu élevés. Mais, comme nous l'enseigne le camarade Enver Hoxha, un niveau de prix donné est construit sur la base d'un niveau donné du développement de la production et des autres conditions socio-économiques. Considéré sous cet angle et afin d'aider à atteindre dans le secteur de l'élevage les objectifs fixés par le Parti à son VIII^e Congrès, nous pensons que l'instrument des prix peut aussi être utilisé avec encore plus d'efficacité au profit du développement de l'élevage et de la production pastorale, ainsi qu'au bénéfice d'une plus juste redistribution des revenus entre l'agriculture et l'élevage afin de susciter ainsi l'intérêt matériel des travailleurs de cette branche à l'accroissement de la production et à l'élévation de la rentabilité planifiée.

On sait que la rentabilité planifiée au niveau de chaque branche économique, et pour certains produits ou groupes de produits, constitue, à condition d'être bien argumentée, un mécanisme qui encourage économiquement l'accroissement de la production et la réalisation des objectifs fixés dans le plan d'Etat. Dans le même temps, une planification à perte, ou une planification à haute rentabilité mais non solidement fondée, peut devenir préjudiciable, car elle peut restreindre l'intérêt des collectifs de travailleurs à l'accroissement de la production.

L'analyse des données d'un certain nombre d'années consécutives sur la planification et l'accomplissement des tâches fixées dans le domaine du coût de production, de la rentabilité du secteur de l'élevage, tant pour les entreprises que pour les coopératives agricoles, nous amène à conclure que, dans une certaine mesure, la basse rentabilité du secteur de l'élevage s'explique par le niveau des prix d'achat par l'Etat de certains produits animaux et par le rapport des prix, formés suivant un plan, entre certains produits animaux et végétaux.

Les travailleurs du secteur de l'élevage ont à juste titre pour tâche de prendre des mesures pour accroître la productivité, réduire les dépenses de la production de viande et la rendre plus, rentable. L'exécution des mesures prises pour accroître la productivité et abaisser les prix de revient des produits animaux est certainement la plus juste voie à suivre et la principale tâche à accomplir. Par ailleurs, il nous semble qu'il y a lieu de parfaire le rapport des prix, d'achat de la viande par l'Etat pour certaines catégories et de faire en sorte que soit reflété, avec plus de justesse aussi le résultat financier du secteur de l'élevage par rapport à celui de l'agriculture. Les instruments que constituent les prix et les coûts de production doivent être utilisés de la meilleure façon et avec plus d'efficacité pour refléter correctement les résultats du secteur économique de l'élevage et établir une plus juste redistribution des revenus entre ces deux secteurs. Ainsi, par exemple, il y a lieu de faire une appréciation, scientifiquement mieux fondée, des engrais organiques en tant que sous-produits du secteur de l'élevage ayant trouvé un large usage dans l'agriculture, en se fondant sur leur teneur en matière active par rapport aux engrais chimiques. La pratique, longue de quelques années, d'un prix de 5 leks la tonne d'engrais organique dénature les résultats obtenus dans le secteur de l'élevage et favorise injustement l'agriculture. Selon certaines estimations, une tonne d'engrais organique devrait coûter 2 à 3 fois plus qu'elle ne coûte aujourd'hui, car son prix actuel a plutôt servi aux relevés comptables et statistiques. La hausse du prix des engrais organiques est dictée par leur haute teneur en azote, phosphore et potasse, par leurs effets, sur l'accroissement de la production dans les première et deuxième années des cultures, par leur teneur en d'autres éléments et en microorganismes qui aident à l'amélioration de la structure des terres et à l'obtention d'une haute fertilité.

Une mesure semblable, c'est-à-dire l'établissement d'un rapport judicieux entre le prix des engrais organiques et celui des engrais chimiques, aidera à refléter plus correctement les résultats financiers du secteur de l'élevage et à améliorer à juste titre la rentabilité de la production de viande. Certes, il s'agit là d'une redistribution des dépenses et des revenus entre les deux secteurs de notre économie agricole, mais c'est précisément cette plus juste redistribution des revenus à travers le mécanisme des prix qui nous permet d'avoir un tableau précis de la rentabilité respective de ces deux secteurs et d'évaluer plus justement l'efficacité des dépenses engagés dans chacun d'eux. Peut-être à l'avenir devra-t-on étudier aussi le prix des feuilles de maïs dont on nourrit les bestiaux de façon à refléter plus correctement et plus exactement surtout le coût de production du maïs par rapport à celui du blé.

3. L'intensification des productions végétales et animales s'accompagne d'une augmentation des dépenses matérielles par unité de surface. Dans le même temps, la mécanisation et la modernisation de la production ont pour effet d'abaisser les coûts des engrais et des autres matériaux que l'industrie fournit à l'agriculture. Cette action doit être considérée et suivie dans sa dynamique afin d'établir pratiquement de justes rapports entre le coût et le prix des produits. Il s'agit donc, pour ce qui concerne les produits et les matériaux fournis à l'agriculture par l'industrie et dont la production est toujours plus rentable, de passer à une nouvelle baisse des prix, surtout des engrais chimiques et autres matériaux occupant une grande part dans la structure du prix de revient des produits agropastoraux. Cela permettra de renforcer encore davantage les liens et la coopération entre l'industrie en tant que branche de pointe et l'agriculture en tant que branche de base de notre économie.

PROBLEMES DU PERFECTIONNEMENT DE LA METHODOLOGIE DE LA PLANIFICATION

Besim Bardhoshi, docteur en sciences économiques

Sokrat Proka

Le processus dynamique du développement intensif de notre économie à l'étape actuelle conformément aux objectifs fixés par le VIII^e Congrès du Parti a toujours eu ses exigences dans le domaine de la planification et de la méthodologie, afin que la gestion planifiée de l'économie se perfectionne et se révolutionnarise davantage pour une juste et cohérente application de la politique économique du Parti. La méthodologie de la planification de notre économie socialiste s'est périodiquement perfectionnée. L'analyse de ces transformations et des voies suivies pour son amélioration nous permet de conclure que la méthodologie n'a cessé de se perfectionner en fonction du développement de l'économie, des nouvelles conditions créées à chaque étape de la construction du socialisme, de l'expérience acquise par les masses travailleuses au cours de leur activité dans le domaine de la planification, et des problèmes qui émergent de la vie et de la pratique.

A chaque étape du développement de notre économie, la méthodologie s'est perfectionnée dans le cours de la lutte de classes contre les ennemis du dedans et du dehors, contre les conceptions et les manifestations étrangères à l'esprit du socialisme. La mise à nu de l'activité hostile d'Abdyl Këllezî, Koço Theodhosi, etc., et plus récemment de l'agent N^o1 Mehmet Shehu, a montré que ces ennemis se sont efforcés d'entraver la mise en œuvre de cette méthodologie. Occupant des postes importants dans la direction de l'économie et de la Commission du Plan d'Etat, ces ennemis, dans leurs desseins hostiles, ont laissé leurs traces et ont influé négativement aussi sur le processus de planification. Mais, face à la juste ligne du Parti et à sa vigilance, ils n'ont pu parvenir à leurs fins. Notre économie est allée de l'avant, la planification et la méthodologie ont été perfectionnées suivant les enseignements du Parti.

Mais la réalité du développement économique-social de notre pays est vivante et dynamique et n'accepte pas des formes immuables. Il en va de même de la planification et de sa méthodologie. Dans son ouvrage «A propos du 7^e plan quinquennal», le camarade Enver Hoxha souligne entre autres: «... en général la méthodologie de la planification a été juste et les améliorations qui s'y sont produites ont été nécessaires. Mais la vie a démontré que **la méthodologie de planification doit contribuer à une meilleure concordance entre les aspects économiques et les aspects financiers, à une meilleure argumentation des plans, à une meilleure harmonisation de la planification au niveau des branches économiques avec la planification au niveau des districts, à combattre le globalisme dans la planification du coût, du rendement et dans l'évaluation du travail des entreprises**», etc. (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., pp. 664-665.)

Nous fondant sur cette recommandation du camarade Enver Hoxha, nous allons traiter dans cette communication de certains problèmes relatifs au perfectionnement de la méthodologie de la planification.

A notre avis, la conception même de la méthodologie, est un problème important. Celle-ci doit être mieux conçue comme un ensemble de méthodes, comme un tout unique de principes, de critères et de règles obligatoires à appliquer dans la planification de l'économie socialiste. Nous pensons qu'il y a lieu de procéder à quelques améliorations dans la méthodologie existante de la planification et cela dans ces directions principales :

Primo, dans l'application plus complète des exigences des lois économiques objectives du socialisme, des tâches, des principes et des méthodes de planification. Ainsi, il faut analyser, outre la loi économique fondamentale du socialisme et la loi du développement planifié et proportionné de l'économie, les autres lois, notamment celle de l'accroissement prioritaire des moyens de production et du rendement social du travail, la loi du régime d'économies, etc. Nous pensons qu'il convient aussi d'avoir en vue une série d'autres principes, comme la participation des masses à l'élaboration et à l'application du plan ainsi qu'au contrôle de son exécution, la combinaison des plans prospectifs avec les plans courants et les études de pronostics, le souci de l'unité entre l'élaboration et l'application du plan.

La pratique a démontré que la large utilisation des méthodes de planification et leur perfectionnement, surtout de la méthode des balances et des normes, exercent une influence sensible sur l'élévation du niveau scientifique de la planification.

«Si l'on contrôle et applique comme il faut les balances, le plan aussi, dans l'ensemble, sera réalisé». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 593.)

Cela doit être fait aussi à travers l'étude des problèmes de la balance de l'économie nationale, des critères de sa structure, de ses parties et de ses indices. Il faut pour cela que, de bas en haut, les indices du plan soient présentés sous forme de tableaux, afin qu'y soient puisés les éléments indispensables pour dresser la balance de l'économie nationale. Cela exige également que la méthode d'établissement des normes du travail abstrait et concret soit traitée plus à fond dans la méthodologie, en étant conçue comme une vaste notion utilisée dans la planification de la sphère productive et non productive ainsi que dans la planification de la circulation des marchandises de détail.

Secundo, dans un meilleur traitement des problèmes qui concernent l'argumentation et la coordination des efforts en vue de l'exécution du plan et du contrôle de cette exécution. Dans la pratique, des défauts et des lacunes se manifestent dans ce domaine. Le niveau de l'argumentation et de la coordination de tous les éléments et les indices du plan est encore bas dans les entreprises et coopératives agricoles comme au niveau des districts et des ministères. On constate parfois dans la pratique des cas de discordance entre la production et la base matérielle et technique, entre la production, d'une part, et la distribution et les transports, de l'autre, entre la production et l'accumulation. C'est là un problème qui mérite d'être étudié plus à fond et concrétisé dans toute la méthodologie de la planification ainsi que dans l'action de tous les maillons de la structure de l'économie. La pratique nous a montré que le processus de planification n'est pas toujours considéré comme un processus continu, comme une unité organique de l'élaboration et de l'argumentation du plan, du contrôle de son exécution. A part l'argumentation du plan, un plus grand soin doit être apporté **au contrôle de sa réalisation.** Il faut, pour cela, accorder une plus grande place dans la méthodologie aux problèmes du contrôle de l'exécution du plan, depuis les critères de l'analyse approfondie du plan jusqu'aux formes de contrôle de ses composantes et de ses indices. Cela exige également, dans la méthodologie, l'établissement des critères de coordination des indices du plan avec ceux de la statistique, l'établissement d'une unité entre eux et, sur cette base, l'accroissement du rôle de l'information et du recensement de la base au sommet.

Tertio, dans une meilleure harmonisation de la planification au niveau des branches avec la planification au niveau des districts. En général, le plan unique d'Etat est dressé au niveau de chaque branche de l'économie, de chaque ministère et conformément aux formes de la propriété et aux divisions territoriales (au niveau des districts). Chacune de ces unités a son contenu économique et social propre.

Les tâches du plan dans chaque branche et à chaque maillon de l'économie nationale sont justement définies **lorsqu'elles émanent aussi de la répartition concrète des forces productives sur tout le territoire du pays et tiennent compte de cette répartition.** Les tâches du plan de développement de l'industrie, de l'agriculture, des constructions, du commerce, de l'enseignement, de la culture, de la santé publique et de l'économie communale ne peuvent être bien fondées et approfondies, sans un organe central de coordination, qui les définisse et les coordonne au niveau de chaque district (bien entendu pour certains indices essentiels).

Quarto, dans l'élimination des manifestations de globalisme dans la planification et dans l'unité requise entre les indices économiques et les indices financiers en vue de renforcer le caractère scientifique et de direction étatique du plan. En dépit des améliorations qui ont été effectuées, dans plusieurs cas la productivité du travail et le coût de la production industrielle et des travaux de construction et de montage, ont été planifiés de façon globale du niveau de l'entreprise à celui du ministère. Il y a aussi des cas où la planification de la productivité du travail ne se fait pas encore en fonction de tous les facteurs. Elle ne tient pas toujours compte des changements produits dans la structure de la production et de la construction, devenant ainsi un obstacle à la production de nouveaux et menus articles pourtant indispensables. Entre-temps il est exigé que la méthode de planification de la productivité du travail social en général dans la sphère productive soit, elle aussi, complétée.

Des manifestations de globalisme, que l'on cherche à combattre à travers la méthodologie, continuent à s'observer surtout dans les demandes que les entreprises consommatrices présentent aux entreprises productrices, sans parler ici de la faible discipline qui règne dans le respect des délais fixés par la méthodologie. Mais ces questions sont des plus essentielles dans l'élaboration de plans scientifiques et harmonisés.

Une planification réaliste et bien fondée de la production agricole, pose, à notre avis, un autre problème, celui de l'établissement dans la méthodologie de la planification du critère de planification des rendements des cultures des champs en fonction de tous les facteurs, en tant que méthode scientifique propre à combattre les manifestations de globalisme dans la planification de la production agricole également.

Quinto, dans le rehaussement du rôle de la planification et de la méthodologie pour une efficience accrue de l'économie. Une série de tâches se posent aussi dans le domaine de la méthodologie de la planification concernant l'application de certaines lois et l'établissement de quelques proportions fondamentales. Ce sont: l'accroissement accéléré de la production sociale par rapport au rythme d'accroissement numérique de la main-d'œuvre, la rapide élévation de la productivité sociale du travail par rapport à l'accroissement des revenus réels, l'accroissement du produit pour la société par rapport à l'accroissement du produit pour soi, etc. Il faudrait, à notre sens, introduire dans la méthodologie des indices techniques, économiques et financiers concrets, et des critères pour l'élaboration de plans prospectifs à long terme et de plans pronostics.

Sexto, dans la meilleure harmonisation des éléments et des indices du plan unique de l'économie ainsi que de la procédure de son élaboration. A partir d'une juste conception des éléments et des indices du plan unique de l'économie, une élaboration plus uniforme et plus harmonieuse des indices pour chaque partie du plan, est nécessaire dans la méthodologie de la planification. Il faut absolument harmoniser de façon plus complète les indices du plan du coût de production avec ceux du plan technique et scientifique, du plan de l'approvisionnement matériel et technique, du travail et du plan financier. Dans ce cadre, des problèmes surgissent aussi concernant l'extension et l'unification des normes de dépense des matériaux, car on a relevé dans la pratique des anomalies sous ce rapport. Ainsi, par exemple, une série d'entreprises du système du ministère de l'Industrie et des Mines, du ministère de l'Energie et du ministère des Communications ont utilisé, au cours de 1982, 25-30% de leurs matériaux, sans que ceux-ci aient été assujettis à des normes de consommation. Il s'agit, en majeure partie, de matériaux auxiliaires, notamment de pièces de rechange, qui ont une part non négligeable dans le coût de production. En ce qui concerne la procédure d'élaboration du plan, nous fondant sur les idées que le camarade Enver Hoxha a énoncées dans son étude «A propos du 7^e plan quinquennal», nous pensons qu'un autre problème posé est aussi celui de l'établissement, dans la méthodologie de la planification, de certains nouveaux critères sur la présentation des projets de plan, sur le principe de la confrontation, etc.

Septimo, dans l'élaboration des méthodes de planification. L'absence de méthodes uniques approuvées pour toutes les parties du plan a été et demeure une lacune de la méthodologie existante de la planification. Sans les méthodes, la méthodologie de la planification ne peut pas être complète et applicable. Les méthodes doivent être élaborées en fonction des différentes parties du plan unique de l'économie et de sa structure, elles doivent être conçues judicieusement, élaborées avec soin par chaque ministère, coordonnées et approuvées par la Commission du Plan d'Etat et le ministère des Finances.

Mais en même temps que nous soulevons ces problèmes de l'amélioration de la méthodologie de la planification, nous pensons que **cela exige des efforts redoublés en vue de la connaître et de l'appliquer minutieusement.** Nous soulignons ce problème, car les défauts que l'on relève dans certains cas dans la planification émanent de l'application incomplète et sans la rigueur scientifique requise des critères et des règles fixés par la méthodologie. L'amélioration continue de la planification, étayée aussi par l'application rigoureuse des normes, des critères, des principes et des indices de la méthodologie, contribuera encore davantage à la progression des processus économiques et sociaux, dans la juste voie, sur la base de la ligne et de la politique marxistes-léninistes de notre Parti du Travail.

L'AMELIORATION DE LA PLANIFICATION POUR LA REPARTITION TERRITORIALE DES FORCES PRODUCTIVES ET LES PROBLEMES QUI SE POSENT EN CE DOMAINE

Gani Qemo

Edmond Luçi, maître de conférences

Se fondant sur les enseignements du marxisme-léninisme et tenant compte des conditions de la construction socialiste du pays, le Parti a conçu et mis en œuvre de façon scientifique un développement accéléré des forces productives et leur répartition sur tout le territoire du pays. Au cours des deux dernières décennies, le coefficient de la variation, calculé sur la base de différents indices, a marqué des améliorations qui témoignent d'une répartition plus uniforme des forces productives entre les districts. Ce coefficient, calculé sur l'indice de la production industrielle par habitant s'est amélioré de 20 pour cent, sur l'indice de la densité de la population de 15 pour cent, et sur l'indice de la part de la population citadine de 23 pour cent.

La dynamique du développement, les proportions atteintes dans la réalisation de la base technique du socialisme et les tâches fixées par le 7^e plan quinquennal pour le développement des forces productives ont également fait ressortir des problèmes dans le domaine de leur répartition territoriale.

La coordination des plans au niveau non seulement des différentes branches mais aussi des districts pose un problème. «Dans le processus d'élaboration du plan quinquennal — souligne le camarade Enver Hoxha, **il faut considérer toutes ces questions dans leur unité non seulement au niveau de la branche économique, mais aussi au niveau territorial, faute de quoi le plan manquera de liaison et d'harmonisation.**» (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 498.)

Tout en s'en tenant, à l'avenir également, au principe de la planification suivant chaque branche économique, **il est également nécessaire d'étudier, de refléter et de suivre suivant un plan les indices synthétiques les plus importants du développement économique de chaque district.**

De tels indices seraient: la production industrielle et agricole et le produit net calculé par habitant, le nombre des travailleurs sur mille personnes aptes au travail employés dans le secteur socialiste d'Etat de l'économie dans les villes, le nombre de personnes aptes au travail par hectare de terre agricole; la valeur moyenne des fonds fixés par habitant, l'ordre de grandeur du revenu réel par habitant dans les campagnes et dans les villes, la productivité sociale du travail et la proportion respective du nombre de travailleurs de la sphère productive et de la sphère non productive.

L'analyse des études effectuées par les districts pour le développement des forces productives met en évidence la nécessité d'en élargir et élever le niveau scientifique tout en mettant l'accent sur le renforcement de leur caractère complexe. Ainsi quand on entreprend une étude pour le développement des cultures fruitières et maraîchères, il faut la compléter par l'étude du développement de l'industrie de transformation, l'élaboration des balances de la main-d'œuvre, par le calcul des besoins de la base matérielle et technique, des transports, des investissements fondamentaux et par la détermination de leur efficience économique et sociale.

Une conception plus complète de la répartition territoriale des forces productives constitue un autre problème. Dans la pratique on observe des cas où elle est réduite à la répartition des éléments matériels des forces productives, en laissant de côté le problème de la population, des forces de travail et de leur emploi. Les problèmes de l'emploi des forces nouvelles sont traités non pas comme **des points de départ mais comme des conséquences des objectifs fixés** pour le développement des diverses branches de l'économie.

L'homme est l'élément le plus important des forces productives. Aussi la répartition territoriale rationnelle de ces forces ne saurait être conçue sans l'étude de la répartition de la population, sans une harmonisation de la répartition territoriale des éléments matériels des forces productives avec les sources du travail et avec la population.

Le camarade Enver Hoxha **recommande de considérer le développement et la répartition des forces productives en étroite liaison avec les problèmes démographiques, avec le plein emploi de la population active non seulement au niveau du pays mais aussi au niveau du district. Il faut que la population et les sources du travail sous-tendent mieux les études pour la répartition territoriale des forces productives.**

Il y a des cas où les mouvements mécaniques de la population sont l'expression d'une imparfaite concordance dans le plan de la répartition territoriale des éléments des forces productives avec les sources du travail. L'étude du mouvement mécanique de la population nous a convaincu qu'en même temps que les autres facteurs, les facteurs économiques jouent un rôle important dans ce mouvement, aussi la restriction de ces mouvements mécaniques s'effectuera en activant les facteurs économiques. Les plus importants d'entre eux sont: le développement accéléré des branches de l'agriculture et de l'élevage dans les régions qui connaissent des mouvements de la population et le développement plus rapide des secteurs industriels. Les mouvements mécaniques dans tous les cas où ils sont nécessaires, comme par exemple dans les districts où il y a une concentration de riches réserves minières et un manque de main-d'œuvre, doivent être étudiés, planifiés et harmonisés avec les autres mesures visant à élever le niveau de mécanisation du travail, à améliorer la structure des branches dans ces districts, etc.

L'amélioration des méthodes de travail des organes centraux et de la Commission du Plan d'Etat est d'une importance primordiale pour perfectionner la planification de la répartition territoriale des forces productives. Ces organes doivent collaborer plus étroitement avec les districts, connaître et prendre en compte les exigences des districts pour le développement de la ville et de la campagne, de l'industrie et de l'agriculture, de la création de nouveaux fronts de travail et de leur développement économique et social dans son ensemble, ils doivent lutter pour mieux harmoniser le développement des diverses branches économiques avec le développement au niveau du district pour coordonner le développement économique des districts avec les possibilités réelles de l'économie dans son ensemble.

La combinaison bien étudiée, selon les conditions de chaque district, du développement de l'industrie qui traite les matières premières agricoles avec l'agriculture, constitue un problème important. Il y a des cas où dans quelque district on a mis sur pied des entreprises de l'industrie alimentaire qui absorbent et traitent des matières premières des autres districts, notamment dans certains districts où la capacité des entreprises est insuffisante pour transformer toutes les matières premières agricoles produites sur place.

Les différences des conditions naturelles entraînent une inégalité du niveau de développement industriel et agricole des districts. Malgré tout, les principes de la répartition territoriale des forces productives en régime socialiste exigent une distribution aussi uniforme que possible des forces productives et la réduction des disparités dans ce sens. Dans ce cadre, il faudra avoir en vue à l'avenir également la concentration industrielle très marquée dans les régions de Tirana, de Durrës et d'Elbasan. Ces districts où habite 26 pour cent de la population urbaine fournissent plus de 38 pour cent de la production industrielle, 58 pour cent de la production de l'industrie mécanique et 50 pour cent de la production de l'industrie légère. Cette concentration industrielle ne répond pas comme il convient à la répartition des éléments matériels des forces productives et en premier lieu aux réserves naturelles. Cet état de choses a été encouragé aussi dans une certaine mesure par les mouvements mécaniques de la population dans ces régions. Dans le prochain plan quinquennal, il faudra peut-être envisager un développement de l'industrie dans ces districts propre à **assurer le seul engagement des nouvelles forces de travail provenant de l'accroissement naturel de la population.**

La démonstration économique plus approfondie du choix de district où doivent être établies les nouvelles entreprises industrielles doit s'accompagner de la détermination de l'emplacement des entreprises et des zones industrielles. L'étude des exigences de nature géologique et constructive doit être combinée avec celle des exigences hygiéniques et sanitaires, techniques et économiques, avec la perspective du développement économique, architectural et urbaniste des villes et des zones industrielles, de l'amélioration des formes d'organisation de la production au dedans et au dehors des zones concernées, de l'utilisation rationnelle des terrains de construction des établissements socio-culturels et des unités de production afin d'économiser les terres arables et de protéger l'environnement contre la pollution.

L'agriculture, son développement ultérieur surtout dans des districts montagneux comme ceux de Puka, Tropoja, Mirdite, Mat, Kukës et Dibër, occupe une place particulière dans la répartition territoriale des forces productives. Au cours du 7^e plan quinquennal et par la suite, le développement harmonisé et complexe de l'agriculture et surtout de l'élevage exercera une influence dans ce sens. Dans les districts montagneux, bien que la part de la production pastorale par rapport à la production agricole soit élevée, supérieure à la moyenne du pays, il y a là toutes les possibilités pour l'accroître encore davantage. C'est pourquoi le développement extensif de l'élevage dans ces régions à travers l'accroissement numérique du cheptel s'accompagnera de son développement intensif, mais il faut veiller avant tout à l'amélioration des capacités génétiques du bétail, et surtout des vaches.

Pour le développement de l'agriculture dans les zones montagneuses, il faut veiller particulièrement à harmoniser les diverses branches dans l'agriculture et surtout à développer les cultures fruitières et maraîchères. L'accroissement numérique des arbres fruitiers par unité de surface de terre défrichée, le développement des services assurant une élévation des rendements, la création de nouveaux grands vergers, constituent d'importantes réserves pour le développement de l'agriculture dans ces régions.

L'étude du développement de l'agriculture dans son ensemble, de l'harmonisation de ses branches et la combinaison de ce développement avec l'essor industriel accéléré de ces régions dans le prochain quinquennat conduirait à une meilleure répartition territoriale des forces productives dans notre pays.

REHAUSSER LE ROLE DES ORGANES FINANCIERS POUR ASSURER LES SOURCES D'ACCUMULATION ET LES UTILISER AVEC UNE EFFICIENCE ELEVEE

Kujtim Brovina

Fejo Babaramo

Notre Parti a toujours considéré l'accumulation comme un facteur déterminant du développement de notre économie et de notre culture, du renforcement de la capacité de défense de la patrie. Maintenant que nous nous sommes engagés à fond dans la voie intensive du développement de notre économie, que nous nous appuyons exclusivement sur nos ressources et nos propres forces et ne recevons aucun crédit de l'étranger, nous devons faire preuve d'un soin et d'une activité plus intenses pour accroître nos sources et bien utiliser nos moyens d'accumulation. Dans ce cadre, les organes des finances assument un rôle important et particulier. Remplissant les fonctions financières dans la distribution et la redistribution du produit social et du revenu national, ainsi que dans le contrôle monétaire comptable, et jouant par là un rôle de levier dans la direction de l'économie, ces organes ont pour tâche principale d'augmenter nos sources d'accumulation et d'en garantir un emploi efficient. Pour bien comprendre et assumer ce rôle il ne faut pas perdre de vue que la production est la base matérielle de nos finances et que l'on ne peut obtenir de bons résultats économiques et financiers, déterminants pour la création de sources d'accumulation, que si l'on réalise les indices du plan dans leur ensemble et sur toute la ligne. D'autre part, on sait que les finances ne sont pas une expression passive ou résultante de l'activité matérielle, elles jouent un grand rôle actif et de contrôle dans la planification et la réalisation de l'activité économique. C'est là que réside aussi la différence essentielle entre le rôle de nos organes financiers et le rôle de ceux des pays capitalistes et révisionnistes, qui, ayant pour fonction d'établir et de recouvrer des impôts, ne participent pas à la gestion de l'économie. Les organes financiers chez nous, en tant que partie de l'appareil administratif et dirigeant de l'économie et de la production, remplissent les fonctions de l'Etat, lequel, étant propriétaire des principaux moyens de production, mobilise et utilise directement les accumulations monétaires. C'est pour cette raison que nos organes financiers ne peuvent se limiter à accumuler et à distribuer l'argent disponible, mais, comme l'a indiqué le camarade Enver Hoxha, ils doivent observer, étudier et contrôler la bonne marche de notre économie dans les entreprises et les coopératives, ils n'accomplissent donc pas seulement un travail d'enregistrement, mais aussi une action économique. C'est en concevant le rôle des finances dans le cadre du rôle économique et organisationnel de notre Etat socialiste que l'on comprend et réalise pleinement toutes les directives et les orientations de notre Parti et du camarade Enver Hoxha, données surtout dans son ouvrage «A propos du 7^e plan quinquennal», relatives à la consolidation de l'aspect financier de la direction de notre économie.

Conformément aux problèmes actuels de l'économie, la nécessité de renforcer le rôle des organes financiers afin d'assurer les sources de l'accumulation et son utilisation efficiente, apparaît en particulier dans les objectifs suivants:

1. Dans le rapide accroissement de la production à travers une utilisation hautement efficiente de sa base matérielle et technique.

L'analyse des deux premières années du plan quinquennal en général montre que par rapport aux tâches fixées, la plupart des entreprises dépassent le plan d'accumulation.

Les analyses et études effectuées font ressortir la tendance à l'accroissement plus rapide des fonds fixes et des valeurs matérielles que de la production, ce qui a aussi influé négativement sur l'accroissement de l'accumulation selon le plan. Dans certaines entreprises et coopératives agricoles, les machines et les équipements ne sont pas utilisés suivant les paramètres prévus, surtout dans certaines usines mécaniques, entreprises géologiques et de prospection pétrolière, briqueteries, etc., ainsi que dans certaines brigades et secteurs de la production, où tout une série de machines et d'équipements ne sont pas exploités et sont considérés comme «superflus». D'autre part, malgré la bonne expérience qu'elles ont acquise, il y a des entreprises qui dépassent sensiblement les frais de production prévus, et certaines d'entre elles enregistrent aussi des pertes imprévues.

Vu que les 4/5 de l'accroissement de la production doivent être assurés, selon les directives du VIII^e Congrès du Parti, grâce à une meilleure exploitation et à la modernisation des capacités productives et que «**le coût de production et des services**, comme le souligne le camarade Enver Hoxha, est, **en quelque sorte, un des très importants piliers où reposent les prévisions de notre 7^e plan quinquennal**» (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 481.), il apparaît qu'un certain nombre de nos organes financiers ont pour tâche d'accroître leur rôle pour une utilisation plus efficiente de la base matérielle et technique, pour une exploitation rationnelle des capacités productives, de toutes les matières premières et de tous les matériaux. Les organes financiers doivent consacrer une plus grande part de leur activité aux problèmes relatifs à l'élévation du rendement du travail et des machines, aux normes établies dans l'utilisation des matériaux et à la rentabilité des dépenses.

Afin d'accroître l'utilisation efficiente de la base matérielle et technique, les organes financiers ne doivent pas rester de simples observateurs du travail effectué par d'autres spécialistes. Ils doivent au contraire, à travers des analyses et des études économique-financières approfondies menées de concert avec eux, dire plus haut leurs idées et avancer des propositions. Leur pensée dans son ensemble doit précéder le progrès technique, technologique et organisationnel du travail et de la production.

2. Les organes financiers et bancaires doivent opérer un tournant dans le rôle qu'ils jouent pour une utilisation plus efficiente du fonds d'accumulation, utilisation qui se rattache à la juste application de la politique du Parti dans la répartition du fonds d'accumulation.

En 1983 également, la plus grande part de nos sources d'accumulation sera utilisée pour le développement de notre économie. Pour le seul développement de l'industrie et de l'agriculture seront utilisés 61,4 pour cent du total des recettes de l'Etat, et cela, pour la majeure partie des sources d'accumulation, à des fins d'investissements, ce qui requiert l'exercice d'un rigoureux contrôle économique-financier en vue d'en élever la rentabilité.

Les organes financiers et bancaires sont chargés de tâches importantes dans le domaine des investissements et des constructions afin de dépenser de façon toujours efficiente les fonds affectés à la création de valeurs matérielles. Ce sont ces organes qui donnent en fin de compte l'argent nécessaire à la construction de chaque ouvrage, aussi leur est-il demandé de suivre pas à pas la destinée de l'ouvrage en question.

Les problèmes relatifs à l'efficience des investissements exigent des études économiques approfondies qui aboutissent à des solutions à plusieurs variantes techniques concernant la nécessité et l'avantage économique-social des ouvrages en cours de construction. Mais les contrôles et les analyses effectués montrent que certains des ouvrages prévus par le plan ne sont pas étudiés sous l'angle de leur nécessité pressante et de leurs avantages économiques et sociaux. Jusqu'à présent cela n'a pratiquement pas été considéré non plus comme une tâche des organes financiers et bancaires en conséquence de quoi le contrôle de ceux-ci a présenté des lacunes.

Dès la conception du projet d'un ouvrage et la mise au point d'un devis préliminaire, et à plus forte raison dans les phases successives de la préparation du projet et de sa mise en œuvre, une étroite collaboration est nécessaire entre technologues, ingénieurs et économistes, car cela contribuera à une planification aussi scientifique que possible des investissements et à leur rentabilité accrue.

Il est également nécessaire de renforcer le contrôle financier et bancaire au cours de la réalisation des investissements. Il est de fait qu'actuellement on s'occupe mieux des problèmes relatifs à l'achèvement des ouvrages projetés et à leur mise en service dans les délais fixés, mais, en dépit des succès obtenus à cet égard, dans certains cas les délais prévus ne sont pas respectés. Les fonds étant ainsi immobilisés et la production et l'accumulation planifiées ne pouvant être assurées, la question des délais fixés pour la construction des ouvrages et leur mise en service constituent un des plus importants secteurs du travail des organes financiers pour accroître la rentabilité des investissements.

De même, il faut suivre de plus près encore la rentabilité des investissements après la mise en service d'un ouvrage donné, car on observe une tendance à prolonger les délais de mise en valeur des paramètres projetés du fait des tâches de moindre importance.

A ce propos, les organes financiers doivent eux aussi analyser plus à fond la recommandation du camarade Enver Hoxha selon laquelle «le problème de l'efficacité des frais de production et des investissements de base est un des problèmes les plus importants et les plus ardues du présent plan quinquennal». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., pp. 107, 487.)

La mise en œuvre de cette recommandation demande que les indices de l'efficacité soient mieux mis en évidence et étudiés de manière plus concrète. Il peut être utile de constituer pour chaque ouvrage un fichier à part qu'il faudrait mettre à jour quotidiennement en y portant les données du plan et les données de fait relatives aux investissements, à la capacité productive, aux normes de dépense des matériaux, à l'accumulation, au délai même de l'amortissement, etc., et cela jusqu'à ce que l'ouvrage en question atteigne la capacité productive et le revenu annuel net prévus. Cette pratique peut être aussi appliquée dans les objets d'investissements dans l'agriculture, comme dans les ouvrages d'irrigation, les plantations d'arbres fruitiers, les complexes d'élevage, conformément bien entendu aux indices spécifiques correspondants.

Cette mise en évidence permettra aussi aux organes financiers et bancaires de renforcer, au niveau de l'entreprise, du district et même de la capitale, leur contrôle et leur influence dans la réalisation des paramètres et de l'efficacité prévus. A cet égard, il serait utile d'ajouter à la méthodologie de la planification le plan de la mise en service des nouvelles capacités productives, en planifiant à part et la production et l'accumulation qu'assurera le nouvel ouvrage.

3. L'accroissement de l'efficacité des moyens circulants et la consolidation des réserves matérielles sont aussi un autre secteur important où il faut renforcer le contrôle des organes financiers sur l'utilisation des sources d'accumulation.

La situation des réserves matérielles chez nous est allée s'améliorant d'année en année. Mais une analyse des éléments de ces réserves fait apparaître que toutes les entreprises n'accompagnent pas cet accroissement d'une structure de réserves optimale, ce qui a entraîné des difficultés dans la réalisation normale des objectifs de la production. Ainsi, on constate une réduction de la part des matières premières dans ces réserves, alors que s'accroît celle de la production en cours, de l'emballage, des pièces détachées, du menu inventaire, etc. Cela indique une structure qui n'est ni optimale ni équilibrée dans toutes les catégories de réserves matérielles. Ce doit être un des objets des analyses économique-financiers à faire par nos organes financiers afin que des mesures soient prises pour éviter des phénomènes négatifs et maintenir des proportions optimales dans la production.

Le fait que dans certaines entreprises il y a des réserves de matériaux et de marchandises qui sont consommées lentement, alors qu'elles sont très nécessaires à certaines autres, atteste une utilisation défectueuse de l'accumulation. C'est là un autre domaine, sur lequel, pensons-nous, nos organes financiers doivent concentrer leur attention.

Le Parti a soulevé à maintes reprises la nécessité de rehausser le rôle actif de nos organes financiers dans le processus de planification et de réalisation des plans, mais, en dépit des améliorations effectuées, il reste encore à notre avis des problèmes à acheminer sur une plus juste voie. Il faut bien comprendre que la découverte de réserves intérieures et leur prise en compte dans les plans afin d'accroître l'accumulation et l'efficacité de son utilisation s'intègrent dans les fonctions financières elles-mêmes, que le procès d'élaboration des plans financiers et du crédit permet, grâce à la synthèse d'une série d'indices du développement de l'économie et à la pratique des confrontations et des balances, de refléter comme il se doit dans le plan les proportions nécessaires entre la production, la répartition et l'approvisionnement, entre la consommation et l'accumulation, les dépenses et les résultats, les possibilités et les exigences.

La pratique montre qu'il est nécessaire que les sections financières elles-mêmes et les filiales de la banque dans les districts examinent et analysent plus directement, plus à fond et de façon mieux planifiée les plans financiers et les balances des entreprises économiques et des coopératives agricoles, et qu'elles procèdent aussi à des études et à des synthèses conduisant à l'accroissement de l'accumulation et à son utilisation rentable. La compréhension et la solution adéquate de ce problème sont à la mesure de la compréhension des phénomènes financiers et des tâches incombant aux organes des finances, lesquels, comme l'indique le camarade Enver Hoxha, «détiennent» et «donnent l'argent».

Le VIII^e Congrès du Parti a souligné que les organes financiers et bancaires «doivent procéder à un minutieux contrôle financier en lui conférant la place qui lui est due et accroître leur rôle actif dans la production, la circulation et les services tout en utilisant avec plus d'efficacité et dans la juste voie les autres leviers de notre mécanisme économique». (Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, éd. fr., p. 66, Tirana, 1981.) Mais il y a encore des cas qui attestent une conception étroite du contrôle exercé par les organes financiers; cela se voit dans leur influence insuffisante sur l'accroissement et l'utilisation de l'accumulation lors de la mise en œuvre du budget, surtout dans le prélèvement des recettes, le financement des investissements et des moyens circulants, l'octroi de crédits au service des recouvrements et versements, etc.

LA REALISATION DES OBJECTIFS VISANT AU MIEUX ETRE DU PEUPLE AU COURS DU SEPTIEME PLAN QUINQUENNAL

Genc Shkodra

Mehdi Xhomo

L'élévation continue du niveau de vie du peuple en tant qu'exigence objective de la loi économique fondamentale du socialisme sous-tend la ligne de la politique économique que notre parti applique dans la voie du progrès général du pays pour la construction complète de la société socialiste. Les réalisations dans ce domaine sont harmonisées avec tous les facteurs économiques, politiques et sociaux qui ont joué leur rôle à chaque étape de ce progrès.

Au VIII^e Congrès du Parti le camarade Enver Hoxha a dit: «Le Parti a considéré le développement de la production sans le dissocier du renforcement de l'ordre socialiste, de la satisfaction des besoins matériels et culturels des travailleurs, et de leur éducation communiste, sans dissocier non plus le bien-être du peuple du renforcement de l'indépendance et de la capacité de défense de la Patrie, le général et le collectif du particulier, le présent de l'avenir, le développement urbain du progrès rural.»

Les directives du VIII^e Congrès du Parti pour le 7^e plan quinquennal visent à une augmentation des revenus réels par tête de l'ordre de 8 à 10 pour cents. Cet objectif traduit les possibilités réelles créées par le processus dynamique du développement de l'économie pour l'élévation du bien-être. Sur la base de ces directives le revenu réel par habitant a progressé au cours des deux dernières années passées et en 1982 il sera supérieur de 5 pour cent à celui de 1980. Le revenu réel par tête a augmenté de 4 pour cent à la ville et de 6,5 pour cent à la campagne. Avec l'élévation du pouvoir d'achat, la circulation des marchandises de détail dans le secteur d'Etat a augmenté de 8,3 pour cent et la consommation par tête des produits essentiels alimentaires et non alimentaires s'est améliorée. Conformément aux objectifs du plan, les secteurs des services communaux et le service médical se sont renforcés et ont atteint dans l'ensemble des objectifs pour le développement de l'éducation et de la culture.

La solution complète des problèmes de l'emploi dans chaque ville, la baisse des prix de certains objets de consommation et de certains services, l'application des mesures de faveur pour les coopératives des zones de colline et de montagne afin de les aider à accroître rapidement la production et à élever leur niveau de vie sont quelques uns des principaux succès obtenus dans le domaine du bien-être au cours des deux premières années (1981-1982) du quinquennat.

Face à la crise économique qui tenaille le monde capitaliste et révisionniste et qui a baissé sensiblement le niveau de vie des masses travailleuses, la stabilité, l'élévation continue du bien-être et l'essor de l'économie qui caractérisent le développement dynamique de notre pays, constituent les traits essentiels de la supériorité de notre ordre socialiste par rapport à celui capitaliste.

Afin d'élever le bien-être, le Parti a appliqué et applique le principe de l'appui sur ses propres forces.

La base matérielle de l'élévation du bien-être pendant le 7^e quinquennat tout comme pendant les quinquennats écoulés, est **l'accroissement de la production sociale du pays à des rythmes plusieurs fois plus rapides que la croissance de la population**. L'accomplissement de cet objectif fondamental est lié à la nécessité de maintenir le niveau atteint de l'utilisation des biens de consommation par tête et de l'élever encore, de couvrir les nouveaux besoins matériels et culturels qui s'accroissent en fonction de l'élévation du bien-être de la population ainsi que pour satisfaire les besoins qui se présentent pour la réalisation de la reproduction socialiste élargie conformément aux tâches fixées et le renforcement de la défense du pays.

Dans les années 1981-1982 les rythmes de croissance de la production sociale ont été supérieures de 2,4 à ceux de la croissance de la population, ce qui a promis aussi une rapide croissance du fonds de consommation, assurant ainsi l'élévation du bien-être. **Mais la non-réalisation des objectifs du plan concernant le produit social et des rythmes d'accroissement de la production dans quelques branches de la production matérielle ont exercé une certaine influence aussi bien dans les proportions de la production pour soi que dans le fonds de la consommation de la population.**

Il s'agit donc de promouvoir une plus large compréhension non seulement sous l'aspect économique mais, avant tout sous l'aspect politique et social, de la réalisation des tâches du plan de la production et de tous les indices de celui-ci. Le renforcement de la discipline du plan est d'une importance primordiale pour la consolidation de la base matérielle, pour l'élévation du bien-être du peuple, pour l'heureuse réalisation des tâches fixées dans ce domaine par le VIII^e Congrès du Parti. Cela est nécessaire car dans notre économie l'élévation du bien-être et la satisfaction des besoins toujours croissants de la population, s'accomplissent sur la base du plan et dans le cadre qu'il a tracé. Toute lacune dans la réalisation du plan exprime en même temps une lacune dans le domaine du niveau de vie.

De ce fait, une importance particulière est à attacher au travail d'organisation du Parti, des organes étatiques et économiques ainsi que le travail de tous les collectifs de travailleurs qui tendent à accroître l'efficacité du plan en tant que puissant moyen aux mains du parti et de notre Etat socialiste afin d'acheminer dans la meilleure des voies les tâches fixées dans le domaine du bien-être.

Cette question a toujours été l'objet d'une attention particulière dans la planification du développement économique et social non seulement pour les plans à long terme, mais aussi pour les plans à court terme. Pourtant, l'expérience illustre la nécessité d'une attention soutenue dans l'élaboration du plan, **afin de refléter au mieux les tâches qui émanent de l'élévation du bien-être de la population, et de mieux garantir aussi l'accomplissement des tâches dans les branches de la production matérielle qui se rattachent à la satisfaction directe des besoins du peuple, surtout des industries légère et alimentaire et de l'agriculture.** Il s'agit ici d'une meilleure mobilisation planifiée des possibilités humaines, matérielles, technique, et financiers en vue d'accroître la production et de mieux satisfaire la diversité des biens matériels produits conformément aux besoins du peuple. Dans son ouvrage «A propos du 7^e plan quinquennal» «le camarade Enver Hoxha fixe pour tâche «de procéder à tout prix à une révolution véritable et à une amélioration fondamentale des productions de nos industries légère et alimentaire». Les mesures à prendre dans le domaine de l'organisation, de la direction de la planification, de l'étude et de la transformation des conceptions arriérées et artisanales revêtent une importance essentielle». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., pp. 389-390.)

Malgré tous les progrès accomplis pendant ces deux années, ces tâches demeurent actuelles si l'on tient compte des grandes possibilités que possède notre économie pour les réaliser mieux et plus rapidement. La pratique révèle que les organismes des industries légère et alimentaire à la base comme au centre ont encore une conception globale de la planification et de la réalisation du plan, surtout en ce qui concerne les problèmes de l'assortiment et de la qualité de la production.

L'expérience acquise dans la concentration et la spécialisation de certaines entreprises des industries légère et alimentaire a donné une impulsion et a créé les conditions requises pour une solution meilleure et plus efficace des problèmes de l'assortiment et de la qualité des objets de consommation courante. La marche, plus rapide dans cette voie, fondée sur une étude d'ensemble du ministère des Industries légère et alimentaire en collaboration avec les comités exécutifs des districts, stimulerait l'extension de l'éventail des produits et des assortiments dans cette branche de l'industrie, améliorerait encore la direction, la planification et l'organisation de la production, permettant ainsi de mieux satisfaire les besoins de la population.

Dans l'accomplissement des tâches dans le domaine du bien-être, les organes du commerce intérieur doivent jouer un grand rôle et orienter leur action surtout dans deux directions essentielles.

Premièrement, pour connaître à fond les besoins réels de la population en marchandises de consommation courante des plus variées et pour mieux orienter la production dans le sens de la satisfaction de ces besoins. Malgré les améliorations apportées dans ce domaine on y constate encore de l'empirisme. La prise en compte des budgets familiaux jouerait un rôle important dans une étude et une planification scientifiques des besoins du peuple.

Deuxièmement, dans la distribution des marchandises on continue d'observer une disproportion entre les districts dans la consommation par habitant. Le Parti a toujours conçu et traité le bien-être comme le bien-être général du peuple. **Mais cette politique juste est mise en cause par une répartition pas toujours juste des fonds de marchandises selon les districts faite par le ministère du Commerce.**

On comprend bien qu'il y aura des différences, selon les districts, dans la consommation par tête, mais ces disparités doivent être la seule conséquence des traditions et des différences des conditions de climat et non pas l'effet de jugements subjectifs et d'actions empiriques du Ministère de Commerce intérieur dans la planification. C'est une considération à ne pas oublier non plus dans la planification de la consommation par tête dans les coopératives agricoles.

La réalisation des objectifs fixés pour élever le niveau de vie de la population est étroitement liée à celle des tâches fixées dans l'agriculture, et en dépend. A part les produits agricoles consommés directement par la population, cette branche de l'économie fournit la majorité des matières premières élaborées par les industries légère et alimentaire afin de satisfaire les besoins du peuple en produits alimentaires et industriels de consommation courante.

Dans ce cadre et conformément aux tâches fixées par le VIII^e Congrès du Parti, aux recommandations données par le camarade Enver Hoxha à Drilon de Pogradec, et dans son livre «A propos du 7^e plan quinquennal», l'amélioration de la planification dans le domaine de l'agriculture conduira au renforcement ultérieur du rôle des plans en vue d'une meilleure mobilisation des possibilités humaines, matérielles, techniques et financières, que possède notre économie socialiste afin d'accroître plus rapidement la production et de satisfaire les besoins toujours accrus de la population en produits végétaux et animaux.

Tout d'abord en ce domaine il faudra tout comme on a procédé pour le plan de 1983, donner la priorité à l'exécution planifiée des mesures qui garantissent l'obtention des rendements souhaités et l'efficacité de la production dans les coopératives agricoles où prend corps l'accroissement des revenus réels par tête du paysan. En même temps, il serait opportun d'étudier et d'appliquer des méthodes qui, même dans les conditions difficiles d'années exceptionnellement néfastes pour l'agriculture, le niveau des revenus de la paysannerie ne soit pas mis en cause, sur la base d'une distribution plus juste du produit net fourni par la coopérative et, dans des cas particuliers, avec l'appui de l'Etat.

Compte tenu des particularités de la distribution ou produit social dans les coopératives agricoles, la réalisation des tâches dans l'agriculture exerce directement son influence sur les revenus par tête du paysan coopéré. Il est d'autant plus nécessaire que la consolidation du rôle du plan dans l'agriculture soit envisagé non seulement dans le cadre de chaque branche mais dans chaque district et coopérative agricole. L'expérience a montré et montre que là où le plan a tenu compte judicieusement aussi des facteurs climatiques et terrestres, les résultats dans l'accroissement de la production et les objectifs fixés pour l'élévation des revenus de la paysannerie coopérée ont été réalisés selon les prévisions. L'expérience des coopératives agricoles de Plasa et de beaucoup d'autres économies agricoles est, dans ce domaine, un exemple qu'il faut étendre et faire (appliquer dans les autres coopératives). Il est donc nécessaire pour les organes de l'agriculture à la base et dans les districts, d'entreprendre des études, orientées par le plan d'Etat, **afin de procéder à des améliorations progressives du plan, de la structure de la production de chaque coopérative agricole, conformément aux conditions climatiques et terrestres, en harmonisant mieux ainsi les besoins de toute la société d'une production végétale et animale accrue avec les intérêts des coopérateurs pour le progrès du revenu réel par habitant.**

Dans ce domaine, les zones de collines ou de montagnes en particulier sont confrontées à des tâches en vue d'une amélioration plus rapide de la rentabilité de la production à travers aussi la structure de la production.

Parallèlement, nous pensons conformément aux orientations données par le parti, que le peuplement des zones des collines et des montagnes pose aussi la nécessité de renforcer plus rapidement les secteurs des services, les services communaux et médicaux, et de développer plus rapidement l'éducation et la culture dans ces zones.

LA CRISE ECONOMIQUE DANS LE MONDE CAPITALISTE-REVISIONNISTE ET LA LUTTE QUE MENE NOTRE PAYS POUR AFFRONTER SES CONSEQUENCES

Professeur Deko Rusi

Genc Xhuvani

«La crise économique actuelle est l'expression la plus claire et la plus concrète de l'exacerbation de la crise générale du capitalisme. Alors que celle des années '30 avait surtout frappé les Etats-Unis et les grands pays développés, la crise actuelle a entraîné dans son tourbillon tous les pays capitalistes sans exception, qu'ils soient ou non développés... A la différence des autres, elle se prolonge et l'on ne note aucun signe qui en annonce la fin». (Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, éd. fr., pp. 189, 190, Tirana, 1981.) Cette définition révèle de façon synthétisée les caractéristiques et les traits propres aux crises économiques de la dernière décennie.

La grande importance et la profonde signification de l'analyse que le camarade Enver Hoxha a faite des caractéristiques essentielles des crises actuelles du monde capitaliste-révissionniste résident en ce que cette analyse marxiste-léniniste aide à découvrir et à prévoir avec précision les tendances principales des processus économiques et politiques du monde capitaliste-révissionniste. Tout en rejetant les théories des apologistes du capital, qu'elles soient bourgeoises ou révissionnistes, cette analyse nous éclaire la voie et nous incite à prendre toutes les mesures nécessaires pour que notre économie socialiste affronte avec succès les influences négatives éventuelles et les pressions qu'exerce sur elle la crise du monde capitaliste-révissionniste qui nous entoure.

C'est un fait indéniable que notre économie, la seule qui soit véritablement socialiste dans le monde, indépendamment du féroce encerclement et du blocus impérialistes-révissionnistes, ne s'est pas soumise aux cycles mondiaux de reproduction ni aux crises économiques qui en sont une étape inévitable. C'est là aussi un autre témoignage incontestable de sa supériorité en tant qu'économie planifiée et de la justesse des enseignements de notre Parti et du camarade Enver Hoxha. Se fondant sur les lois économiques du socialisme, notre économie, qui compte exclusivement sur ses propres forces, ne cesse de se développer d'année en année à des rythmes élevés, l'accumulation et la consommation accroissent tandis que notre monnaie ne connaît pas l'inflation, elle est puissante et son pouvoir d'achat est stable. La stabilité de notre économie et son développement planifié ont assuré le plein emploi de la population active dans les villes comme à la campagne, alors que le niveau de vie des masses travailleuses est garanti. Cette stabilité de notre économie est assurée grâce à la juste orientation du développement harmonieux et proportionné de la production et de la consommation, conformément aux possibilités matérielles et financières réelles de notre économie.

Le développement harmonieux et planifié de notre économie est assuré non seulement parce qu'elle s'appuie sur les lois objectives du socialisme, mais aussi parce qu'elle est indépendante et ne s'intègre pas dans le système mondial de l'économie capitaliste. Le développement de l'économie de notre pays, qui repose entièrement sur les ressources matérielles et financières intérieures, loin d'exclure l'extension des échanges commerciaux avec les autres pays, la présuppose. Mettant en lumière le contenu de ce processus, le camarade Enver Hoxha a souligné au VIII^e Congrès du PTA: «Nous avons toujours conduit le développement de notre économie dans la voie du renforcement incessant de notre indépendance politique et économique, mais nous n'avons jamais visé ni ne visons à un développement autarcique, et nous n'avons jamais cessé non plus de lutter contre toute pression tendant à intégrer notre économie dans celle des pays capitalistes et révissionnistes». (Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, éd. fr., p. 51, Tirana, 1981.)

Dans ces conditions, rétablissement et l'extension de relations commerciales avec les autres pays du monde, en tant que nécessité objective, ne ferment pas notre économie aux influences éventuelles de la crise qui s'est abattue sur le marché mondial.

Analysant les influences éventuelles du facteur extérieur sur le développement de notre économie, le camarade Enver Hoxha nous recommande: «**Nous ne devons pas oublier que la crise mondiale nous affecte indirectement nous aussi et que ses effets se font sentir dans notre import-export, dans les prix, les investissements et d'autres directions de notre progrès économiques et technique**». (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*, éd. alb., p. 512.)

Cette thèse du camarade Enver Hoxha concrétise et développe encore plus la théorie marxiste-léniniste de la reproduction dans les conditions de l'édification du socialisme dans un seul pays encerclé par le monde capitaliste et révisionniste. Elle définit deux orientations importantes dont nous devons tenir compte au cours du développement économique de notre pays: d'une part, il doit s'appuyer entièrement sur ses propres forces et, d'autre part, il doit friser le blocus imposé par l'encerclement impérialiste et révisionniste.

Dans les conditions de la profonde crise économique, de la récession et de la hausse des prix qui sont manipulés par les monopoles, notre économie se heurte inévitablement à une série de difficultés et d'influences négatives potentielles. L'élimination des influences de la crise capitaliste sur l'économie de notre pays dépend avant tout de l'efficacité des mesures adoptées et appliquées dans notre économie conformément à la politique économique de notre Parti. Afin d'éliminer avec succès les influences de la crise capitaliste mondiale sur la reproduction socialiste élargie dans notre pays, il faut en premier lieu que nos économistes étudient et analysent à fond, suivant les enseignements de notre Parti, tous les phénomènes de la crise, les rapports économiques mondiaux, le mécanisme compliqué de l'économie capitaliste, les conjonctures et les rapports monétaires sur le marché mondial, etc.

A cette fin, et partant d'une connaissance plus approfondie du mécanisme concret de l'économie capitaliste-révisionniste, nous devons prévoir, sur des bases scientifiques, les tendances de l'évolution de l'économie mondiale et de ses branches distinctes. Ainsi, nous pourrions prévenir tout effet de surprise dans le domaine de nos exportations et de nos importations en barrant la route aux influences négatives qui peuvent entraver l'essor économique rapide et planifié de toutes les branches de notre économie. Alors que l'Albanie est le seul pays socialiste au monde, que nous n'acceptons aucun crédit ou «aide» de l'étranger et que, par conséquent, nos importations dépendent entièrement des revenus assurés par nos exportations, les prévisions scientifiques sur l'économie mondiale et ses divers marchés doivent tendre à orienter la production prioritaire dans le pays même de marchandises avantageuses pour notre économie, qui brisent le blocus et permettent de trouver de nouveaux marchés.

Les demandes systématiquement croissantes de notre économie et la reproduction socialiste élargie sont satisfaites au premier chef par une exploitation toujours plus efficiente des ressources humaines, matérielles et financières intérieures. Mais, d'après les objectifs fixés dans le 7^e plan quinquennal, elles dépendent aussi d'une série d'équipements et de marchandises qui ne sont pas produits dans le pays et que nous devons nous procurer à travers nos échanges commerciaux avec l'étranger. A l'opposé des rapports d'inégalité et d'exploitation existant entre les pays intégrés dans le système capitaliste et révisionniste mondial, nos relations commerciales avec les autres pays sont établies sur la base de l'égalité et de l'avantage réciproque. Ces échanges avec le monde extérieur, sur la base des principes susmentionnés, servent à satisfaire les demandes de notre économie et ne nuisent pas à l'indépendance du pays, qui se développe en comptant entièrement sur ses propres forces. Aussi, d'après les directives du VIII^e Congrès du PTA, est-il prévu que, par rapport à 1980, le volume de la circulation des marchandises dans le commerce extérieur pour 1985, s'accroîtra de 57-59 pour cent, de façon que durant le 7^e plan quinquennal nos exportations soient deux fois plus élevées que le surplus de notre produit social global.

Pendant les deux premières années du 7^e plan quinquennal, la plupart des entreprises ont réalisé les tâches prévues pour nos exportations et elles ont en même temps réussi à réduire ce qui avait été prévu pour nos importations, en substituant à celles-ci des produits du pays. Mais il y a encore quelques entreprises déficitaires sur le plan de leurs exportations. De tels phénomènes entravant la réalisation de nos plans doivent être combattus comme des manifestations relevant d'une compréhension idéologique erronée des situations de la part de certains. Nous devons porter une attention plus soutenue à la lutte contre les conceptions inhibitrices, comme les tendances particulières à se confiner à l'exportation des marchandises qui brisent plus facilement et en tout temps le blocus, ou bien le manque d'efforts sérieux pour élargir l'éventail des produits destinés à l'exportation. Dans le domaine des importations se font jour des tendances à importer le plus possible, voire même des produits que l'on peut obtenir sur place.

L'accomplissement des objectifs fixés par le plan en vue d'accroître l'efficacité de notre commerce extérieur met nécessairement l'accent sur la balance active de notre import-export pour assurer même un surplus de valeur de nos exportations par rapport à nos importations en tant que source de l'accroissement de nos réserves en devises.

Dans sa lutte pour accomplir les objectifs fixés par le plan, notre commerce extérieur se heurte aux pressions du blocus impérialiste et révisionniste, de la crise mondiale, de l'âpre concurrence, de l'inflation et des oscillations effrénées des prix.

L'inflation galopante, qui s'est abattue sur les marchés intérieurs des pays capitalistes, bourgeois et révisionnistes, comme sur le marché capitaliste mondial, est une conséquence directe de la crise à laquelle se heurtent nos exportations et nos importations. Dans ses échanges avec l'étranger, notre économie socialiste affronte sans cesse, à travers son import-export, la hausse des prix sur les marchés internationaux. Cet affrontement de notre économie avec le phénomène de l'inflation galopante sur les marchés mondiaux revêt un caractère double et contradictoire. Il va de soi que toute hausse des prix de nos exportations sur les marchés mondiaux crée en même temps la possibilité potentielle d'un accroissement équivalent de nos rentrées de devises étrangères. Mais l'inverse se produit avec les prix de nos importations dont chaque hausse sur le marché mondial constitue un danger potentiel tendant à diminuer les capacités d'importation de notre économie. Dans ces conditions, pour éviter le danger d'un déséquilibre de la balance de notre import-export, nous devons entre autres suivre de façon systématique et rigoureuse les variations en devises de l'index des prix des marchandises que nous exportons et de celles que nous importons. L'analyse du rapport des variations de ces deux indices met en relief le degré des dommages subis par notre économie du fait des pressions étrangères et de la concurrence qui caractérisent le marché mondial. Dans ce sens, nous devons faire en sorte que l'index des prix en devises de nos exportations atteigne, voire dépasse l'index des prix, toujours en devises, de nos importations; sinon, il faudra, pour éviter les suites éventuelles que peut entraîner chez nous l'inflation étrangère, prendre des mesures économiques complexes.

Ces mesures se rattachent en premier lieu à la mise en œuvre d'un rigoureux système d'économies dans l'utilisation des matériaux et des machines-outils importés. Pour atteindre cet objectif, il faut baisser le niveau fixé pour les matériaux utilisés en exploitant de façon plus efficace, plus complète et intense encore nos capacités productives, ainsi qu'en prolongeant le temps de l'exploitation des capacités productives existant chez nous. L'adoption de ces mesures, si efficaces sur le plan intérieur, renforce en même temps notre économie par rapport aux marchés étrangers, elle affaiblit, voire évite les conséquences entraînées par la hausse des prix sur le marché mondial, car c'est ainsi que diminue le prix de revient de nos produits et s'accroît la rentabilité, sans provoquer aucune réduction de notre accumulation socialiste intérieure.

Les pressions qu'exercent sur notre économie la concurrence et l'inflation sur les marchés étrangers peuvent être évitées aussi par l'adoption d'une série d'autres mesures économiques et financières complexes, relatives à la baisse du prix de revient de nos exportations (à la suite de quoi notre accumulation financière intérieure dans les branches de l'exportation peut amortir avec succès les pertes découlant de la hausse des prix des marchandises importées). En même temps que sont exportées des marchandises qui assurent un marché durable, comme le pétrole et l'énergie électrique, il importe d'exporter toujours plus d'autres marchandises qui ne bénéficient pas encore de conjonctures favorables sur le marché mondial.

La mise en valeur croissante de nos exportations demande que soient faits de plus grands efforts pour améliorer la qualité de nos marchandises, les produire au niveau des standards internationaux, en perfectionnant la technologie de leur production tout comme en améliorant leur aspect extérieur. Afin de promouvoir la qualité de nos marchandises destinées à l'exportation, nous enseignons le camarade Enver Hoxha, «... notre travail doit porter dans trois directions: rehausser la qualité des matières premières utilisées pour la fabrication des produits destinés à l'exportation ; amener un certain nombre d'entreprises et d'ateliers travaillant pour l'exportation à sortir de leur retard technologique; améliorer radicalement les emballages et être corrects avec les étrangers en ce qui concerne les conditions de nos contrats...» (Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal*. éd. alb., pp. 109-110.)

On prévoit aussi, au cours du 7^e plan quinquennal, l'amélioration plus poussée de la structure de nos importations pour que les machines-outils et certaines catégories de matières premières nécessaires à la production de chez nous, occupent la plus grande part, environ 93 pour cent, de nos importations. Pour assurer nos importations en temps voulu, dans la quantité, la qualité et l'assortiment requis, nous devons d'abord nous acquitter de nos tâches relatives à nos exportations non seulement dans le volume, l'assortiment et une qualité supérieure, mais aussi en ce qui concerne les rythmes de chaque semaine, mois et trimestre. D'autre part, l'aggravation de la concurrence et de la crise économique dans son ensemble nous amène à chercher à profiter à tout moment des conjonctures sur les marchés extérieurs, mais, pour y arriver, nous devons disposer de suffisantes réserves de marchandises destinées à l'exportation pour que nos entreprises du commerce extérieur puissent les vendre dans des conditions très avantageuses pour nous, en mettant à profit les oscillations des prix des marchandises exportées. Par ailleurs si nous nous assurons des réserves de fortes devises étrangères, optimales et indispensables, nous pouvons agir librement pour profiter des conjonctures les plus favorables afin d'importer au moment opportun et du pays qui nous intéresse le plus.

Pour défendre aussi efficacement que possible notre économie nationale des influences possibles de la crise mondiale capitaliste et révisionniste, il importe grandement de comprendre à fond la thèse du camarade Enver Hoxha sur le rôle que jouent les réserves à l'échelle nationale, au niveau des départements ministériels ou des entreprises. Nous devons créer ces réserves dans des proportions optimales, de façon planifiée et centralisée. De cette manière, ces réserves seront une base solide pour le développement de nos relations commerciales avec d'autres pays, elles nous permettront de réunir les conditions nécessaires pour prévenir et affronter les conséquences éventuelles des influences négatives de la crise capitaliste-révisionniste et du blocus imposé à notre pays.